

KWAME NKRUMAH

LE PLUS GRAND AFRICAIN

LUDO MARTENS

Kwame Nkrumah est sans doute le plus grand révolutionnaire parmi les dirigeants africains qui arrachèrent l'indépendance à la charnière des années cinquante et soixante.

Il y a vingt-cinq ans, Nkrumah a publié un de ses ouvrages les plus remarquables: "La Lutte des Classes en Afrique". Il y expose de façon succincte et claire quelques vérités essentielles sur le combat pour la libération africaine.

Or, vingt-cinq ans après leur publication, ces vérités sont largement inconnues des intellectuels africains. C'est ce que j'ai pu constater, à mon grand étonnement, au Septième Congrès Panafricain, qui s'est tenu du 3 au 8 avril 1994 à Kampala, en Ouganda. On y a entendu beaucoup de discours révolutionnaires... qui ne dépassaient en rien ce que réclame la bourgeoisie africaine, consciente de ses intérêts. Si tous rendaient hommage "au plus grand fils de l'Afrique", rares étaient ceux qui défendaient les idées fondamentales de Nkrumah.

Et pourtant!

Loin d'avoir vieilli, les idées de Nkrumah sont plus actuelles aujourd'hui qu'il y a un quart de siècle. Le pillage, l'exploitation, la domination impérialiste, la cupidité et la cruauté de la bourgeoisie compradore se sont accentués de manière monstrueuse ces vingt-cinq dernières années. C'est ce qu'a démontré l'horreur ultime, au moment même où se tenait le Congrès panafricain: dans le pays voisin, le Rwanda, a commencé, au matin du 7 avril, le génocide le plus barbare de ce siècle...

Lisons ou relisons donc "La Lutte des Classes en Afrique".

Luttes politiques au Ghana: 1949-1966

Pour bien situer l'ouvrage dans l'évolution intellectuelle de Nkrumah, il faut dire deux mots sur l'histoire du Ghana.

Le 12 juin 1949, Nkrumah crée un des premiers

partis africains de masse, radicalement opposé au colonialisme et à l'impérialisme, le Convention People's Party.

Au moment des élections de 1957, le colonisateur anglais, la majorité des chefs traditionnels, de la bourgeoisie ghanéenne et des intellectuels soutient le Mouvement de Libération Nati-

onale du docteur Busia. Mais le CPP, appuyé par les intellectuels nationalistes et les masses populaires, surtout, gagne 72 des 104 sièges au parlement.

L'indépendance est proclamée le 6 mars 1957: le Ghana est le premier pays d'Afrique noire à rompre les chaînes du colonialisme. Nkrumah termine son autobiographie, écrite la même année, par les phrases: "C'est notre devoir en tant que force d'avant-garde d'offrir toute l'aide possible à ceux qui sont maintenant engagés dans les batailles que nous avons livrées et gagnées. Notre tâche n'est pas accomplie et notre sécurité pas assurée jusqu'à ce que les derniers vestiges du colonialisme aient été balayés de l'Afrique". (1)

Au Ghana même, Nkrumah défend l'idée que la lutte pour l'indépendance économique et la justice sociale est désormais la tâche principale du nouveau Etat.

Ses réalisations dans le domaine de l'éducation seront impressionnantes. Fin 1965: enseignement primaire gratuit, un million et demi d'enfants à l'école sur une population de sept millions d'habitants, enseignement secondaire et universitaire également gratuits et 7.000 étudiants inscrits dans ce dernier.

Le développement de l'infrastructure économique est tout aussi remarquable: communications, drainage et irrigation, zones industrielles, port de Tema, barrage hydroélectrique de Akosombo...

Nkrumah était le chef incontesté du Convention People's Party et les différentes tendances politiques au sein du parti se réclamaient de lui pour consolider leurs positions.

Nkrumah, entouré d'un petit groupe de collaborateurs, a élaboré une pensée politique unique, axée sur l'opposition résolue à l'impérialisme et au néocolonialisme, sur la solidarité panafricaine, sur la justice sociale et sur une conception du socialisme inspirée par les valeurs traditionnelles africaines.

Mais dans la réalité sur le terrain, le parti que Nkrumah dirigeait, agissait, au cours des années 1957-1960, comme un parti nationaliste où "tous se retrouvaient", où des éléments de l'aristocratie traditionnelle, des professions libérales et de la



Nkrumah après la proclamation de l'indépendance, le 6 mars 1957

bourgeoisie, des hauts fonctionnaires mais aussi des syndicalistes et des ouvriers se côtoyaient.

Au cours des premières années de l'indépendance, des transformations profondes eurent lieu dans son propre parti et Nkrumah ne s'en rendit compte qu'avec un grand retard. Le parti était en fait divisé en plusieurs clans qui poursuivaient tous des intérêts basement matériels et capitalistes.

Il y avait le clan de la vieille aristocratie autour de Asante Ofori-Atta, juriste diplômé d'Oxford et Inkumsah, grand homme d'affaires. Tous les deux ont été membres du premier gouvernement formé en 1957.

Puis il y avait le clan des traditionalistes proches du premier groupe, mais d'origine modeste, avec Gbedeman, Welbeck et Edusei, tous membres du premier gouvernement.

En troisième lieu, il y avait le clan des représentants de la bourgeoisie nationale, dirigé par Kodjo Botsio, un des plus proches collaborateurs de Nkrumah et lui aussi ministre en 1957. On y trouvait également Ayeh-Kumi et Halm, les conseillers personnels du président respectivement pour l'économie et pour les finances. Quatrièmement, il y avait le clan des adeptes du capitalisme d'Etat appelé "socialisme africain". Ils se faisaient passer pour les hommes les plus loyaux à Nkrumah et ce sont eux qui ont inventé le terme "nkrumaïsme"... qu'ils définissaient à leur convenance. Le clan était dirigé au départ par Tawia Adamafio, un des hommes les plus radicaux et secrétaire général du Convention People's Party, puis, à partir de 1962, par Kofi Baako, ministre depuis 1957. On y trouva aussi Eric Heyman, partisan de l'idéologue social-démocrate George Padmore et Dr. Makonnen, trotskiste antillais, partisan de la Yougoslavie titiste et d'Israël...

En 1960, cette nouvelle classe bourgeoisie s'était déjà constituée. Mais son prestige, acquis au cours de la lutte pour l'indépendance, était toujours intact. Elle contrôlait l'appareil du C.P.P. et elle s'enrichissait grâce à ses positions dirigeantes dans l'appareil d'Etat.

Puis en 1960-1964, ce fut la course effrénée à l'argent: détournements, commissions sur les marchés conclus par l'Etat, corruption, népotisme, fraude...

Le 6 avril 1961, Nkrumah prononça son fameux "discours à l'aube": il dénonça avec véhémence les dirigeants du parti et les hauts fonctionnaires qui amassaient des fortunes illégales. L'enthousiasme populaire fut général. Quelques têtes

tombèrent. Mais il n'y eut pas de changement radical. Bientôt tout "rentra dans l'ordre", l'enrichissement des grands redevint routine... et le peuple commença à perdre confiance.

En septembre 1961, Gbedeman, qui avait été ministre des finances, prit la fuite à l'étranger. Il était proche des Allemands et des Américains qui financèrent ses violentes campagnes anti-communistes et anti-Nkrumah.

Gbedeman se trouvait, avec le Dr. Busia et l'avocat Obetsebi Lamptey, à la tête de l'opposition pro-occidentale qui se lança bientôt dans une série d'attentats pour déstabiliser le régime de Nkrumah. Il y a eu des tentatives d'assassinat dont une, le 2 août 1962, faillit tuer Nkrumah. Puis le Ghana fut le théâtre d'attentats terroristes contre les foules lors de meetings.

Les différents clans au sein du C.P.P. tentèrent de tirer profit de ces actes contre-révolutionnaires pour éliminer leurs concurrents. Ainsi, Adamafio, l'ancien secrétaire général, et quelques-uns de ses amis furent condamnés à mort pour haute trahison. Ils furent les victimes des intrigues de Kofi Baako.

En janvier 1964, le policier Ametewee tira quatre coups de fusil sur Nkrumah. On découvrit qu'il avait agi sur les ordres des chefs de la police et qu'il avait des liens avec les Américains... Les six hommes les plus hauts placés de la police furent arrêtés. Hailey, le chef du service spécial, fut nommé directeur de toute la police. Or, Hailey était justement le chef du complot...

Washington et Londres décidèrent ensuite d'une véritable guerre économique contre le Ghana. Les hommes liés au capitalisme occidental, poussés par leur rapacité, organisèrent le sabotage de l'édifice économique, de toute forme de contrôle par l'Etat. Cela s'accompagna d'une campagne de guerre psychologique: "La chute du niveau de vie est causée par la politique communiste de Nkrumah..."

En juin 1965, une tentative de coup d'Etat échoua. Les généraux Ankrah et Otu, impliqués, furent... décorés avant d'être mis à la retraite!

En janvier 1966, sept officiers de la deuxième brigade, commandés par le lieutenant-colonel Kotoka, furent arrêtés pour complot. Ils s'en tirèrent avec un blâme...

Le 24 février 1966 au matin, Nkrumah, venant de Hanoi, allait atterrir à Beijing. Au même moment, à 5 heures, cent soldats de la deuxième brigade occupèrent la radio à Accra. L'armée, en collaboration avec la police, prit le pouvoir. Toute la bureaucratie de l'Etat les soutenait. Un

Conseil de Libération Nationale prit le pouvoir. Ses chefs ne sont plus des inconnus pour le lecteur. Président: le général Ankrah; vice-président: le chef de la police Hailey; parmi les membres: le lieutenant-colonel Kotoka, promu général et commandant de l'armée...

Les prisonniers politiques furent libérés... et habillés et nourris par les gouvernements occidentaux et leurs organisations "humanitaires". La presse "libre" parla d'une révolution et présenta Nkrumah comme un personnage extrêmement corrompu, inhumain, incompetent et dangereux... Le FMI, qui avait refusé un prêt de huit millions à Nkrumah, avança immédiatement 75 millions de dollars au Conseil de Libération Nationale.

Nkrumah s'installa à Conakry chez son ami Sékou Touré et c'est là qu'il rédigea, au cours de l'année 1969, "La Lutte des Classes en Afrique". Nkrumah séjourna à Conakry du 2 mars 1966 à la fin août 1971, date où il partit en Roumanie pour y être soigné. Il mourut à Bucarest le 27 avril 1972.

Lors de son séjour à Conakry, Nkrumah lisait énormément et écrivait beaucoup. June Milne a été pendant quinze ans son assistante. Elle a publié un livre, "The Conakry Years", qui contient des centaines de lettres écrites par Nkrumah pendant cette période. Ces textes permettent de suivre l'évolution de la pensée de Nkrumah jusqu'à la publication de "La Lutte des Classes en Afrique".

Les mérites historiques de Nkrumah

Ce qui force tout d'abord l'admiration chez Nkrumah, c'est sa capacité d'analyser et de critiquer sa propre pensée et sa propre action.

Toute sa vie, il a été le révolutionnaire avide d'apprendre, décidé à aller toujours de l'avant. Cette capacité d'autocritique est rare chez les Africains qui ont goûté au pouvoir. Quatre mois après son renversement, Nkrumah écrit: "Parfois, je m'assoie, je m'adonne à l'autocritique. Je pense que j'ai commis deux fautes. Je n'ai pas été assez dur et je n'ai pas marché assez rapidement vers le socialisme." (2)

D'abord, Nkrumah met en cause la conception philosophique du socialisme qu'il développa vers 1957. Il écrivait alors: "Mon Dieu est un Dieu très personnel... Je suis un chrétien et un socialiste marxiste." (3) Dix ans plus tard, il en fit cette autocritique: "Dans mon autobiographie, je me qualifiais de chrétien marxiste. Je pense que c'était erroné. Je suis simplement un mar-

xiste, ayant le matérialisme historique comme philosophie de vie. (...) J'ai lu le livre de Bertrand Russels: "Pourquoi je ne suis pas chrétien". Je ne suis pas d'accord avec lui quand il affirme que le communisme est une religion. Ce n'est pas le cas. C'est totalement faux de comparer le communisme à la religion. (...) Le communisme est une philosophie socio-économico-politique. Les thèses communistes ne s'adressent pas au ciel mais à la terre." (4) Et il conclut: "Je crois que toutes les religions sont du trompe-l'oeil et de l'hypocrisie". (5)

Nkrumah analyse sa propre expérience à la tête de l'Etat ghanéen dans un esprit de critique et d'autocritique. Il formule ses conclusions essentielles dans "La Lutte des Classes en Afrique". Lorsque Nkrumah était chef de l'Etat ghanéen, il ne s'est pas rendu compte de la naissance et du développement de classes exploiteuses dont les représentants étaient à la tête de son propre parti. Tout son livre "La Lutte des Classes en Afrique" est une autocritique sur son propre aveuglement et sa propre naïveté. En écrivant son chapitre consacré à l'intelligentsia, il pensait sans doute aux intellectuels qui furent ses ministres... Et de fulminer contre les "intellectuels noirs néocoloniaux" qui "écrivent ce qu'ils pensent que l'homme blanc veut entendre". "Je me demande ce que deviennent les soi-disant intellectuels en Afrique. Peut-être il n'y en a pas en Afrique. Pas étonnant que le néocolonialisme américain s'implante sauvagement partout". (6)

Nkrumah comprit que l'émergence et le développement des classes en Afrique était lié à l'insertion du continent dans le marché capitaliste international et à la présence de l'impérialisme.

Le coup d'Etat militaire qui le renversa conduit Nkrumah, sept mois plus tard, à une autocritique sur la question de la lutte armée.

"Mao avait raison lorsqu'il disait que le pouvoir est au bout du fusil. Cela a l'air cynique et brutal mais c'est un fait, et les faits, il ne faut pas les contourner. Grâce au coup d'Etat au Ghana, je vois maintenant la lutte dans une perspective plus correcte. Cela peut durer longtemps, mais je suis maintenant convaincu que c'est la seule voie et nous devons tous nous y préparer idéologiquement et pratiquement." (7)

Cette idée fondamentale est approfondie dans le dernier chapitre de "La Lutte des Classes en Afrique".

Nkrumah comprit parfaitement la nature de la "démocratie" impérialiste. "Que peut faire le peuple britannique? Ils peuvent seulement

voter pour le diable habillé en différents vêtements." (8) Dans "La Lutte des Classes en Afrique" il explique que le régime parlementaire et le multipartisme ont un caractère de classe. "Les partis Conservateur et Travailleur sont l'expression de la bourgeoisie dont ils reflètent l'idéologie". (9)

Or, vingt ans après l'énoncé de ces vérités, nous avons pu voir des intellectuels "progressistes" africains s'exciter devant la perspective de la "démocratie", ouverte grâce à la "révolution démocratique" en Europe de l'Est. Et l'on entendit partout: "Maintenant que l'Occident a soutenu la lutte contre la dictature à l'Est, elle doit nous aider à combattre la dictature en Afrique" - "La démocratie est une valeur universelle, non seulement valable pour l'Occident mais aussi pour l'Afrique".

Or, il faut savoir qu'en 1966, l'Occident avait organisé et justifié au nom de "la démocratie" le coup d'Etat qui renversa Nkrumah! Déjà. En 1989, la propagande de la "démocratie" impérialiste, qui mobilisait tant d'intellectuels africains de gauche, visait à détruire ce qui restait encore du socialisme à l'Est et en URSS, à détruire les régimes progressistes et nationalistes dans le monde et à renouveler le personnel néocolonial dans les régimes dictatoriaux venus à bout de souffle.

Les campagnes haineuses de l'impérialisme contre Ceausescu, le "Roi Soleil", le "Vampire des Carpates", contre Honecker, le "dictateur assoiffé de sang" et contre Li Peng, le "stalilien", rappellent étrangement les campagnes orchestrées à l'époque contre Lumumba, contre Nkrumah, contre Mulele... Un mois après

son renversement, Nkrumah commenta la campagne de la presse "libre" contre lui et son oeuvre. "Ils veulent me présenter au monde comme un homme corrompu. Ils racontent tant de mensonges à mon sujet. Cela me rend malade, mais que puis-je y faire?" "Les néocolonialistes utilisent toutes sortes de propagande infâme, diabolique, pour aveugler les gens de sorte qu'ils ne voient pas et ne comprennent pas ce qui est réellement en train de se passer." "Les mêmes calomnieurs disent que je suis une combinaison d'Hitler, Mussolini, Lénine, Staline, Mao, et pire encore." (10)

Le deuxième point qui frappe chez Nkrumah est sa morale révolutionnaire, sa décision de consacrer sa vie toute entière à la lutte pour la libération des classes exploitées et opprimées, sa quête incessante de la vérité révolutionnaire.

"La lutte révolutionnaire est faite en permanence de hauts et de bas, de progrès et de reculs, d'attaques et de retraites. Un révolutionnaire n'échoue que quand il se rend. Tant qu'il poursuit la lutte - de quelque manière que ce soit - il tend vers l'objectif final de la Victoire. Même si, en tant qu'individu, il meurt dans la lutte, il n'a pas failli. La somme de toutes ses tentatives, de ses aspirations, de ses efforts se fond avec le peuple qui continue à lutter pour la Victoire." (11)

"Je suis un révolutionnaire professionnel: le fusil est inutile sans la plume et la plume sans le fusil est encore plus inutile. Ma voie est celle de l'action et de la lutte. Et à travers cette lutte, ces actions, je peux former d'autres. Contrairement



Nkrumah vient de quitter la prison en 1951. "La lutte révolutionnaire est une question de hauts et de bas."

rement à W.E.D. DuBois, je ne crois pas en la vie mais dans l'action, pas dans le peuple en tant que peuple mais dans l'action révolutionnaire pour libérer le peuple de l'inhumanité de l'homme à l'égard de l'homme." (12)

C'est sa fidélité aux opprimés, à la classe ouvrière et à la paysannerie africaines qui permettent à Nkrumah de transformer de façon constante sa pensée, de revenir sans cesse sur ses positions erronées ou unilatérales pour définir une ligne plus correcte.

Habitué à diriger le pays, à vivre dans les milieux dirigeants, Nkrumah croit que son retour au pouvoir sera le résultat d'un coup d'Etat progressiste, éventuellement "appuyé" par une insurrection populaire. Dans une lettre du 14 avril 1967 il cherche une formule adéquate: "Nous devons organiser un contre-coup dans l'armée et renverser par la violence le 'Conseil National de la Libération'." "Un contre-coup dans l'armée, soutenu par les masses, est la seule solution." "Avant mon retour au Ghana, un contre-coup est nécessaire avec le soutien des masses en insurrection". (13) Ces positions expriment toujours une ligne révolutionnaire petite-bourgeoise qui méconnaît le rôle fondamental des masses populaires.

Deux semaines plus tard, Nkrumah note un changement dans sa conception stratégique: "Mes idées sur la stratégie et la révolte continuent à se développer. Si les masses organisées sont désarmées, elles se trouvent impuissantes dans une situation révolutionnaire. Toutes organisées qu'elles soient, elles ne peuvent renverser des régimes contre-révolutionnaires que par le soulèvement armé. Une stratégie révolutionnaire ne suffit pas à elle seule, elle doit être étayée par la tactique du soulèvement armé." (14)

Parfois, dans une même lettre, Nkrumah nous laisse comprendre comment son esprit se bat constamment pour définir des positions réellement révolutionnaires. Le 16 février 1967, il écrit à son assistante June Milne:

"Je suis si content que Nyerere et Kaunda entreprennent des nationalisations. Mais je suis sûr qu'ils ne vont pas assez loin et cela peut être dangereux.

H | J'ai envoyé un message à Nyerere et
A | Kaunda pour leur dire que nous devons
M | utiliser les nationalisations comme une
U | nouvelle arme contre le néocolonialisme.
R | J'ai aussi envoyé un message à Mobutu
U | pour qu'il exécute ses projets de nationalisation de l'Union Minière. Je me demande jusqu'où ils iront. ...

Réflexion après coup.

Je parlais de la nationalisation qui a lieu en Tanzanie, en Zambie et au Congo Léopoldville. Ce n'est pas une nationalisation mais plutôt la formation de sociétés ou de conseils d'administration dans lesquels siègent les mêmes agents du néocolonialisme, avec des chevaux de parade africains comme présidents. Les néocolonialistes tirent les ficelles. Les Américains sont manifestement derrière la nationalisation de l'Union Minière, aidés en cela par des intérêts britanniques et belges.

La nationalisation dont je parle est socialiste, nationale et complète. Elle exclut complètement toute forme de dédommagement." (15)

Troisièmement, dans la lutte virulente entre les révisionnistes, partisans du "passage pacifique au socialisme", et les marxistes-léninistes partisans de la révolution armée, Nkrumah se rangea catégoriquement aux côtés de ces derniers.

Nkrumah polémique avec Idris Cox et les communistes anglais dont il dit: "ils ont perdu toute ardeur révolutionnaire et inclinent vers le révisionnisme". (16)

A Cox, Nkrumah écrit: "La lutte révolutionnaire armée englobe et secoue tout le continent africain. Dans tous les coins d'Afrique, des révolutionnaires sont en train de préparer activement la lutte armée ou entreprennent dès maintenant des opérations militaires. ...

l'OUA est devenue une organisation fantôme, dans les mains de néocolonialistes et d'impérialistes. Elle n'a pas la machine organisationnelle ni la volonté pour mener une guerre révolutionnaire ...

Naturellement, les impérialistes, les néocolonialistes et les réactionnaires locaux aiment bien des plates-formes de protestation comme l'OUA. Partout dans le monde, des progressistes ont compris l'inutilité de la protestation non violente et ont commencé à utiliser la violence. ...

Plus que jamais, je suis convaincu que, pour la lutte révolutionnaire socialiste en Afrique, une direction politique et militaire centralisée est nécessaire." (17)

"J'oserais même affirmer que nulle part, une voie pacifique vers la révolution socialiste n'est possible, et que la révolution est impossible sans violence. L'histoire et le cours de la lutte révolutionnaire socialiste dans le monde le confirment." (18)

Quatrièmement, Nkrumah a été un véritable

internationaliste, il avait une vue planétaire et croyait fermement dans la victoire de la révolution socialiste mondiale.

Lorsque les troupes du Pacte de Varsovie ont mis fin en août 1968 au "printemps de Prague" - cette répétition générale de la contre-révolution de 1989 - Nkrumah analysa les événements dans le cadre de la lutte planétaire entre l'impérialisme d'un côté et le mouvement de libération nationale et le mouvement communiste de l'autre. Il dénonça toute la démagogie "démocratique" qu'utilisaient les impérialistes pour couvrir leurs complots contre-révolutionnaires.

Nkrumah écrit le 18 septembre 1968 à Pat Sloan, un communiste anglais qui avait travaillé à l'Institut idéologique de Winneba, fondé en 1961 par Nkrumah.

"Tu me racontes que la crise tchécoslovaque a été pour toi comme un coup en pleine figure; pas pour moi. Si l'Union soviétique et les autres membres du Pacte de Varsovie n'avaient pas fait ce qu'ils ont fait, la Tchécoslovaquie aurait été perdue, tout comme l'Indonésie est perdue et le Ghana et comme la Grèce a été rompue.

L'affirmation de l'Union soviétique, selon laquelle un coup contre-révolutionnaire était imminent, était très probable: le capitalisme occidental appliquait la technique néocoloniale en Europe.

Les Russes ont eu raison d'intervenir en Tchécoslovaquie, quelles que soient les réactions suscitées.

Je ne suis pas d'accord avec toi quand tu dis que la crise tchécoslovaque est une violation de principes tels que "la révolution ne peut pas être importée", "non-ingérence", "chaque pays doit trouver sa propre voie vers le socialisme", etc. Mais si "la révolution n'est pas un produit d'exportation", qu'est-ce qui est alors?

Je considère le socialisme comme un événement international. Les capitalistes, les impérialistes et les néocolonialistes, avec la USA-CIA comme fer de lance, mènent la contre-révolution partout dans le monde, procèdent partout à des dévastations, détruisent le socialisme. Au moment crucial, quand ils tentent d'exporter la contre-révolution dans le camp socialiste, en Tchécoslovaquie, la Russie et les autres membres du Pacte de Varsovie devaient donc aussi agir." (19)

Nkrumah sentait vaguement le danger que représentait le révisionnisme soviétique pour le socialisme mondial, il en conclut que l'Afrique devait redoubler d'énergie dans le combat pour aider le processus révolutionnaire mondial.

En 1967, il écrit à June Milne: "A propos de la dictature, qu'est-ce que j'entend sur Kosyguine qui affirme à Londres que Mao est un dictateur? Et qui invite Sa Majesté en Union soviétique? Les miracles sont de ce monde! Et la lutte entre la Russie et la Chine s'aiguise. Le socialisme mondial semble en danger; mais le socialisme vaincra. Tu vois pourquoi je lutte si fort pour l'unité africaine et le socialisme. Une Afrique socialiste unie sera un bastion pour le socialisme mondial. Elle signifiera un renfort pour les forces progressistes et socialistes pour la paix et le socialisme." (20)

"La catastrophe qui menace le dollar américain plongera le capital financier occidental dans le chaos. Des capitalistes monopolistes qui mènent une guerre capitaliste contre des capitalistes monopolistes! Et quand, ô quand toute l'Afrique deviendra socialiste, et avec la Chine, la Russie et les démocraties est-européennes, il y aura alors une multitude de rouleaux compresseurs socialistes qui rayeront de la carte le capitalisme, l'impérialisme et le néocolonialisme, et aucun retour ne sera possible pour eux." (21)

Une cinquième position de Nkrumah mérite d'être soulignée: son opposition à toute forme de racisme, aussi bénigne qu'elle soit. Nkrumah n'était pas un révolutionnaire noir, mais un révolutionnaire internationaliste.

En 1985, j'avais accordé une longue interview à une radio libre parisienne sur mon livre "Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba". Peu de temps après, un Africain venait me voir et me disait, avec un peu de déception dans le ton: "Donc, vous êtes blanc!" Je voulais savoir où était le problème. Avec des amis du Parti Révolutionnaire des Peuples de Toute l'Afrique, parti se réclamant de Nkrumah, il avait écouté l'émission. Le parti s'était divisé: certains prétendaient que l'auteur du livre, pour parler comme il le fit, devait être noir, tandis d'autres croyaient savoir qu'il fut blanc. J'ai demandé à cet ami s'il croyait, en entendant parler Mobutu, que l'homme était blanc. Et je lui ai dit qu'en politique, je suis, comme le disent les Anglais "colour blind", je ne vois pas de couleurs.

Je me suis rappelé de cette anecdote des années plus tard, en 1993, lorsque Julia Wright, que j'avais rencontrée au Fespaco, m'a envoyé le livre "The Conakry Years". Une des premières phrases qui m'est tombée sous les yeux était celle-ci: "I am an internationalist and colour blind". (22)

A June Milne, qui compila ce livre, Nkrumah

écrit quelques mois après son renversement: "Ne vivons-nous pas une époque excitante, June? Où que nous regardions, l'histoire est en train de s'écrire, et l'Afrique marche vers sa destination: un gouvernement unifié pour toute l'Afrique, la paix et l'amitié pour tous les gens, quelle que soit leur race ou leur couleur. L'humanité est une." (23)

Quelques mois plus tard, le mouvement du Black Power déferlait sur les Etats-Unis. Nkrumah écrit: "Black Power n'est rien d'autre qu'une protestation violente des démunis contre les possédants. Ce sont les pauvres contre les riches. L'Amérique est le pays des inégalités. L'abondance pour quelques-uns et la misère pour la majorité. Cela ne m'étonnerait pas que certains blancs pauvres s'unissent aux noirs. La situation des pauvres, blancs et noirs, est la même. Ils devraient lutter ensemble et faire du Black Power un véritable pouvoir aux Etats-Unis, indépendamment de la couleur de la peau. Le mouvement s'est appelé Black Power parce que les noirs constituent la majorité des pauvres et des démunis aux Etats-Unis." (24) "Le mouvement du Black Power n'est pas en mesure, en soi, de conquérir le pouvoir politique aux Etats-Unis, sauf si cela se fait avec ou dans une collaboration révolutionnaire avec les masses américaines, blanches, noires, etc. Et même alors, il ne peut y avoir d'espoir pour les blancs et les noirs aux Etats-Unis, à moins que le socialisme deviennent le mot d'ordre de ce pouvoir. Il est irréaliste d'affirmer que les ouvriers blancs des Etats-Unis font partie de la structure de pouvoir blanche des Etats-Unis." (25)

Les limites de la pensée révolutionnaire de Nkrumah

Il faut lire Nkrumah parce qu'aucun révolutionnaire africain de sa génération n'est allé plus loin, n'a été plus conséquent dans la critique des vieilles idéologies et dans la quête d'une voie socialiste et marxiste. Il a toujours beaucoup à nous apprendre.

Ceci étant dit, il importe de prendre conscience de certaines limites de sa pensée révolutionnaire.

D'abord, dans le domaine de l'idéologie, Nkrumah n'est pas arrivé à la compréhension du marxisme-léninisme comme science de la révolution socialiste. Il ne s'est pas efforcé d'assimiler l'ensemble de l'oeuvre théorique et pratique de Marx, Engels, Lénine, Staline et

Mao Zedong.

Sa position sur cette question clé, il l'a résumée ainsi.

"Tu sais que je suis un marxiste et un socialiste scientifique. Je ne me considère toutefois pas comme un léniniste dans le sens particulier. Le léninisme est une application du marxisme à la réalité russe. Mais la réalité russe n'est pas la réalité africaine. Ce que j'essaie de faire, c'est d'appliquer le marxisme - le socialisme scientifique - aux conditions sociales et à la situation africaine. ... Je suis un socialiste scientifique et un marxiste et si cela veut dire qu'on est communiste, dans ce cas, je suis communiste. Mais pas un communiste de type marxiste-léniniste... J'ai beaucoup de respect pour Lénine et le léninisme, j'en ai appris beaucoup." (26)

"En Chine, ils ont commis la grande erreur d'adopter le marxisme-léninisme. Cela aurait dû être le marxisme-maoïsme. Cela explique pourquoi il y a eu la Révolution Culturelle et pourquoi ils utilisent la Pensée du Président Mao. Qu'est ce, sinon le maoïsme?" (27)

Ces thèses contiennent plusieurs erreurs. Le léninisme n'est pas seulement une application du marxisme en Russie, c'est surtout un développement de la science marxiste dans une période historique nouvelle.

Lénine a fait au moins quatre apports fondamentaux au marxisme: il a développé la stratégie et la tactique de la révolution socialiste dans un grand pays féodalo-capitaliste; il a analysé de façon scientifique la nouvelle période, où le capitalisme s'est transformé en impérialisme; il a développé la théorie et la pratique de la construction du parti prolétarien; et il a développé la théorie et la pratique de la dictature du prolétariat, de la construction du socialisme.

L'argument de Nkrumah que la réalité russe est différente de la réalité africaine n'a aucun sens, puisque les réalités anglaise, française et allemande, qui étaient celles de Marx et Engels, étaient tout aussi différentes.

Dire qu'en Chine, il fallait le marxisme-maoïsme et non le marxisme-léninisme, c'est adopter une position nationaliste qui met de façon exagérée l'accent sur l'aspect national de l'oeuvre de Mao. D'abord, Mao a assimilé l'oeuvre de Marx, mais surtout celle de Lénine et de Staline, pour élaborer, au cours de la lutte, la voie de la révolution chinoise. Détacher la pensée de Mao Zedong du léninisme, c'est falsifier son essence. Ensuite, si l'aspect national, particulier, spécifiquement chinois de l'oeuvre de Mao doit certainement

être reconnu, il faut souligner que Mao Zedong a intégré la vérité générale du marxisme-léninisme dans la réalité concrète de la lutte révolutionnaire en Chine.

Dans ses lectures, Nkrumah est très éclectique. Il fait preuve d'une grande soif d'apprendre et lit énormément: "Je lis beaucoup, beaucoup de livres sur beaucoup, beaucoup de choses", note-t-il en 1969. En quatre semaines, il a dévoré neuf livres dont "L'arrogance du Pouvoir" de Fulbright, "Le messie noir" du pasteur Cleague, "Mandarins" et "Le deuxième sexe" de Simone de Beauvoir, "Guerre de guérilla et marxisme" de Pomeroy et "L'espion qui trahit une génération" de Philby. Dans la même lettre il demande qu'on lui envoie "Pourquoi le Vietnam gagne" de Wilfred Burchett... (28) Mais dans sa lecture, on ne voit aucun effort systématique pour assimiler les oeuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Zedong. Quoiqu'il parle souvent du socialisme scientifique, Nkrumah ne fait pas sienne la devise de Lénine, dans son livre "Que Faire?": "Le socialisme, depuis qu'il est devenu une science, veut être étudié comme une science". (29) Inévitablement, Nkrumah commet plusieurs erreurs politiques qu'il aurait pu éviter.

Lorsqu'il lit les auteurs classiques, il s'y prend aussi de façon éclectique. Il note: "J'ai reçu les quatre tomes de Mao Zedong de l'ambassade chinoise. Je lis et j'étudie très sérieusement. L'avenir de l'Afrique se trouve dans cette direction." (30) Mais de Mao, il prend sa manière de diriger la guerre de guérilla, plutôt que sa position fondamentale envers "les trois armes magiques", c'est-à-dire l'édification du parti, la formation du front uni et l'organisation de la lutte armée.

Une deuxième faiblesse dans la pensée de Nkrumah se résume ainsi: la pratique révolutionnaire au sein des masses populaires n'a pas, dans cette pensée, la place qui lui revient.

L'expérience personnelle de Nkrumah à ce propos était limitée. Il a dirigé de larges mouvements de masse contre l'occupant colonial entre 1947 et 1957, mais ces mouvements mobilisaient toutes les classes sociales de la population noire et étaient pacifiques. Comme Premier ministre entre 1957 et 1966, il a élaboré une idéologie nationaliste révolutionnaire, mais il était coupé de la pratique parmi les masses: la politique gouvernementale était, dans une large mesure, définie par d'autres et son application sur le terrain a été l'oeuvre de la droite du Convention

People's Party.

Dans ses écrits de Conakry, Nkrumah passe sous silence des questions essentielles de la pratique révolutionnaire. En fait, il place son espoir de retour au pouvoir dans un coup d'Etat ou dans l'effondrement du régime dû à des protestations populaires. Nkrumah ne traite pas d'une lutte populaire de longue haleine ni de la lutte clandestine ni de l'organisation politique des masses.

La sous-estimation de la pratique révolutionnaire de masse se reflète aussi dans le fait qu'aucun des adjoints ou des partisans de Nkrumah n'a pris la tête d'une organisation révolutionnaire, préparant la guérilla au Ghana.

Sous ce rapport, Pierre Mulele au Congo-Kinshasa est allé plus loin sur la voie révolutionnaire que Nkrumah. Si Nkrumah a bien analysé le néocolonialisme et la lutte des classes dans un pays néocolonial, Mulele est parti de ces positions pour développer une pratique révolutionnaire conséquente: politisation des masses paysannes et ouvrières, organisation des masses, lutte armée populaire.

Ces deux faiblesses théoriques et pratiques ont été à la base d'erreurs stratégiques dans la pensée politique de Nkrumah.

Dans "La Lutte des Classes en Afrique", le chapitre central traite de la "révolution socialiste en Afrique".

Or, Nkrumah n'arrive pas à définir clairement la nature de la révolution, ses tâches fondamentales et les classes qui y participent. Il confond l'étape de la révolution nationale et démocratique et celle de la révolution socialiste. Ici, il apparaît clairement qu'il n'a pas étudié sérieusement les ouvrages fondamentaux sur la stratégie révolu-

onnaire écrits par Lénine ("Deux tactiques de la social-démocratie" - 1905) et Mao Zedong ("La Démocratie nouvelle" - 1940).

Voici ce qu'affirme Nkrumah: "Pas la dictature du prolétariat mais la dictature des masses". "Léninisme = marxisme + bolchevisme, c'est-à-dire l'application russe du marxisme, la dictature du prolétariat. Cela ne peut pas être appliqué à l'Afrique, cela doit être la dictature des masses - Marxisme-Nkrumaïsme". (31)

C'est la confusion la plus complète. Contrairement à ce que pense Nkrumah, Lénine a été le premier à formuler scientifiquement une stratégie visant la "dictature des masses"... En 1905, en Russie, il s'agissait de renverser la dictature féodale tsariste et Lénine prônait une révolution populaire visant à instaurer la dictature du prolétariat et de la paysannerie, c'est-à-dire une dictature démocratique qu'on peut appeler aussi une dictature des masses. Dans l'optique de Lénine, cette première révolution, démocratique, doit conduire nécessairement à une nouvelle révolution, socialiste celle-là, qui instaurera la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre.

Cette stratégie de la révolution en deux étapes a été développée pour les pays coloniaux et semi-coloniaux par Mao Zedong: la révolution anti-impérialiste et antiféodale (révolution nationale et démocratique) comme première phase sur le chemin de la révolution socialiste.

Nkrumah ne comprend pas la nature de la révolution nationale et démocratique et le rôle des différentes classes dans cette révolution. C'est particulièrement frappant lorsqu'il parle de l'Inde.

"Je me fais aussi des soucis à propos de l'Inde et de la pauvre Indira Gandhi. Il y a là une lutte en cours entre la bourgeoisie nationale et les socia-



Nkrumah a dirigé de larges mouvements de masse contre l'occupant colonial entre 1947 et 1957

listes. Je ne voudrais pas que la situation empire à tel point que l'armée ait un prétexte pour intervenir. J'espère vraiment qu'Indira pourra unifier tous les groupes de gauche et constituer un vrai parti socialiste qui collaborera avec le parti communiste!" (32)

En Inde, Indira Gandhi représentait la grande bourgeoisie compradore, liée à l'impérialisme et profondément antipopulaire. La stratégie des communistes indiens n'était certainement pas de s'unir avec le Congrès d'Indira Gandhi, mais de mobiliser les ouvriers et les masses paysannes dans la lutte révolutionnaire pour le renverser par le pouvoir du Congrès!

Mais la faiblesse la plus marquée dans la pensée de Nkrumah est indiscutablement sa méconnaissance de la question vitale de l'édification du Parti communiste.

L'absence d'une organisation révolutionnaire digne de ce nom, est le mal le plus profond de pratiquement tous les mouvements révolutionnaires en Afrique.

Nkrumah a dû constater que son propre Convention People's Party avait complètement échappé à son contrôle et avait carrément mis à l'écart son idéologie, le Nkrumaïsme. La bourgeoisie ghanéenne contrôlait le parti et l'utilisait à son profit sans trop se préoccuper des discours socialisants de son président.

De cet échec cuisant, Nkrumah ne tire pas de leçons. Ses réflexions ne portent pas sur l'édification d'un parti communiste, sur les questions de sa formation, de sa nature, de sa pratique, de ses caractéristiques et de ses règles. C'est ici que la sous-estimation de l'oeuvre de Lénine et de Staline chez Nkrumah fait le plus de dégâts. Les ouvrages de Lénine ("Que faire?" de 1902 et "Un pas en avant, deux pas en arrière" de 1904) et de Staline ("Les principes du léninisme" de 1924; "Pour une formation bolchevik" - Rapport de mars 1937 et "L'Histoire du PC bolchevik" de 1938) contiennent tout ce qui est essentiel pour construire un Parti communiste capable d'affronter l'impérialisme et de diriger la révolution socialiste.

Mais Nkrumah ne se rend pas compte que la force de Lénine et de Staline se trouve dans le parti. Nkrumah écrit: "Le dirigeant d'un mouvement socialiste révolutionnaire est la personification de la lutte populaire, ni plus ni moins. Il ne doit pas être vu isolé des masses, mais comme inséparable d'elles. Le non-sens du 'culte de la personnalité' est une invention des révisionnistes. Où aurait été l'Union Soviétique sans Lénine, Staline?" (33) Nkrumah a parfaite-

ment compris le but des révisionnistes en s'attaquant au soi-disant 'culte de la personnalité' de Staline. Mais il manque le point essentiel: si Lénine et Staline ne peuvent pas être vus isolés des masses, ils peuvent encore moins être séparés du Parti! Staline a dit à juste titre: "Que nous apprend l'histoire du Parti Communiste de l'URSS? Elle nous apprend tout d'abord que la victoire de la révolution prolétarienne, la victoire de la dictature du prolétariat est impossible sans un parti révolutionnaire du prolétariat, exempt d'opportunisme, intransigeant vis-à-vis des conciliateurs et des capitulards, révolutionnaire vis-à-vis de la bourgeoisie et de son pouvoir d'Etat." (34)

Comme Nkrumah n'a pas saisi l'importance cruciale du léninisme et surtout de la conception léniniste du Parti, il ne pouvait pas comprendre la nature de l'opportunisme dans un parti révolutionnaire.

Lénine a développé l'idée de Marx que la lutte des classes trouve son reflet au sein du parti et que les courants opportunistes expriment, de façon détournée, les intérêts de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Lorsqu'on laisse l'opportunisme et le révisionnisme se développer, ils constituent finalement une ligne cohérente qui mène le parti communiste à la mort. Seule la lutte permanente contre l'opportunisme sous toutes ses formes, de haut en bas, permet au parti de maintenir son orientation et sa vigueur révolutionnaires.

Au cours des années soixante a eu lieu le grand débat entre le Parti communiste de l'Union soviétique et le Parti communiste chinois. Il s'agissait d'une lutte entre marxisme révolutionnaire et opportunisme qui allait décider de l'avenir de la révolution socialiste mondiale. Nkrumah s'opposa aux erreurs les plus grossières des révisionnistes, mais il ne s'est pas du tout impliqué dans cette confrontation idéologique.

Ceci reflète probablement l'influence du nationalisme étroit chez cet internationaliste convaincu. En effet, Nkrumah souligne avec force que la Révolution africaine fait partie intégrante de la révolution mondiale. Mais cette thèse peut être interprétée d'une façon étroite, et alors "l'indépendance" africaine par rapport aux métropoles coloniales devient le but central de la lutte; l'aide économique, diplomatique et militaire du monde socialiste sont conçues comme une condition pour pouvoir réaliser cette indépendance. Cette position, et la conception de la solidarité internationale qu'elle implique, est acceptable pour la bourgeoisie nationaliste et révolutionnaire.

Si Nkrumah avait pris une position internationaliste conséquente, il se serait profilé comme un dirigeant du mouvement communiste international et il aurait compris la nécessité vitale de prendre part à la lutte contre l'opportunisme sous toutes ses formes.

Nkrumah ne pouvait pas s'engager dans cette voie parce qu'il n'avait pas tiré toutes les conclusions de sa propre expérience avec l'opportunisme dans son parti.

Samuel Ikoku, un des collaborateurs les plus radicaux de Nkrumah, apporte le témoignage suivant: "Fin 1964, j'ai informé Nkrumah que le parti avait un urgent besoin d'une totale réorganisation et épuration. Nkrumah jugea que j'étais dans l'erreur. Il estimait que le C.P.P. était solide et travaillait bien." (35)

Après son renversement, Nkrumah a été accusé d'être "un tyran comme Staline"... Mais même alors, il ne s'est pas penché sur l'oeuvre de Staline, sur sa lutte politique franche et ouverte contre l'opportunisme et son expérience de l'épuration du parti. La bourgeoisie internationale dénigre l'expérience de Staline dans le domaine de l'épuration, parce qu'il s'agit d'une question vitale pour tout parti révolutionnaire. Prenons le premier Comité central du C.P.P. formé en 1949 et qui comptait neuf membres. Au moment de l'indépendance, un était décédé et deux avaient déjà trahi le parti. Cinq autres devinrent des bourgeois contre-révolutionnaires: Gbedemah, Welbeck, Kojo Botsio, Krobo Edusei, Kofi Baako. (36) Nkrumah, seul, continua le combat anti-impérialiste.

Pour poursuivre la voie révolutionnaire, Nkrumah aurait dû épurer tous ces bourgeois du parti. On s'imagine déjà les clameurs hystériques qu'aurait poussées l'impérialisme sur le thème bien connu: "La Révolution dévore ses propres enfants..." Mais faute d'épuration, c'est la contre-révolution qui a dévoré les révolutionnaires.

Pour conclure, disons que la pensée de Nkrumah a constitué l'idéologie révolutionnaire africaine la plus conséquente pendant le combat pour l'indépendance et pour la défense de cette indépendance contre les assauts du néocolonialisme. Néanmoins, elle n'a pas atteint le niveau d'une idéologie scientifique, intégrant la vérité générale du marxisme-léninisme à la pratique spécifique et créatrice de la révolution africaine.

Dans une polémique avec les trotskistes, Nkrumah a correctement souligné la nécessité d'une approche spécifique des conditions particulières de l'Afrique. En 1967,



Nkrumah, Gbedemah et Botsio visitent le chantier de Tema Harbourg. Gbedemah et Botsio devinrent par après des bourgeois contre-révolutionnaires

il écrit à June Milne: "Je t'envoie la revue 'Ghana: la fin d'une illusion'. C'est une revue radicale de gauche, apparemment de tendance trotskiste. Leur analyse du coup d'Etat au Ghana est très malhonnête. Leur ligne est incorrecte et historiquement fausse. D'une façon ou d'une autre, je dois les dénoncer. Nous devons dénoncer ce genre de théoriciens que Lénine a classifié comme 'communistes gauchistes' - la maladie infantile. Tu vois, dans notre lutte pour l'indépendance et le socialisme, surgissent beaucoup de problèmes et les solutions doivent être trouvées dans la situation locale, concrète, historique du moment." (37)

Seulement, Nkrumah lui-même n'était pas bien armé pour accomplir cette tâche.

Il n'avait pas fait les efforts nécessaires pour assimiler toute la science du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong.

Il n'avait pas pris en main comme il se doit la lutte des classes et la mobilisation révolutionnaire des masses lorsqu'il dirigea le Ghana. Par conséquence, l'idéologie du "consciencisme" qu'il a élaborée en 1964 est marquée par l'idéalisme, elle n'est pas le résultat de la fusion d'une pensée révolutionnaire avec une pratique révolutionnaire conséquente.

Il n'avait pas de parti révolutionnaire qui pouvait être le creuset d'une idéologie scientifique. Celle-ci naît de l'unité entre la science marxiste et la pratique révolutionnaire des masses. C'est uniquement dans le parti que cette fusion permanente entre théorie et pratique peut être réali-

sée.

Créer une idéologie scientifique de la révolution africaine est la tâche de la nouvelle génération qui se lèvera contre la dictature impérialiste et qui soulèvera les masses populaires. Cette nouvelle génération et ses dirigeants sauvegarderont l'œuvre de Nkrumah, de Mulele et de Cabral, et le porteront à un plus haut niveau.

Notes

- (1) Ghana - the autobiography of Kwame Nkrumah, Thomas Nelson Editor, London, 1959, p.240.
- (2) Kwame Nkrumah - The Conakry Years, June Milne, Panaf, an imprint by Zed Press, London, p.45.
- (3) Ghana - the autobiography, *ibid.*, p. 10.
- (4) The Conakry Years, *ibid.*, p.161.
- (5) *Id.*
- (6) *Id.*, p.116; 184; 233.
- (7) The Conakry Years, *ibid.* p.71.
- (8) *Id.*, p.376.
- (9) Kwame Nkrumah, La lutte des classes en Afrique, Présence africaine Paris, p.19-20.
- (10) The Conakry Years, *ibid.* p.130, 133, 131.
- (11) *Id.*, p.261.
- (12) *Id.*, p.294.
- (13) *Id.*, p.137.
- (14) *Id.*, p.143.
- (15) *Id.*, p.122-123.
- (16) *Id.*, p. 376.
- (17) *Id.*, p.326-327.
- (18) *Id.*, p.322.
- (19) *Id.*, p.257-8.
- (20) *Id.*, p.121.
- (21) *Id.*, p.201.
- (22) *Id.*, p.178.
- (23) *Id.*, p.128.
- (24) *Id.*, p.170.
- (25) *Id.*, p.292.

- (26) *Id.*, p.94.
- (27) *Id.*, p.195-6.
- (28) *Id.*, p.289.
- (29) Lénine, tome V, p. 379.
- (30) The Conakry Years, *ibid.*, p.49.
- (31) *Id.*, p.195-6.
- (32) *Id.*, p.346-7.
- (33) *Id.*, p.270.
- (34) Histoire du PC bolchévique, Ed. Norman Béthune, Paris, 1971, p.391.
- (35) Samuel G. Ikoku, Le Ghana de Nkrumah, Ed. Maspero - Cahiers Libres 197-198, 1971, p.55.
- (36) *Id.*, p.89.
- (37) The Conakry Years, *ibid.*, p.59.

INTRODUCTION



Trop longtemps on a postulé que les critères économiques et politiques valables pour le reste du monde ne s'appliquent pas à l'Afrique. Photo : En 1682 des soldats de la Prussie occupent les côtes de l'Afrique de l'ouest.

En raison de la diversité qui existe en Afrique tant sur le plan politique que sur les plans économique et social, il n'est guère aisé de dégager des données générales des structures politiques et socio-économiques existantes. Si certaines régions connaissent un haut niveau d'industrialisation et d'urbanisation, certaines en sont encore à un stade communautaire et féodal, tandis que d'autres conservent encore le mode de vie traditionnel.

africain» et du «Socialisme pragmatique» ont été propagés, suggérant l'existence d'une ou de plusieurs variétés de socialisme exclusivement africain; quant à notre histoire, des théories socio-anthropologiques et historiques ont servi à démontrer que l'Afrique n'avait pas de passé historique pré-colonial. C'est ainsi que l'on a suggéré que les classes sociales existant dans d'autres parties du monde étaient inconnues en Afrique.

Cependant de cette diversité socio-économique et politique, il ressort une certaine similitude de problèmes et de situations qui semble propre aux Etats africains. En effet, ces Etats ne partagent pas seulement un passé traditionnel et des aspirations communes mais aussi une même expérience de la domination impérialiste, colonialiste et néo-colonialiste. L'Afrique tout entière a connu l'oppression et l'exploitation, et il n'est pas un Etat africain qui ne soit engagé dans la lutte révolutionnaire. Partout apparaît l'unité fondamentale des masses africaines animées d'un même idéal; et il n'est pas de dirigeant qui ne prétende au moins être acquis à la cause des objectifs révolutionnaires de libération et d'unification totales de l'Afrique dans le socialisme qui ne saurait garder le pouvoir. Ainsi le moment est venu de passer à la phase décisive du processus révolutionnaire, par lequel la lutte armée qui est devenue pratique courante en Afrique doit être intensifiée et coordonnée à des niveaux stratégiques et tactiques.

En même temps, il faut s'attaquer à la minorité réactionnaire fortement retranchée parmi nos peuples. Car la succession de coups d'Etat réactionnaires perpétrés en Afrique occidentale et centrale démontre clairement l'importance et la nature de la lutte des classes en Afrique et le rapport existant entre les intérêts du néo-colonialisme et ceux de la bourgeoisie locale. La lutte des classes est au cœur du problème. Les commentateurs politiques et sociaux ont trop longtemps tiré des conclusions erronées, postulant que l'Afrique constituait une entité distincte à laquelle ne s'appliquent pas les critères économiques et politiques valables pour le reste du monde. Des mythes tels que ceux du «Socialisme

Rien n'est plus éloigné de la vérité. L'Afrique est actuellement le théâtre d'une violente lutte des classes.

Il suffit de regarder autour de nous. Comme partout ailleurs, il s'agit essentiellement d'une lutte entre oppresseurs et opprimés.

La révolution africaine est partie intégrante de la révolution socialiste mondiale; de même que la lutte des classes est la base du processus révolutionnaire mondial, de même est-elle à la base de la lutte des ouvriers et paysans d'Afrique.

Pendant la période précédant les mouvements d'indépendance, il y eut un semblant d'unité nationale (les divisions sociales contemporaines s'effacèrent momentanément) et toutes les classes se liguèrent dans le but de chasser le pouvoir colonial. C'est cette époque qui inspira la thèse selon laquelle l'Afrique ne connaissait pas de divisions sociales et qu'il ne pouvait être question de lutte de classes dans une société traditionnelle africaine communautaire et égalitaire. Cette théorie s'avéra fautive. L'indépendance ramena les divisions sociales, qui avaient provisoirement disparu, avec une intensité accrue, surtout dans les Etats nouvellement indépendants de tendance socialiste.

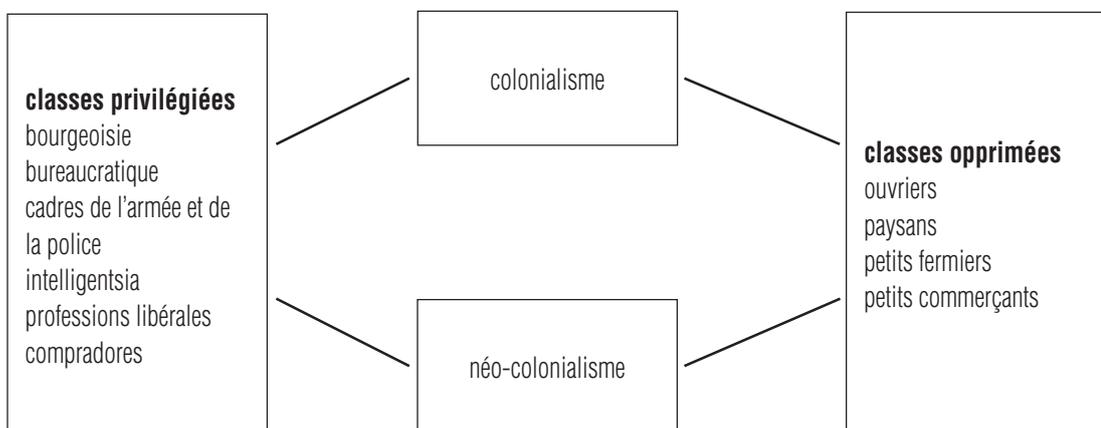
Car la bourgeoisie africaine, classe qui bénéficia du colonialisme, est encore celle qui bénéficie, après l'Indépendance, du néo-colonialisme. Son intérêt réside dans le maintien de structures socio-économiques capitalistes. Son alliance avec le néo-colonialisme et les monopoles financiers capitalistes internationaux la met donc en conflit direct avec les masses africaines dont les aspirations ne seront réalisées que dans un socialisme scientifique.

Bien qu'inférieure numériquement, financièrement et politiquement à la bourgeoisie des pays super-industrialisés, la bourgeoisie africaine donne l'impression d'être une puissance économique, en raison de son attachement aux intérêts capitalistes financiers et commerciaux des puissances étrangères. Nombreux sont les membres de la bourgeoisie africaine qui, étant employés dans les firmes étrangères ont un intérêt financier direct dans le maintien de l'exploitation économique de l'Afrique par les puissances étrangères. D'autres, occupant des postes dans la Fonction publique, les sociétés minières, les entreprises, l'armée, la police et les professions libérales se réclament du

capitalisme en raison de leur milieu social, leur éducation à l'étranger et leur position privilégiée. Ceux-là vénèrent les institutions et organisations du monde capitaliste et singent leurs anciens maîtres coloniaux, dont ils sont bien décidés à garder le statut et le pouvoir dont ils ont hérité.

L'Afrique possède ainsi un noyau central de bourgeoisie, peu différent de celui des colonisateurs et des colons par les positions privilégiées qu'elle occupe et qui constitue une minorité égoïste, intéressée, réactionnaire au milieu de masses exploitées et opprimées. Malgré son apparente puissance qui repose sur le soutien qu'elle reçoit du néo-colonialisme et de l'impérialisme, cette bourgeoisie est extrêmement vulnérable. Il suffit que ce lien vital soit rompu pour qu'elle perde ses positions privilégiées. Et devant la prise de conscience de la lutte des classes en Afrique et la montée des masses ouvrières et paysannes, la bourgeoisie africaine et ses acolytes masqués néo-colonialistes et impérialistes tremblent.

Minorité privilégiée et masses opprimées durant les époques coloniale et néo-coloniale



1 | Origine des classes sociales en Afrique

Avec une superficie totale de 20 millions de kilomètres carrés et une population évaluée à 500 millions, l'Afrique et ses îles pourraient facilement englober l'Inde, l'Europe, le Japon, les îles britanniques, la Scandinavie et la Nouvelle-Zélande. Les Etats-Unis trouveraient place dans le désert du Sahara. Géographiquement, l'Afrique se présente comme une masse compacte qui, de part ses ressources naturelles, est potentiellement le continent le plus riche du monde.

Bien longtemps avant le début de l'ère coloniale, l'Afrique, dont le développement économique est inégal, possédait des systèmes politiques très complexes. C'est dans ce monde africain, que l'on appelle «sous-développé», en Asie et en Amérique latine, que la lutte des classes et le combat engagé contre l'exploitation de l'homme par l'homme sont passés au stade décisif, irréversible, du processus révolutionnaire.

Il ne serait pas inexact d'affirmer que la conscience politique des masses africaines est, en quelque sorte, née des structures socio-économiques traditionnelles. Dans la société de type communautaire, par exemple, la terre et les moyens de production étaient considérés comme biens publics. C'était l'époque de la propriété publique. Le travail était non seulement une nécessité, mais aussi une habitude.

Quiconque recevait une parcelle de terre n'était pas libre d'en faire ce qui lui plaisait, parce qu'en fait, la terre appartenait à la communauté. Les chefs étaient soumis au strict contrôle de conseillers et pouvaient être révoqués.

On connaît cinq grands types de rapports de production: le communalisme, l'esclavage, le féodalisme, le capitalisme et le socialisme. Ce dernier conduit au communisme. La lutte des



Les Africains se virent contraints de se mettre au service des colonialistes. Un chef de poste entouré de sa main-d'œuvre. (1902)

classes est le résultat de l'émergence de la propriété privée et du déclin de la société de type communautaire, au profit des sociétés esclavagiste et féodale.

De façon générale, les peuples africains passèrent, au début de l'ère coloniale, à un stade supérieur de société communautaire caractérisé, d'une part, par la désintégration de la démocratie tribale, et d'autre part l'émergence de rapports féodaux et de systèmes héréditaires tribaux et monarchiques. Sous la poussée de l'impérialisme et du colonialisme, les structures socio-économiques de ce type de société s'effondrèrent, après l'introduction de cultures d'exportation telles que le cacao et le

café. Les économies des colonies furent alors étroitement liées aux marchés du monde capitaliste. Avec le capitalisme et l'individualisme, des tendances à la propriété privée se développèrent. Peu à peu, la société communautaire primitive se désintégra, et ce fut le déclin de l'esprit collectif. Il y eut alors une expansion de l'exploitation agricole privée et de la petite production.

Les Européens n'eurent aucune difficulté à s'appropriier des terres qui étaient biens publics. Ainsi, en 1892, au Malawi, plus de 16-% des terres furent appropriées et passèrent, pour les trois quarts, sous le contrôle de onze grosses sociétés. Dans

certain cas, les «propriétaires» africains reçurent en bail des terres que les colonisateurs jugeaient peu rentables pour eux-mêmes. Ces derniers recevaient du gouvernement britannique, par l'intermédiaire des consulats, des titres de propriété. Et toute terre, n'appartenant à personne en particulier, était déclarée «propriété de la Couronne». On retrouvait de pareilles dispositions dans d'autres colonies d'Afrique. Le colonialisme abolit la propriété terrienne communale au profit de la propriété privée. Le système du «gouvernement indirect» fit des chefs indigènes des instruments et des agents, souvent à la solde du pouvoir colonial.

L'aliénation de la terre et de ses ressources naturelles, c'est-à-dire des moyens de production, provoqua l'apparition de deux secteurs économiques: les secteurs africain et européen, le premier subissant l'exploitation du second. L'agriculture de subsistance disparut peu à peu, et les Africains se virent contraints de se mettre au service des colonialistes qui capitalisèrent les profits qu'ils en tirèrent. C'est dans ces conditions qu'apparut la lutte des classes qui était aussi lutte de race.

Avec le développement de la production de marchandises destinées à l'exportation, les économies de monoculture devinrent dépendantes du capitalisme étranger. Les colonies devinrent des sphères d'investissements et d'exploitations.

Capitalisme devint synonyme de colonisation. En même temps, l'essor de l'entreprise privée s'ajoutant à l'expansion de l'administration coloniale, fit naître d'abord une petite bourgeoi-

sie, puis une bourgeoisie urbaine composée de bureaucrates, d'intellectuels réactionnaires, de commerçants... qui devinrent de plus en plus liés à des structures socio-économiques coloniales.

Afin de faciliter l'exploitation, les colonialistes empêchèrent tout progrès social et culturel dans les colonies. Ils restaurèrent et préservèrent des formes archaïques de rapports sociaux, puis introduisirent des modes de production et des rapports sociaux capitalistes. Dans le but de renforcer l'autorité des administrateurs coloniaux, les conflits tribaux furent parfois délibérément encouragés.

Toujours dans l'intérêt du capitalisme, certains développements économiques furent entrepris dans le domaine des industries extractives des plantations et des exploitations agricoles de type capitaliste, de la construction de ports, de routes et de voies ferrées. Il s'ensuivit d'importants bouleversements sociaux. La naissance d'un prolétariat rural et urbain provoqua le déclin du féodalisme ou du semi-féodalisme. C'est à cette même époque qu'apparurent une bourgeoisie et une intelligentsia nationales.

Dans un tel contexte, les travailleurs africains voyaient, dans les compagnies étrangères et les planteurs européens, les symboles de leur exploitation. Ainsi la lutte des classes en Afrique fut d'abord dirigée contre l'impérialisme et non contre la bourgeoisie locale. C'est ce qui a retardé l'éveil des masses africaines, les empêchant ainsi de se réaliser plus tôt que la bourgeoisie locale était leur ennemi véritable.

A l'issue de la période coloniale, la plupart

des Etats africains étaient dotés d'une machine administrative bien constituée, ainsi que d'un semblant de démocratie parlementaire, dissimulant un Etat coercitif dirigé par une élite bureaucratique toute-puissante. Ces Etats comprenaient: une intelligentsia totalement acquise aux valeurs occidentales, un mouvement ouvrier pratiquement inexistant, une armée et une police dont les cadres avaient été formés dans les académies militaires occidentales, et des dirigeants formés à une administration de type colonial.

Cependant, il faut heureusement noter l'apparition, au cours des luttes de libération nationales, de dirigeants issus des masses, dont ils avaient l'appui. Leurs objectifs ne se limitaient pas seulement à la libération politique, mais aussi à une transformation totale de la société. Si ces leaders révolutionnaires s'allièrent à la bourgeoisie nationale durant les luttes pour l'indépendance nationale, ils s'en séparèrent aussitôt l'indépendance acquise, bien décidés à réaliser leurs idéaux socialistes. La lutte continue.

2 Le concept de classes



L'Etat est l'expression de la domination d'une classe sur les autres. Photo : Des polices Sud-Africaines avec des chiens contre une foule

La lutte des classes est un thème historique fondamental. Toute société non-socialiste comprend deux grandes catégories de classes: les classes dirigeantes et les classes assujetties. Les premières détiennent les instruments économiques de production et de distribution, et les moyens d'établir leur domination politique, cependant que les classes assujetties ne font que servir les intérêts des classes dirigeantes dont elles dépendent sur les plans politique, économique et social. Le conflit opposant dirigeants et assujettis est le résultat du développement des forces de production. C'est-à-dire que dans toute classes donnée (féodale, capitaliste ou autre), les institutions et les idéaux sont fonction du niveau des forces et des modes de production. Avec l'introduction de la propriété privée et de l'exploitation capitaliste des travailleurs, les capitalistes devinrent une nouvelle classe – la bourgeoisie – et les travailleurs exploités formèrent la classe ouvrière car, en dernière analyse, une classe n'est rien d'autre qu'un ensemble d'individus liés par certains intérêts qu'ils essaient de sauvegarder.

Toute forme de pouvoir politique -régime parlementaire, multipartisme, système de parti unique, dictature militaire – reflète les intérêts d'une ou plusieurs classes sociales.

Ainsi tout gouvernement socialiste est l'expression des ouvriers et paysans, tandis qu'un gouvernement capitaliste représente la classe exploitante. L'Etat est donc l'expression de la domination d'une classe sur les autres.

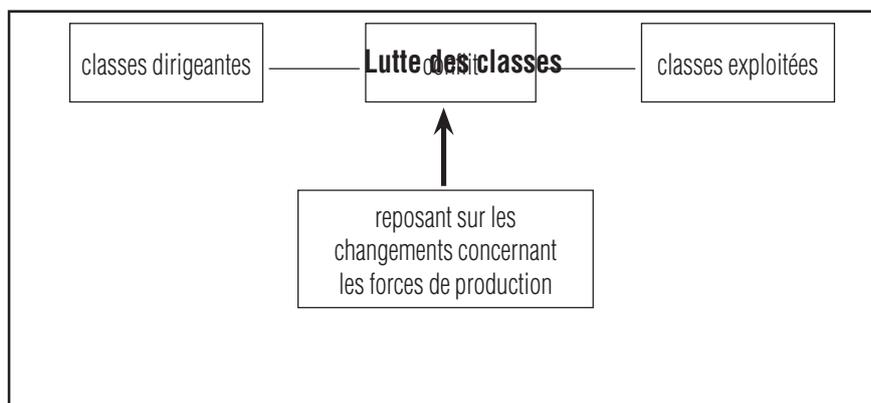
De la même manière les partis politiques sont l'expression des différentes classes. On pourrait donc en conclure qu'un Etat à parti unique ne connaît pas de système de classes. Ce qui n'est pas toujours le cas, sauf lorsqu'un Etat est l'expression même d'une domination politique par le peuple. Dans maints Etats dotés d'un système bipartite ou multipartite, et où les catégories sociales sont très nettes, le gouvernement ne représente en fait qu'un seul parti. Prenons le cas des Etats-Unis, où les partis Républicain et Démocrate ne sont en fait que les deux tendances d'un seul et même parti: celui des classes possédantes.

Entre les partis Conservateur et Travailliste, en Grande-Bretagne, il y a pratiquement peu de différence. En effet, le parti Travailliste créé dans le but de promouvoir les intérêts de la classe ouvrière, est devenu un parti à tendance

bourgeoise. Les partis Conservateur et Travailliste sont donc l'expression de la bourgeoisie, dont ils reflètent l'idéologie.

La seule solution possible au problème de l'inégalité sociale est l'abolition du système de classes. Car la division existant entre ceux qui planifient, organisent, administrent, d'une part, et ceux qui exécutent les travaux manuels d'autre part, recrée sans cesse le système des classes. En général, il est difficile, sinon impossible, à un individu donné, de s'évader de son milieu d'origine. Même lorsque l'on parle «d'égalité des chances», il subsiste un fond d'inégalité. L'expression elle-même est bien spécifique: il s'agit en fait d'arriver à un meilleur niveau social.

Les classes dirigeantes n'ont pas seulement une force de cohésion: elles sont aussi conscientes de leur position dominante, ainsi que



Classes	Organisation interne des classes	Elites
Paysans Prolétariat	- rural, ouvriers agricoles, etc. - industriel (employé dans les grandes industries, les mines, les transports...)	
Petite Bourgeoisie a) Agriculteurs (petite bourgeoisie rurale, possédante et employant de la main-d'oeuvre)	- statut social basé sur l'importance de la propriété terrienne et de la main-d'oeuvre employée	
b) Petite bourgeoisie des villes (petits commerçants, artisans...)	- statut social déterminé par l'importance du chiffre d'affaires et de la propriété	
Bourgeoisie nationale se réclamant du capitalisme: - commerçants - hauts fonctionnaires - compradores (cadres supérieurs dans les sociétés étrangères) - entrepreneurs - professions libérales et chefs de services administratifs, etc.	- haute - moyenne	- intellectuels - grands bureaucrates - cadres de l'Armée - professions libérales - (grands juristes, médecins, etc.) - technocrates
Autorité traditionnelle (fondée sur la tradition, la coutume, etc. et non sur la propriété terrienne)	- chefs de clans - chefs - souverains - emirs	

du fait qu'elles auront à défendre leurs intérêts et leur position, face à la menace de la révolte – chaque jour plus active – du prolétariat africain. Car en Afrique elles ne constituent qu'1% de la population totale, face aux 90% que représentent les masses rurales, et aux 5% du prolétariat urbain.

Cependant, la lutte des classes en Afrique a souffert de la présence des intérêts étrangers et de leurs détenteurs. Et toutes les autres contradictions ont été dissimulées par le conflit qui oppose peuples africains et intérêts néo-colonialistes, colonialistes et impérialistes. C'est, en partie, la raison pour laquelle les partis politiques sont apparus si tard en Afrique.

Le tableau ci-dessus est une description schématique de la société africaine con-

temporaine.

C'est au développement inégal de l'économie africaine qu'est due la diversité des structures sociales, tant dans les territoires colonisés que dans les nouveaux Etats.

Ainsi en Rhodésie 4 millions d'Africains sont contraints de vivre sur un espace bien inférieur à la moitié de la superficie totale du territoire. En d'autres termes, plus de la moitié du territoire est aux mains de quelque 500.000 Européens. Cet état de choses est la cause du fossé qui sépare Blancs riches et paysans et travailleurs africains pauvres, politiquement paralysés. Comme dans toutes les régions sous domination coloniale, le problème social est d'abord et avant tout un problème racial. Les possédants sont Blancs et les démunis

sont Noirs et tous les arguments habituels: le mythe de l'infériorité raciale, le droit de domination des plus capables ont été avancés pour justifier le système de domination raciale et son renforcement.

En Afrique francophone, les schémas sociaux sont nés des divisions particulières à cette zone de colonisation. Il y avait d'abord, les «Citoyens français» et les colons français, puis les «Assimilés» – c'est-à-dire les mulâtres et l'intelligentsia noire – les Africains parvenus à entrer dans l'Armée et l'Administration, à la force du poignet; enfin, les «Sujets», comprenant la grande masse du peuple. Si «l'Assimilé» pouvait assez facilement devenir «Citoyen», le «Sujet» devait d'abord devenir «Assimilé». Un tel système existait dans toutes les colonies francophones, ainsi que dans les territoires sous dominations coloniales espagnole et portugaise.

Selon le principe de l'assimilation, tout «sujet» pouvait se faire naturaliser Français. En fait, même ceux qui avaient atteint un niveau d'éducation relativement élevé ne prétendaient pas jouir d'un tel privilège; car, en dehors des «Quatre Communes», la citoyenneté française était incompatible avec la rétention du statut personnel: c'est-à-dire du droit de vivre selon le Droit coutumier africain par opposition au Code civil français. Il y avait là une certaine logique, du point de vue assimilationniste! Quiconque prenait la nationalité française devait accepter les lois et institutions françaises et par conséquent, la monogamie et le droit de succession. De telles obligations ne font que souligner l'échec de la politique d'assimilation, car cette dernière n'était guère accessible. Et en dehors des Quatre Communes, le terme de citoyen français demeura synonyme de Français blanc et métropolitain.

Tandis que la nature des liens économiques entre la colonie et la métropole déterminait la nature du conflit social d'une région donnée, certains facteurs soulignaient l'importance de l'imposition des valeurs culturelles de l'envahisseur colonial bien que l'on ait pu, par la suite, les attribuer aux changements survenus dans la structure des rapports de production.

Dans les colonies britanniques, un certain degré d'urbanisation permit le développement d'une bourgeoisie et de minorités élitaires bourgeoises aux attitudes et aux organisations nettement définies. Obtenir un travail de bureau devint l'ambition de tout Africain désireux de s'élever dans la hiérarchie sociale. Les travaux



Les assimilés imitent les coutumes de la bourgeoisie coloniale. Sur la photo: le cercle "Général Baron Empain" à Kindu, au Congo dans les années '50

impérialistes, dans le vain espoir de maintenir les masses africaines dans un état permanent de sujétion.

manuels et agricoles semblaient indignes de tous ceux qui avaient reçu même le plus rudimentaire degré d'instruction.* Mais ce ne fut qu'après la conquête coloniale qu'une structure de classe de type européen se développa, dégageant deux groupes bien distincts: le prolétariat et la bourgeoisie. Cela, les observateurs

réactionnaires n'ont jamais voulu l'admettre, prétendant que les sociétés africaines étaient homogènes, donc sans classes. Une telle théorie est un défi à l'évidence même de la lutte des classes qui fait rage depuis le début des indépendances. La bourgeoisie s'est ouvertement alliée aux néo-colonialistes, colonialistes et



1885. Dans son discours inaugural à la conférence de Berlin, le chancelier Bismarck lance des lieux communs sur la liberté de commerce et de navigations. Lors de la Conférence les puissances européennes divisent l'Afrique entre eux

* En Afrique pré-coloniale, dans les conditions du communalisme, de l'esclavage, ou féodalisme, il existait des embryons de clivage de classes.

3 Caractéristiques et idéologies des classes

Il existe une relation étroite entre développement socio-politique, lutte des classes et histoire des idéologies. En général, les mouvements intellectuels reflètent fidèlement les tendances fondamentales des développements économiques. En outre, dans les sociétés de type communaliste, où il n'existe pratiquement pas de système de classes, les activités humaines tendant à la production ont une influence directe sur la psychologie des individus. Par contre, dans les sociétés fondées sur un système de classes, il n'est guère aisé de discerner l'influence des activités humaines sur la psychologie et la vie culturelle des individus. De plus, il est indispensable de tenir compte de la psychologie des classes antagonistes.

Chacune de ces classes possède ses habitudes sociales et vestimentaires, ses institutions et ses organisations. Par sa seule apparence générale, son comportement et ses habitudes vestimentaires, il est possible de replacer un individu dans son milieu d'origine. Chaque classe a aussi ses institutions et ses organisations: coopératives et syndicats, par exemple, sont propres à la classe ouvrière, tandis que les associations professionnelles, Chambres de commerce, Bourses des valeurs, clubs «Rotary», les loges franc-maçonniques, etc., sont des institutions bourgeoises.

Les idéologies ne font qu'exprimer la conscience et les intérêts des classes: le libéralisme, l'individualisme, l'élitisme et la «démocratie» bourgeoise – qui n'est qu'illusion – sont des exemples d'idéologie bourgeoise. Le fascisme, l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme sont également l'expression de la pensée, des aspirations politiques et économiques bourgeoises. Le socialisme et le communisme, par contre, sont les idéologies de la classe ouvrière, dont elles reflètent les aspirations et les institutions politiques et économiques.

Expression typique de l'idéologie bourgeoise est la théorie de la liberté considérée comme l'absence de contraintes, du laisser-faire, de la libre entreprise, du

chacun pour soi.

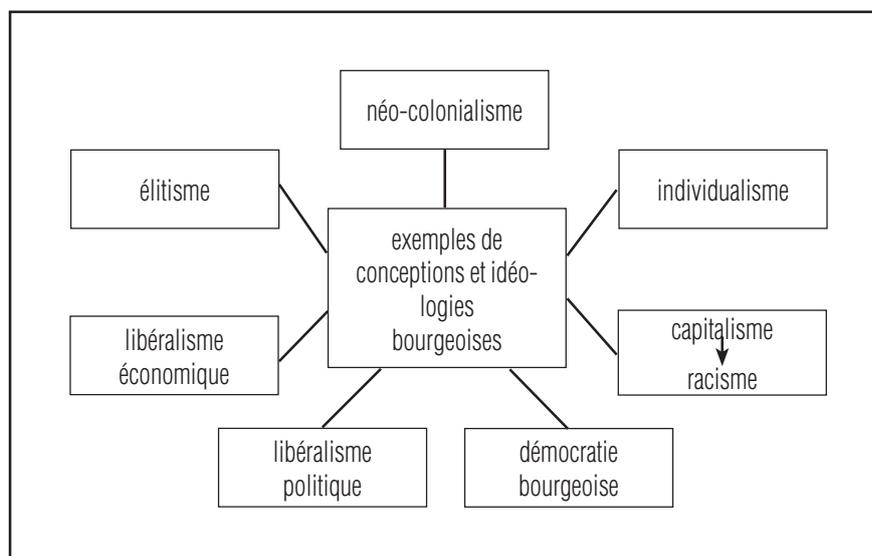
Cette théorie définit le rôle de tout gouvernement en tant que défenseur de la propriété privée et du droit de l'individu à posséder des moyens de production et de distribution. La liberté se limite à la sphère politique et ne touche pas la sphère économique. Le capitalisme – qui n'a d'autre loi que son intérêt – est synonyme de liberté économique. Inséparable de cette conception de la liberté est le point de vue selon lequel richesse et pauvreté sont synonymes d'habileté et d'inhabileté.

A cette conception bourgeoise de la liberté est associé le culte bourgeois de «La Loi et l'Ordre», qui ne tient pas compte de l'appartenance politique des législateurs, ni des intérêts du peuple, mais, au contraire, de ceux d'une classe, d'une élite étroite. En réponse à la poussée révolutionnaire dans le monde ces dernières années, la réaction a lancé une nouvelle terminologie trompeuse. Les mythes de «la majorité silencieuse» et du «citoyen moyen» en sont autant d'exemples, s'appliquant à l'esprit contrerévolutionnaire, en faveur du statu-quo. En réalité la classe ouvrière qui est la majorité dans les sociétés capitalistes, est loin d'être silencieuse: elle crie bien haut son intention de réaliser une transformation radicale de la société.

Désireuse d'adopter les théories et tendances de la bourgeoisie européenne, la bourgeoisie africaine a souvent confondu classes et races. Ne connaissant pas suffisamment la société européenne, elle est incapable de discerner les caractéristiques de chaque classe, tant dans le comportement que dans le langage, les habitudes vestimentaires, bref tout ce qui, en Europe, trahit le milieu d'origine. Ce sont des membres de la classe ouvrière qui vivent en bourgeois dans les colonies.

Malgré le grand train de vie qu'ils y mènent, (ils possèdent des voitures, des domestiques, leurs femmes sont libérées des travaux ménagers), leurs origines sociales ne peuvent échapper à la perspicacité de leurs compatriotes. Aspirant à un statut social élevé, au lendemain de l'indépendance, la bourgeoisie indigène se mit à copier le mode de vie de ses anciens maîtres coloniaux, sans savoir qu'elle imitait en fait une race et non une classe.

La bourgeoisie africaine a donc adopté un mode de vie qui, tout en étant celui de l'ancienne classe dirigeante n'est pas vraiment celui de la bourgeoisie européenne. Elle a donc pris les habitudes d'un groupe racial dans une situation coloniale. En ce sens, la bourgeoisie africaine ne fait que perpétuer la relation maître-serviteur

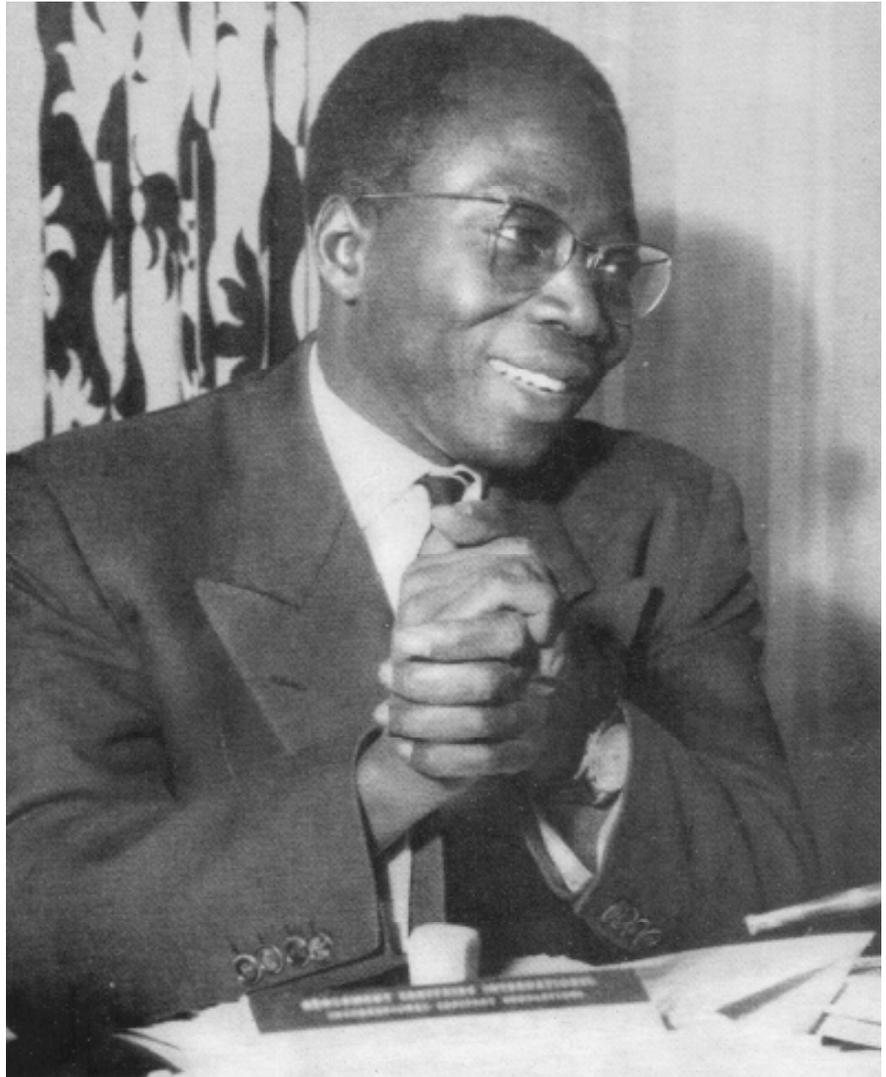


de la période coloniale.

Tout en adoptant servilement les idéologies de la bourgeoisie capitaliste, la bourgeoisie africaine a créé certains mythes, développés dans un contexte africain, et qui reflètent bien la mentalité bourgeoise africaine. La prétendue théorie de la «Négritude» en est peut-être l'exemple le plus frappant. Cette pseudo-théorie apparente la bourgeoisie africaine au monde culturel français. Cette conception irrationnelle et raciste, imbue des valeurs de l'Occident, et contre-révolutionnaire, reflète bien la confusion qui règne dans l'esprit de certains intellectuels africains d'expression française; d'autant plus qu'elle donne une description erronée de la personnalité africaine.

Le «socialisme africain» est une autre conception inconsistante et sans fondements, qui tend à démontrer qu'il existe une forme de socialisme réservé exclusivement à l'Afrique, se basant sur les structures communautaires et égalitaires de la société africaine traditionnelle. Il est utilisé dans le but de nier l'existence d'une lutte de classes et d'apporter la confusion dans l'esprit des vrais militants socialistes, ainsi que par certains dirigeants africains, contraints d'adopter une théorie socialiste, en raison de la poussée révolutionnaire, mais non désireux de donner une tendance socialiste au développement économique de leur pays et se réclamant, en fait, du capitalisme international.

Si la révolution socialiste n'est pas encore passée au stade du dogme, si elle n'a pas non plus reçu la consécration de l'Histoire, il est évident qu'elle ne peut reposer sur des compromis, et que les principes du socialisme sont immuables et tendent à la socialisation des modes de production et de distribution. Tous ceux qui, par opportunisme politique, se disent socialistes tout en se réclamant de l'impérialisme, servent les intérêts de la bourgeoisie. Momentanément induites en erreur, les masses finiront par en prendre conscience et par démasquer ce prétendu socialisme, rendant ainsi possible



La prétendue théorie de la Négritude reflète bien la confusion qui règne dans l'esprit de certains intellectuels africains d'expression française. Photo : Léopold Senghor, président de Sénégal et un des théoriciens de la Négritude

l'avènement d'une authentique révolution socialiste.

4 Classes et races



En Afrique du Sud Britanniques et Boers se sont ligüés contre les "Noirs". Photo : une paix est signée entre Britanniques et Boers en 1881

Toute situation historique produit sa propre force dynamique. En Afrique, les liens étroits entre les problèmes sociaux et raciaux sont nés de l'exploitation capitaliste. L'esclavage, les relations «maître-serviteur» et la main-d'oeuvre à bon marché en sont les caractéristiques.

Un exemple classique en est l'Afrique du Sud et la double exploitation de classes et exploitation raciale que subissent les Africains d'Afrique du Sud. Cette situation se retrouve aux Etats-Unis, aux Antilles, en Amérique latine, et partout où le développement des forces de production a engendré une structure sociale raciste. Dans ces pays, le rang social est fonction du degré de pigmentation de la peau. La couleur servant à évaluer la place occupée dans la hiérarchie sociale.

Les systèmes sociaux fondés sur la discrimination raciale sont le résultat d'un développement économique capitaliste et non de la colonisation. Car l'exploitation sociale y est fondée sur une discrimination raciale: dans ces sociétés, l'exploitation capitaliste et l'oppression raciale vont de pair. Pour y mettre fin, il suffit donc d'abolir l'un ou l'autre de ces types d'exploitation.

Dans le monde moderne, la lutte des races est devenue partie intégrante de la

lutte des classes. En d'autres termes: le problème racial est en même temps un problème de classes.

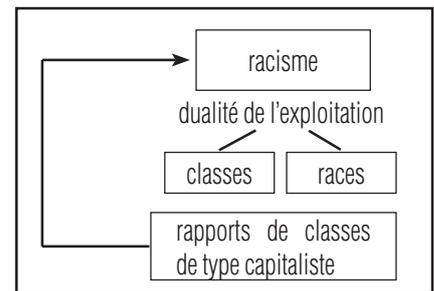
En Afrique, comme partout ailleurs, l'industrialisation a accéléré la croissance de la bourgeoisie et en même temps celle d'un prolétariat conscient. Ces deux classes, fondamentalement opposées dans leurs objectifs (la bourgeoisie n'ayant d'autre ambition que son enrichissement et le pouvoir politique, tandis que le prolétariat se veut socialiste et nationaliste) constituent les fondements de l'Etat raciste. Ces deux classes se réclament de deux idéologies bien différentes: la bourgeoisie se veut capitaliste, tandis que le prolétariat tend au socialisme.

En Afrique du Sud où les divers groupes ethniques coexistent sur des bases discriminatoires, la bourgeoisie constitue à peine le cinquième de la population. Dans le but de protéger leurs positions privilégiées, Britanniques et Boers se sont ligüés contre les «Noirs», «Gens de couleur», et «Indiens», qui forment les quatre cinquièmes de la population totale. Les «Gens de couleur» et les «Indiens», qui sont des groupes minoritaires, font figure de «tampons» protégeant la minorité blanche de la majorité noire, chaque jour plus militante et révolutionnaire.

La même lutte socio-raciale est menée dans les autres territoires sous domination coloniale en Afrique.

L'émergence d'une société non raciale ne peut aboutir qu'à la suite d'une action révolutionnaire des masses. Elle ne sera jamais un don de la minorité dirigeante, car il est impossible de séparer les relations raciales des relations de classes qui les nourrissent. Là encore, on pourrait citer l'exemple de l'Afrique du Sud. Au début de la colonisation hollandaise, la distinction ne se faisait pas entre Blancs et Noirs, mais entre chrétiens et païens. Ce n'est qu'avec la pénétration économique capitaliste qu'apparurent les rapports féodalistes de type capitaliste et la discrimination raciale connue sous le nom d'apartheid. L'apartheid est le système le plus intolérable et le plus inique jamais engendré par l'Occident bourgeois capitaliste: 80% de la population d'Afrique du Sud n'étant pas de race blanche, n'ont pas le droit de vote.

L'esclavage et la domination raciste coloniale sont donc la cause, et non la conséquence, du racisme. Cette situation se cristallisa et se renforça après la découverte de l'or et des diamants.



La main-d'oeuvre africaine fut alors achetée à bas prix. Avec le temps, il devint nécessaire de justifier l'exploitation et l'oppression des travailleurs africains. Ainsi naquit le mythe de l'infériorité raciale.

A l'époque du néo-colonialisme, on continue à attribuer le «sous-développement» à l'infériorité raciale plutôt qu'à l'exploitation. En outre, une nuance raciale est toujours attachée à la lutte des classes.

Ce n'est qu'avec l'abolition du capitalisme, du colonialisme, de l'impérialisme et du néo-colonialisme ainsi qu'avec l'instauration du communisme mondial que pourront s'instaurer les conditions grâce auxquelles le problème racial pourra être définitivement éliminé.

5 Le concept d'élitisme

L'élitisme est une idéologie bourgeoise, née dans la seconde moitié du XIX^{me} siècle des travaux de deux sociologues italiens, Vilfredo Pareto (1848-1923) et Gaetano Mosca (1858-1941). A cette époque, la bourgeoisie, qui venait d'arracher le pouvoir politique des mains de l'aristocratie, se sentait à son tour menacée par une classe ouvrière de plus en plus active et imbue des principes marxistes. Pareto et Mosca prétendaient réfuter la doctrine marxiste et démentir formellement la possibilité d'une révolution socialiste qui éliminerait le système de classes. S'opposant à Marx, ils affirmaient que le talent politique désigne les vrais dirigeants et que, d'autre part, toute société serait toujours gouvernée par une ou plusieurs élites.

Les adeptes de l'élitisme affirment que c'est pratiquement toujours une minorité qui a le pouvoir et qu'elle échappe au contrôle de la majorité, quelles que soient les institutions démocratiques en vigueur. De plus, la force de cohésion des élites est leur atout principal. Quoique numériquement faibles par rapport à l'ensemble de la nation, elles possèdent une incontestable puissance.

L'idéologie élitiste est donc bien faite pour soutenir la doctrine capitaliste et appuyer une reconnaissance formelle de la domination de facto de la bourgeoisie dans la société capitaliste. Une telle idéologie permettant de défendre le mythe de la supériorité et de l'infériorité raciales, ne peut par conséquent qu'intensifier les préjugés raciaux.

L'essor que connaît actuellement l'étude des élites se fait sentir dans la multiplicité des théories élitistes qui ont été propagées. Il est intéressant de constater que cet essor coïncide historiquement avec l'explosion révolutionnaire qui a éclaté dans le monde entier. Prétendant apporter une justification à la continuation du capitalisme, les théoriciens bourgeois se sont

vus contraints d'en revenir à la doctrine élitiste, car aucun argument rationnel ne pouvait justifier l'âpreté du capitalisme. Ils ont tenté de démontrer qu'il y aurait toujours une élite au pouvoir, et qu'un mouvement serait toujours entre les mains des plus capables. Ainsi, ils nient la structure des classes économiques, ainsi que l'existence de la lutte des classes au sein de la société capitaliste.

L'un des principes de base de la théorie élitiste veut que le pouvoir engendre le pouvoir et qu'en politique les masses soient apathiques, soumises et déférentes. La démocratie a été définie comme un conflit d'oligarchies rivales.

Il est de bon ton aujourd'hui de parler de ceux qui ont le pouvoir de décision, et de savoir quel groupe ou quels groupes exercent réellement le pouvoir au sein d'un Etat. On s'interroge: «Y a-t-il concentration ou diffusion du pouvoir? Comment sont prises les décisions politiques? Sont-elles prises par une élite au pouvoir? Quel est le degré d'influence des masses?» Ou encore: «Les décisions politiques sont-elles le résultat de la concertation de plusieurs élites? Est-il vrai que les gouvernements ne gouvernent pas, mais se bornent à contrôler la bonne marche de l'Etat, étant eux-mêmes sous le contrôle d'une autorité cachée?»

Selon les pluralistes, le pouvoir n'est pas aux mains d'une élite, mais d'un ensemble d'élites. On dit alors que le pouvoir est cumulatif (fortune, rang social et pouvoir politique en sont les constituants). En rapport avec cette idée, vient le concept de consensus élitiste ou cohésion politique des élites importantes.

Les premiers élitistes ne cachaient pas leur intention de démolir le mythe de la «démocratie». Ils entendaient prouver que, dans les prétendues démocraties, le peuple ou la majorité du peuple ne gouverne pas, que c'est au contraire le fait d'une élite. Allant plus loin, ils affirment que participer au gouvernement n'est

pas un trait de la démocratie et ne constitue pas un idéal essentiel. Il ne peut y avoir de classes au sein d'une classe unique.

Il peut y avoir plusieurs élites au sein d'une seule classe. Les élites sont le résultat du développement et de la formation d'une classe. Le tableau suivant donne une description approximative des structures sociales européennes:

Dans la classe moyenne (la nouvelle aristocratie), il faut citer les ploutocrates, administrateurs, intellectuels, bureaucrates, technocrates, etc. et chacun de ces groupes constitue une élite. Avec l'essor du développement techno-

L'aristocratie traditionnelle

- fondée sur la propriété foncière et les titres

La classe moyenne

- fondée sur les finances et divisée en: haute, moyenne et petite bourgeoisie

La classe ouvrière

- fondée sur l'agriculture et l'industrie, et divisée en moyenne et basse classe ouvrière.

logique et de la spécialisation, les technocrates – autre bourgeoisie – prennent une grande part à la vie politique. Certains élitistes affirment que la méritocratie, ou gouvernement par les experts, est maintenant une réalité.

La bourgeoisie africaine a des élites européennes. A l'époque coloniale, ceux qui étaient à la tête des conseils législatifs et



Les nouveaux riches du parti : Mobutu, qui a organisé le coup d'Etat contre Patrice Lumumba, en compagnie de son ami Leo Tindemans du CVP

des services administratifs, ou dans les professions juridiques, médicales, administratives, ou qui avaient de hautes fonctions dans l'armée et la police, constituaient l'élite. Leur position s'est renforcée après l'Indépendance. De plus, ils n'étaient plus soumis à une autorité coloniale. Dans les nouveaux Etats, les membres des professions libérales bénéficièrent des politiques d'africanisation.

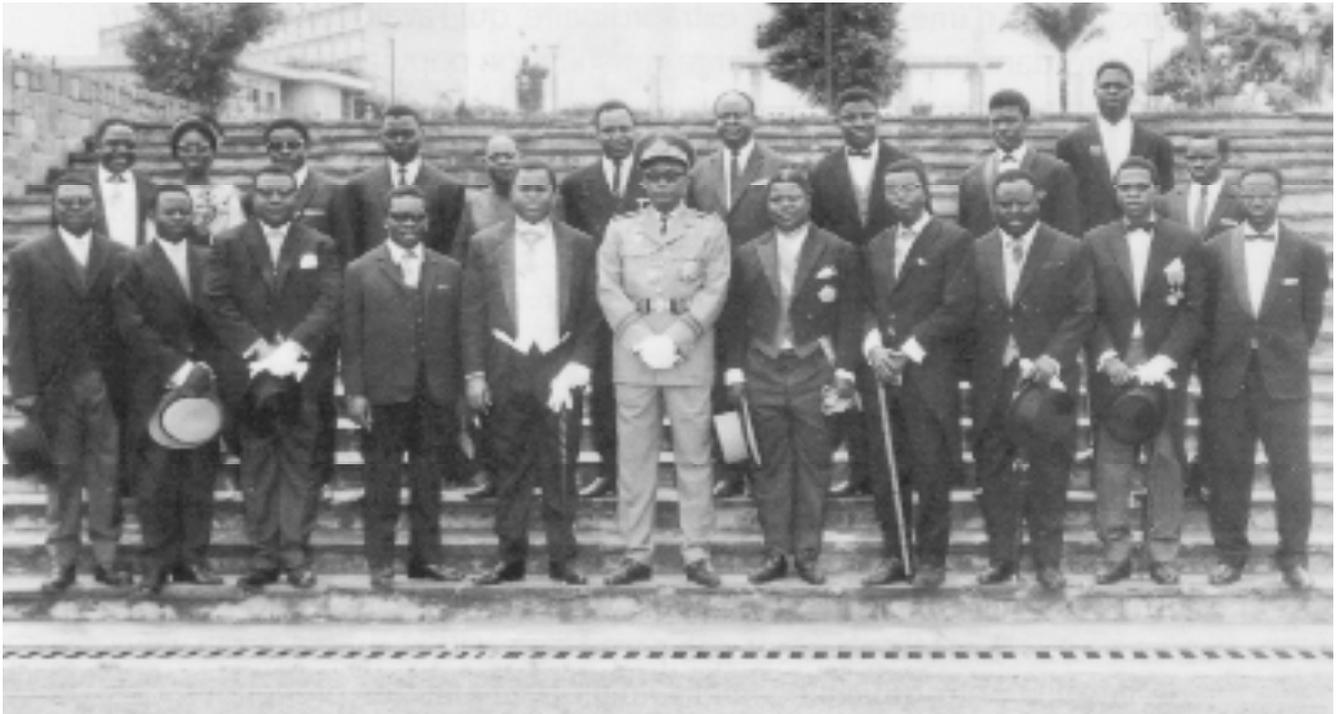
H C'est aussi à cette époque qu'apparurent ce que l'on peut appeler «les nouveaux riches du Parti». C'est une élite qui se développa au sein même du Parti qui arracha l'indépendance politique au colonialisme. Les tendances de Droite et de Gauche entrèrent en conflit, car, une fois l'Indépendance acquise et le Parti au

pouvoir, les éléments de Droite n'eurent d'autre ambition que leur enrichissement personnel. Ils se servirent de leurs positions privilégiées et se livrèrent au népotisme et à la corruption, discréditant ainsi le Parti, et ouvrant la voie à des coups d'Etat réactionnaires.

C'est alors que, grâce à l'implantation des plans de développement économique et – parfois – à l'encouragement d'entreprises commerciales locales, les capitalistes indigènes en herbe trouvèrent de nouvelles occasions de faire fructifier leurs affaires. Mais en général, les capitalistes africains ne sont encore que les subalternes de l'impérialisme. Ils ne reçoivent que les miettes des profits tirés des investissements, des sociétés commerciales, et des cadres des entreprises étrangères. Voilà

comment, une fois de plus, ils succombent aux pièges du néo-colonialisme.

En raison de son expérience coloniale et néo-coloniale, l'Afrique ne possède pas d'élite d'hommes d'affaires. Et comme la plupart des Etats africains se concentrent plus sur le secteur public que sur le secteur privé de l'économie, les capitalistes africains sont très peu nombreux. Un homme d'affaires africain s'intéresse non pas tant au développement de l'industrie qu'à son enrichissement personnel par la spéculation, le marché noir, la corruption, grâce aux commissions sur des contrats et par diverses manipulations financières en rapport avec la prétendue «aide» reçue de l'étranger. C'est ainsi que le capitaliste africain est l'allié de la bourgeoisie capitaliste. Mais il n'est qu'un pion sur l'immense échiquier



L'élitisme, inhérent aux classes dominantes, leur inspire le mépris qu'elles portent aux masses

des monopoles capitalistes internationaux. Le capitaliste africain est ainsi en rapport direct avec les grands monopoles capitalistes. Selon certains, le rôle des hommes d'affaires, en politique, est aux Etats-Unis, de plus en plus important, car ils sont responsables de l'élaboration des grandes mesures politiques. On comprend donc le rôle de puissantes corporations telles que Ford, Du Pont de Nemours et General Motors, par exemple. En 1953, il y avait, aux Etats-Unis, plus de 27.000 milliardaires, et la concentration des richesses s'accroît de plus en plus. On estime que 1,69% de la population possède au moins 32% des actifs et la presque totalité des actifs tirés des investissements. Mais près de la moitié de la population n'a pratiquement rien. On ne peut dire qu'aux Etats-Unis, le pouvoir est aux mains des plus qualifiés, puisque la fortune est héréditaire, mais non pas nécessairement méritoire. Cependant, certains élitistes ont soutenu que le développement des sociétés industrielles marquait le passage d'un système de classes à un système d'élites, fondé sur le mérite et l'effort. Une telle théorie est réduite à néant devant la réalité de l'âpre lutte des classes, engagée dans le monde capitaliste. Les élitistes ne sont pas unanimes en ce qui concerne le degré de cohésion, de conscience et de conspiration des élites. Il est évidemment

impossible de préciser l'influence et le pouvoir de décision, ainsi que le degré de cohésion d'une élite particulière ou d'un groupe d'élites. L'une des élites politiques des pays en voie de développement est celle que constituent les dirigeants nationalistes, les bureaucrates et l'intelligentsia. On notait, après les élections de 1954 au Ghana, que 29% des députés élus étaient dans l'enseignement et 17% d'entre eux exerçaient des professions libérales. Parmi les membres de l'Assemblée législative de l'ex-Afrique occidentale française (originaires de huit territoires colonisés), après les élections de 1957, 22% d'entre eux étaient des enseignants, tandis que 27% d'entre eux étaient des hauts fonctionnaires du gouvernement et que 20% étaient membres de professions libérales. La bourgeoisie des pays en voie de développement était, en général, le produit d'une administration et d'un système d'enseignement de type colonial. Le rôle prédominant de l'intelligentsia bourgeoise est le fait d'une politique délibérée du pouvoir colonial, désireux de former une intelligentsia acquise aux idéologies occidentales, de façon à assurer la bonne marche de l'administration coloniale. En même temps, le pouvoir colonial mit un frein à la formation d'une classe d'hommes d'affaires indigène. Des associations élitistes, telles que les sociétés légales médicales de secours mutuel,

franc-maçonniques, les clubs Rotary, etc., apparurent en même temps que les élites. Ces associations favorisent la formation des classes en institutionnalisant les différences sociales. La conscience de classe se manifeste par le désir d'adhérer à de telles associations et clubs, dans la certitude de renforcer sa position sociale. L'élitisme est essentiellement un préjugé de classe, qui renforce le capitalisme, et par conséquent le racisme. L'élitisme, inhérent aux classes dominantes, leur inspire le mépris qu'elles portent aux masses. L'élitisme est l'ennemi du socialisme et du prolétariat.

6 Intelligentsia et intellectuels

A l'époque coloniale, une intelligentsia de formation idéologique occidentale apparut et fit figure de lien entre le pouvoir colonial et les masses. Issue en grande partie des familles de chefs traditionnels et des classes possédantes, elle se limitait à un minimum d'éléments capables d'assurer la bonne marche de l'administration coloniale. Cette même intelligentsia devint une élite capable d'opportunisme, de Gauche comme de Droite.

En Afrique, comme en Europe et dans d'autres régions du monde, le rang social est, dans une large mesure, fonction du niveau d'éducation. Avec l'extension de l'alphabétisation, les allégeances tribales et ethniques s'amenuisèrent, et les divisions sociales s'accrochèrent. Il existe – et tout particulièrement chez ceux qui ont fait leurs études à l'étranger – un certain «esprit de corps». Ceux qui le possèdent sont devenus étrangers à leur milieu d'origine et n'ont, généralement, d'autre ambition que de faire une brillante carrière politique, d'avoir un rang social élevé et d'acquiescer un statut professionnel. En effet, alors qu'un grand nombre d'Etats africains ont d'excellents établissements et universités, des milliers d'Africains préfèrent encore faire leurs études à l'étranger. Actuellement, quelque 10.000 étudiants africains séjournent en France, et autant en Grande-Bretagne. Il y en a 2.000 aux Etats-Unis.

Dans les ex-colonies britanniques, il existe des établissements d'enseignement créés, à l'époque coloniale, sur le modèle des célèbres «public-schools» anglaises et ayant la même organisation, tant dans le programme d'études qu'en ce qui concerne la discipline et les activités sportives. Les collèges d'Adisabel, de Mfantshipim et d'Achimota, au Ghana, en sont des exemples typiques. Ces écoles visent à former une élite politique acquise aux idéologies bourgeoises capitalistes de la société européenne.

En Grande-Bretagne, le système de classes est étroitement lié au système d'enseignement. Le pourcentage (3%) des «public-schools» constitue ce que le commun du peuple appelle les «dirigeants légitimes», c'est-à-dire les plus

qualifiés pour diriger le pays, du fait de leur naissance et leur éducation. Car, en Grande-Bretagne, le système d'enseignement est inséparable de la superstructure sociopolitique. Alors que les «public-schools» n'ouvrent leurs portes qu'à 6% de la population et que les universités ne reçoivent qu'un faible pourcentage (5%), les cadres de la nation (60% des chefs d'entreprises, 70% des parlementaires conservateurs et 50% des délégués aux commissions d'enquête) sont les produits des «public-schools».

Autrement dit, c'est cette petite minorité qui détient les postes-clés dans la vie politique et économique du pays. En dépit d'efforts accomplis en vue de le rendre accessible aux masses, ce système d'enseignement irrationnel et archaïque est toujours en vigueur. Et le nombre de plus en plus grand d'experts, formés dans des établissements autres que ceux que nous venons de mentionner, n'est pas considéré comme une menace pour la continuité de ce système. De même que les pressions exercées de plus en plus constamment par la classe ouvrière: en fait, si elles en avaient les moyens, la plupart des familles ouvrières n'hésiteraient pas à faire inscrire leurs enfants sur les registres des grands établissements privés, ce qui leur permettrait de briguer plus tard de hautes fonctions dans la vie sociale.

Les produits des «public-schools» ont leurs homologues dans les ex-colonies britanniques d'Afrique: ce sont ces membres de la bourgeoisie africaine qui se veulent plus britanniques que les Britanniques eux-mêmes, singeant leurs manières, leurs habitudes vestimentaires et même le langage affecté en usage dans les grands collèges privés et les universités de Cambridge et d'Oxford.

En constituant une intelligentsia africaine, les colonialistes avaient pour ambition, selon leurs propres termes «de former des cadres locaux appelés à devenir nos assistants dans tous les domaines, et de s'assurer le développement d'une élite soigneusement sélectionnée». Ils voyaient là une nécessité à la fois politique et économique. Ils procédaient de la façon suivante: «Nous donnons la priorité aux fils de



Les Belges avaient le mot d'ordre : «Pas d'élite, pas de problème.» Photo: Ce n'est qu'en 1958 que les premiers universitaires congolais recevaient des diplômes.

chefs et d'aristocrates... Le prestige dû à leurs origines doit renforcer le respect que le Savoir inspire».

Au Ghana, en 1953, sur les 208 étudiants de l'Université, 12% étaient issus de familles possédant un revenu inférieur à 600 livres par an, tandis qu'un pourcentage de 38% avait un revenu annuel variant entre 250 et 600 livres, et que le pourcentage restant (50%) avait un revenu d'environ 250 livres par an. On comprend l'importance de ces chiffres lorsque l'on sait que ce n'est qu'en 1962, après que de grands efforts furent accomplis dans le domaine économique, qu'il fut possible à la population d'avoir un revenu annuel d'environ 94 livres par tête d'habitant.

A l'opposé des Britanniques et des Français, les Belges ne voulurent pas former une intelligentsia. Leur mot d'ordre semble avoir été le suivant: «Pas d'élite, pas de problème». On connaît les résultats d'une telle politique: en 1960, au Congo, il était pratiquement impossible de trouver des autochtones suffisamment qualifiés pour être à la tête du nouvel Etat, encadrer l'armée, ou occuper les nombreux postes administratifs et techniques laissés vacants par le départ des colonialistes.

L'intelligentsia a toujours mené les mouvements nationalistes à leurs débuts. Son but n'était pas d'apporter une transformation radicale des structures sociales, mais de prendre la place du pouvoir colonial. Son intention n'est pas de changer «le système», mais de le contrôler. En ce sens, elle est bourgeoise et opposée formellement à toute transformation socialiste révolutionnaire.

Après l'indépendance, l'intelligentsia perdit son homogénéité. On pouvait distinguer trois groupes bien distincts:

Il y avait d'abord les alliés de la nouvelle classe indigène privilégiée, c'est-à-dire la bourgeoisie bureaucratique politique et commerciale, ou-

vertement alliée à l'impérialisme et au néo-colonialisme. Parmi eux se recrutent les théoriciens anti-socialistes, anti-communistes, se réclamant des valeurs politico-économiques du monde capitaliste.

Puis venait le groupe des partisans d'un développement «non-capitaliste» et d'une «économie mixte» adaptés aux pays les moins industrialisés, comme phase nécessaire à la progression vers le socialisme. Mal interprété, ce concept peut se révéler plus dangereux à la cause socialiste révolutionnaire de l'Afrique qu'un concept nettement favorable au capitalisme, s'il n'est utilisé dans un but très provisoire; car il pourrait retarder le processus révolutionnaire. L'Histoire l'a prouvé: permettre au capitalisme et à l'entreprise privée de se développer simultanément dans un Etat qui se dit socialiste, c'est ouvrir la voie au triomphe des forces réactionnaires. Le secteur privé ne cessera de s'étendre au détriment de la ligne socialiste suivie par le gouvernement. Finalement, sauf dans les cas contraires, la réaction parviendra, avec l'aide du néo-colonialisme, à perpétrer un coup d'Etat qui renversera ce gouvernement socialiste.

Les intellectuels révolutionnaires constituent le troisième groupe qui apparaît au sein de l'intelligentsia après l'Indépendance. Ce sont ceux qui ont encadré les masses dans leur lutte pour le véritable socialisme. Formés pour la plupart dans les écoles coloniales, ils ont fortement réagi au processus d'assimilation, devenant ainsi d'authentiques socialistes révolutionnaires et nationalistes. C'est donc à ce groupe que revient la tâche d'annoncer et de promulguer les objectifs socialistes de la Révolution africaine, et par conséquent, de démasquer et de réfuter le flot d'idéologies capitalistes et les prétendus concepts propagés par l'impérialisme, le néo-colonialisme et la réaction indigène, à l'aide des moyens modernes de communication.

Les intellectuels, étudiants, enseignants, etc. des sociétés capitalistes et néo-colonialistes sont, pour la plupart, les membres d'une élite bourgeoise susceptible de devenir une force politique révolutionnaire, ou contre-révolutionnaire, en dépit du fait qu'ils étaient, avant l'indépendance, des leaders nationalistes. Ils sont maintenant divisés en plusieurs groupes: D'abord ceux qui prirent part à la lutte nationaliste révolutionnaire et sont maintenant dans le gouvernement, donnant leur préférence soit «aux nouveaux riches» du Parti, soit aux révolutionnaires socialistes.

Viennent ensuite ceux qui sont, ou dans



*Les intellectuels révolutionnaires ont encadré les masses dans leur lutte pour le véritable socialisme.
Photo : les révolutionnaires cobgolais Mulele, Negila et d'autres dans le maquis*

l'opposition, ou qui ne s'intéressent pas à la politique, ou encore ceux qui sont en faveur d'une politique de compromis.

Il y a enfin, les intellectuels «de mauvaise foi», qui, tout en reconnaissant l'irrationalité du capitalisme, n'en rejettent pas les bénéfices et le mode de vie. Ceux-là sont prêts à se prostituer et à devenir les agents et alliés du privilège et de la réaction, pour défendre leurs intérêts.

Les intellectuels issus de milieux prolétaires sont généralement plus radicaux que ceux qui viennent des secteurs privilégiés de la société. Mais l'élite intellectuelle est probablement l'élite la moins capable de cohésion et d'homogénéité. Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Europe occidentale, la plupart des intellectuels sont de Droite. Pareillement, les aspirations de la plupart des intellectuels africains sont caractéristiques de la classe moyenne: ils aspirent au pouvoir, au prestige, à la richesse, et à de hautes positions sociales pour eux-mêmes et les membres de leur famille. La plupart de ceux qui sont issus de milieux ouvriers aspirent à appartenir à la classe moyenne, en évitant tous travaux manuels, devenant ainsi des étrangers à leur milieu d'origine.

Chaque fois que des intellectuels socialistes révolutionnaires ont eu des fonctions dans une administration progressive, c'est en général grâce à l'adoption des principes marxistes comme base politique et à la formation de partis communistes, ou autres organisations du même genre, les mettant constamment en contact direct avec les masses.

S'ils veulent jouer un rôle dans la Révolution africaine, l'intelligentsia et les intellectuels doivent être conscients de la lutte de classes qui se joue en Afrique, et se ranger du côté des masses opprimées. Cela implique la tâche, difficile, mais non impossible, de se libérer de l'endoctrinement des concepts bourgeois entrepris par le pouvoir colonial, au moyen de l'enseignement et la propagande.

L'idéologie de la Révolution africaine lie la lutte de classes menée par les masses africaines aux mouvements socialistes révolutionnaires mondiaux, et au socialisme international. Née des luttes de libérations nationales, elle tend à la libération totale, à l'unité politique et à la socialisation du continent africain. Unique en son genre, elle s'est développée dans le cadre de la Révolution africaine. Elle est, enfin, le produit de la Personnalité africaine, autant que des principes du socialisme scientifique.

7 Clique réactionnaire au sein de l'armée et de la police

En Afrique, la majorité des Forces armées et de police ont été formées par l'Administration coloniale. Rares en sont les membres qui ont participé aux luttes de libération nationale. Ils ont plutôt pris part aux opérations policières visant à l'élimination de ces mouvements de libération. A cette même époque, les armées pour la plupart étaient sous les ordres d'officiers européens. Avec l'indépendance, des politiques d'africanisation et la pénurie de candidats qualifiés, un grand nombre d'Africains, qui n'avaient pourtant pas eu la formation nécessaire, reçurent le grade d'officier. Beaucoup d'entre eux, qui avaient eu des postes d'enseignants dans l'armée, appartenaient à la petite bourgeoisie instruite. Ils avaient reçu, en même temps que les anciens officiers des armées actuellement en service en Afrique, une formation militaire, soit par les colonialistes eux-mêmes, soit dans des académies militaires européennes. Une telle formation ne pouvait que les rendre acquis aux normes et idéaux de l'Occident. En raison de leur position dans la société, on pourrait les ranger dans la même catégorie que la bourgeoisie bureaucratique, dont ils partagent la préférence pour un mode capitaliste de déve-

loppement.

Parmi les jeunes officiers, certains, pendant leurs années d'adolescence, ont pris part aux luttes de libération nationale; ce qui les rend plus accessibles à l'idéologie socialiste révolutionnaire. Cependant, bien qu'un petit nombre d'entre eux soient favorables à la Révolution africaine, la majorité des officiers supérieurs a succombé au même endoctrinement bourgeois que les anciens officiers. Car ils sont étroitement liés, de par leur rang social et leurs aspirations, à la bourgeoisie et aux élites militaires réactionnaires d'autres pays.

Dans bien des cas, les officiers de carrière et les fonctionnaires ont été formés dans les mêmes établissements privés, tant en Afrique qu'à l'étranger. Cette expérience commune a développé entre eux une similitude de points de vue et d'intérêts, et une aversion commune du changement, ainsi que le culte des organisations et institutions de la société capitaliste bourgeoise. Cette attitude se retrouve même chez la jeune génération d'officiers et de bureaucrates qui se partagent le pouvoir à la suite de coups d'Etat; la rigidité de leurs positions et de leurs concepts reflète le climat socio-poli-

tique de la période coloniale.

Lorsqu'il y a un coup d'Etat, l'armée, la police et la bureaucratie travaillent de concert. Cela ne veut d'ailleurs pas forcément dire – bien que cela ait parfois été le cas – qu'elles aient été les auteurs du coup d'Etat. Mais, partageant les mêmes intérêts, elles sont dépendantes les unes des autres. En effet, les seuls bureaucrates ne peuvent renverser un gouvernement; et, ni les militaires, ni la police n'ont la compétence nécessaire pour administrer un pays. Ainsi ils combinent leurs efforts de façon à produire un état de choses, rappelant de façon frappante l'époque coloniale où le gouvernement s'appuyait sur l'administration, l'armée et la police, ainsi que sur les chefs traditionnels.

La majorité des coups d'Etat ont été perpétrés sans la participation des masses. Celles-ci, trahies et réprimées, retombent alors dans les conditions de vie de l'époque coloniale. Tandis que le pouvoir des chefs traditionnels est réinstauré, la répression policière sévit dans l'Etat néo-colonialiste, autre réminiscence de l'époque coloniale. De par la nature de leur travail, les policiers – contrairement aux militaires – sont en contact direct avec le peuple. Lorsqu'un coup d'Etat survient, ils savent exactement qui arrêter et où ils doivent incarcérer. Ils savent aussi organiser et manœuvrer une émeute ou une manifestation. Très souvent, des policiers sont impliqués dans des affaires de corruption. Ils connaissent tous les aspects du crime, et usent largement du dicton «la fin justifie les moyens». En outre, tout comme les militaires, ils sont étroitement liés à la bourgeoisie bureaucratique, dont ils partagent les intérêts.

Ce sont des paysans qui composent l'élément subalterne de l'armée et de la police. Illettrés, pour la plupart, ils ont appris à ne jamais discuter les ordres et à servir les intérêts capitalistes de la bourgeoisie. Ils sont donc détournés de la lutte engagée par les masses dont ils sont pourtant issus. Car, si l'obéissance aveugle aux ordres supérieurs est une des règles fondamentales de la discipline militaire, cette règle peut être dangereusement interprétée par la minorité privilégiée qui est en mesure de la faire appliquer pour son compte. En d'autres termes, le simple soldat, comme le simple policier, peut devenir l'instrument du maintien des régimes réactionnaires. C'est ainsi que ce paysan ou ouvrier en uniforme devient l'adversaire de sa propre classe.

La seule solution à ce problème est la politisation de l'armée et de la police, qui doivent



Dans bien des cas, les officiers de carrière et les fonctionnaires ont été formés dans les mêmes établissements privés, tant en Afrique qu'à l'étranger.

passer sous le strict contrôle du Parti socialiste révolutionnaire et de commissions dirigées par de vrais militants révolutionnaires socialistes. Il est également indispensable que la discipline, dans l'armée et dans la police, soit fondée sur la compréhension plutôt que sur l'obéissance aveugle. Il s'agit de mettre fin à cet esprit mercenaire qui y sévit et de créer une armée nationale, ainsi qu'une milice populaire: ouvriers, paysans, soldats et policiers devraient se donner la main car ils appartiennent à la même classe et aspirent à une même révolution socialiste.

L'armée et la police sont plus disciplinées, plus mobiles et mieux équipées que les autres organisations sociales. En outre, elles sont armées, ce qui en fait une force immédiatement disponible. L'ascendance que l'on peut avoir en politique, de même que les pressions, à la fois externe et interne, exercées sur les cadres de l'armée et de la police, en permet l'usage.

Chaque fois que l'armée intervient dans la vie politique, elle le fait en tant que force sociale.

Les coups d'Etat ne sont que l'expression d'une lutte de classes et du conflit qui oppose l'impérialisme à la révolution socialiste. Ayant pris le pouvoir, l'armée donne son adhésion à tel ou tel parti. En ce sens, l'armée n'est pas seulement un instrument de lutte, elle est aussi partie intégrante de la lutte des classes levant ainsi le voile qui l'isolait des transformations socio-économiques et politiques de la société. Ce qui réduit à néant la théorie de «neutralité» des forces armées, lancée par les classes dominantes.

L'intervention de l'armée, en politique, est menée par la minorité privilégiée anxieuse de défendre ses intérêts. Mis devant le fait accompli, les membres de l'armée ne peuvent que s'incliner. Si dans de pareils cas, en Afrique, un coup d'Etat a permis l'instauration d'un régime moins réactionnaire, la majorité des coups d'Etat ont été perpétrés par des militaires bourgeois, étroitement liés à la bourgeoisie bureaucratique et au néo-colonialisme, et visant à assurer la continuité du capitalisme en déjouant les plans de la Révolution socialiste africaine.

Dans certains pays africains où l'armée a prétendu intervenir au nom de la Révolution socialiste, elle l'a surtout fait dans un but purement nationaliste. Prétendant mettre un terme à l'exploitation étrangère, améliorer les conditions de vie, «nationaliser» – dans certains cas – les sociétés étrangères et fermer les bases militaires étrangères, elle n'apporte en fait aucune amélioration aux conditions de



Les armées africaines sont maintenues aux prix d'immenses sommes d'argent

vie du peuple, qui se voit alors exploité, non plus par des étrangers, mais par la bourgeoisie indigène. Le pays est alors la proie du néo-colonialisme et de la bourgeoisie sous les traits de politiciens de second ordre ou de militaires et de policiers bourgeois. Un régime fantoche est installé. La Révolution socialiste n'aura lieu que lorsque le peuple aura pris le pouvoir.

Les armées régulières africaines sont maintenues au prix d'immenses sommes d'argent. L'armée congolaise, par exemple, a reçu, au cours des quatre premières années de l'indépendance, le sixième du revenu national – soit 25 millions des 150 millions du budget national. En prévision des recettes budgétaires de l'Afrique francophone, pour l'exercice 1967-1968, huit des quinze Etats francophones ont versé 15 à 25% de leurs ressources. Le Mali,

la Guinée, le Tchad et le Cameroun étaient prêts à consacrer un quart de leur budget à des fins militaires.

En général, les soldes d'officiers sont à peu près les mêmes que celles des officiers étrangers. En conséquence, la différence de statut et de pouvoir, séparant les cadres de l'armée de leurs hommes de troupe, est considérable. Bien plus qu'en Europe, aux Etats-Unis, et ailleurs. En Afrique, la solde d'un lieutenant-colonel est dix ou quinze fois plus importante qu'en Europe et en Amérique. Leur statut social artificiellement élevé donne aux officiers africains une arrogance insupportable. Même les simples soldats et policiers se prennent pour une élite, car ils ont des salaires plus élevés que les petits employés de l'administration. La pratique de

plus en plus courante de nommer des cadres de l'armée à de hautes fonctions diplomatiques montre bien l'importance de leur position dans la société africaine.

L'énormité des sommes dépensées à l'entretien des armées dans les Etats africains n'a pas de raison d'être; car les territoires africains ne sont pas menacés de l'extérieur. De plus les disputes frontalières – héritage du colonialisme – sont susceptibles de règlements à l'amiable. Les combats menés dans le but de mettre fin aux derniers bastions du colonialisme sont le fait, non pas d'armées régulières, mais de mouvements de guérilla. Si seulement une petite portion des sommes dépensées à l'entretien des armées régulières était versée à l'équipement des combattants de la liberté, la Révolution africaine n'en serait que plus proche. La seule raison pouvant justifier la création d'importantes armées régulières est la nécessité vitale qu'imposent les objectifs révolutionnaires africains: l'unification politique de l'Afrique sous la direction d'un haut état-major panafricain.

En cas de crise politique, l'armée tend à présenter les mêmes divisions que la communauté politique. Elle cède à des considérations de classes, et parfois des considérations ethniques. La classe des officiers est généralement conservatrice, voire réactionnaire. Elle est pour le maintien de l'ordre établi. Du point de vue historique, on connaît le rôle des armées régulières dans la répression des mouvements révolutionnaires; elles sont l'instrument des classes dominantes dans leur effort de domination bourgeoise.

L'effectif des armées africaines est faible, par rapport à ceux des armées européennes, asiatiques, américaines (du Nord et du Sud). Trois pays, au sud du Sahara, ont des armées de plus de 10.000 hommes: le Soudan, l'Ethiopie et le Congo-Kinshasa. Quatorze Etats africains ont des armées de moins de 2.000 hommes. Il est vrai qu'en raison de leur faible population et du peu de viabilité de leur économie, le maintien de telles armées est, pour beaucoup d'Etats, un véritable fardeau. En outre, le fait que la plupart des armées africaines sont dirigées par des officiers, partageant les intérêts de la bourgeoisie bureaucratique et du colonialisme, donne à leur rôle dans la vie politique du continent une importance tout à fait disproportionnée.

Ces armées reçoivent l'aide des pays capitalistes, sous forme de fournitures d'armes, d'équipement et d'entraînement. En 1964, on comptait, en Afrique, 3.000



En 1964 on comptait en Afrique 6.000 experts militaires britanniques

experts français, et 6.000 experts militaires britanniques. 1.500 Africains suivirent un entraînement militaire en France, tandis que la Grande-Bretagne en recevait 700. Quelque quatorze Etats africains ont conclu des accords avec l'Etat d'Israël, qui leur fournit des armes et entraîne leurs armées. Récemment, l'Allemagne fédérale a conclu des accords tendant à l'envoi d'experts et d'autres formes d'aide militaire, avec ces Etats situés dans les régions les plus stratégiques du continent africain. Pendant ce temps, les Etats-Unis établissent, tout en développant leurs intérêts commerciaux, des réseaux parallèles leur permettant d'exercer de fortes pressions sur la vie politique en Afrique. Tant que les Etats africains dépendront, de quelque façon, de l'aide des pays capitalistes pour l'entraînement, les armes et le ravitaillement, la Révolution africaine sera compromise. Ce n'est pas pour rien qu'il n'y a jamais de coups d'Etat dans les pays dont l'armée est sous

les ordres d'officiers étrangers: malgré leur petit nombre, ils sont en mesure d'empêcher tout changement au statu quo, en vertu du fait qu'ils représentent la force militaire de la puissance étrangère, dont dépend la sécurité des gouvernements indigènes.

8 Les Coups d'Etat

Les coups d'Etat sont une forme de lutte tendant à la prise du pouvoir politique. Et tout en étant le résultat de l'action concertée de certains membres d'un organe de l'Etat, apparemment isolé de la société, ils sont partie intégrante de la lutte des classes et du conflit opposant le capitalisme et la révolution socialiste. S'ils ne modifient pas la nature ou le contenu de cette lutte, ils en modifient la forme. La situation politico-économique et sociale demeure la même, cependant que les aspirations révolutionnaires demeurent insatisfaites. Les coups d'Etat réactionnaires contribuent, en fait, à l'avance révolutionnaire, du fait que les conditions nécessaires à un changement révolutionnaire ne font que s'accroître.

Les coups d'Etat réactionnaires et pro-impérialistes sont la preuve de la défaite de l'impérialisme et de ses alliés qui, ne pouvant

se servir des méthodes traditionnelles, ont recours aux armes pour repousser l'avance socialiste et réprimer les masses. Ils dévoilent ainsi le désespoir et la faiblesse des forces réactionnaires, et non leur puissance. L'exploitation des classes indigènes et le néo-colonialisme sont en dernier ressort leurs solutions dans leur souci de maintenir le statu quo bourgeois réactionnaire.

Les observateurs bourgeois ont avancé une multitude de thèses tendant à expliquer la succession de coups d'Etat survenus en Afrique au cours de ces dernières années. Dans certains cas, on y a vu la conséquence du tribalisme et du régionalisme; ou encore du mécontentement de certains membres de l'armée et de la police devant l'incompétence et la corruption, et le «chaos économique» créé par les politiciens. Mais aucune de ces thèses n'est en accord avec la réalité. Ce sont des explications superficielles et inexactes, qui donnent une fausse image de la réalité. Elles semblent toutes ignorer l'existence de la lutte des classes et du rôle des intérêts bourgeois, ainsi que des pressions néo-colonialistes. Elles passent sous silence – fait des plus significatifs – la nature répressive des coups d'Etat et la non-participation de la grande majorité de la population. Cependant, une fois le coup d'Etat terminé, on parle de «foules en liesse», et des manifestations tendant à faire croire que les auteurs du coup d'Etat ont eu l'appui des masses, sont soigneusement orchestrées. En même temps les cliques réactionnaires qui se sont emparées du pouvoir – et qui ne représentent que la petite bourgeoisie – mettent en place des soi-disant «conseils révolutionnaires» ou de «libération». L'usage de ces termes est destiné à donner au peuple l'illusion que le nouveau régime l'a libéré et n'a d'autre but que satisfaire ses aspirations.

Dans le cas des coups d'Etat révolutionnaires nationalistes, les membres du nouveau régime ayant proclamé leur intention de mettre fin à la domination politico-économique des puissances étrangères, on pourrait donc croire qu'ils agissent dans l'intérêt du peuple. En fait, leur

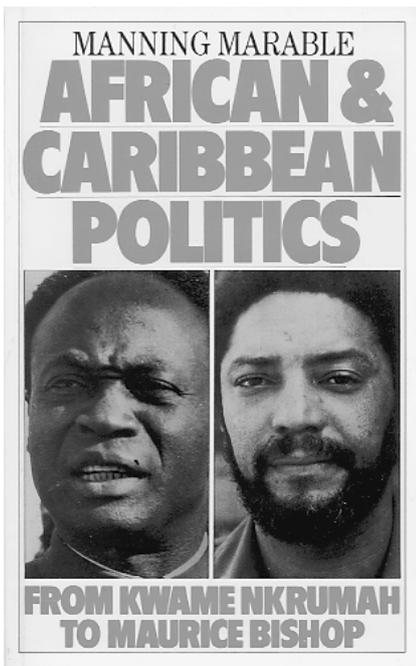
révolution n'est pas socialiste: elle est le fruit de l'action concertée de la bourgeoisie nationaliste. La situation du prolétariat urbain et rural, après le coup d'Etat, est à peine changée: il est toujours exploité et opprimé, mais cette fois par la bourgeoisie indigène dont les intérêts commerciaux – liés à ceux des puissances étrangères – se dissimulent derrière une façade nationaliste.

L'Afrique est actuellement le théâtre des luttes opposant impérialistes et masses africaines. L'agression impérialiste n'a pas seulement pris la forme de coups d'Etat; l'assassinat des leaders révolutionnaires ainsi que l'établissement de réseaux d'information sont la preuve de son acharnement. En outre, il y a une intensification de l'instauration de ces réseaux, qui coopèrent étroitement avec les gouvernements néo-colonialistes dans le but de bloquer l'avance socialiste. Les Etats-Unis, la Grande Bretagne, l'Allemagne fédérale, la France, Israël, le Portugal, la Rhodésie et l'Afrique du Sud maintiennent activement ce type de coopération.

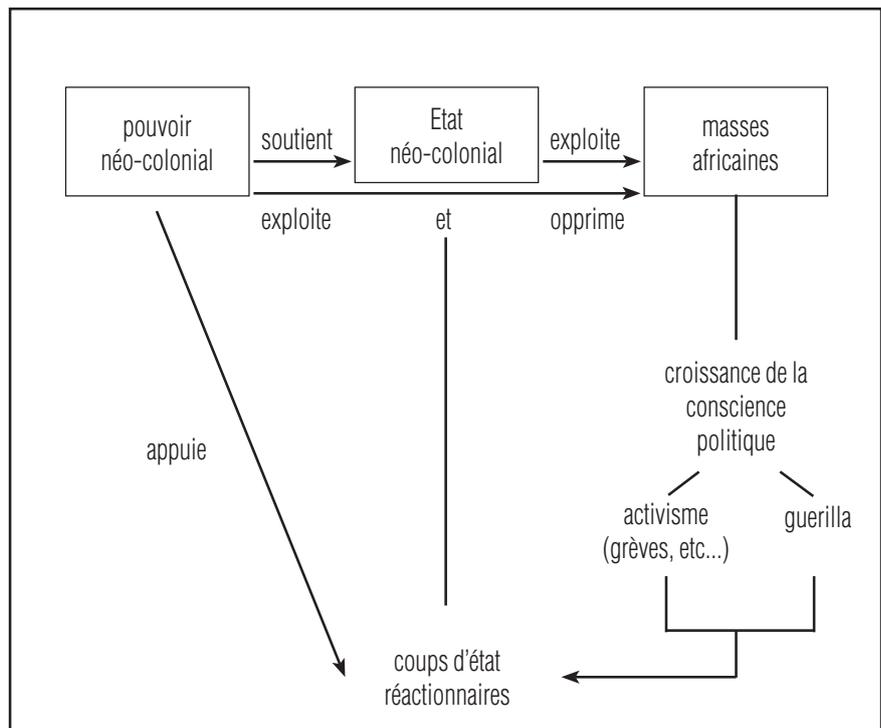
Ces organisations sont en relations étroites les unes avec les autres là où leurs intérêts vitaux sont concernés. Et dans bien des cas, elles sont derrière les coups d'Etat. On le voit dans le fait que les coups d'Etat ne surviennent pas dans les pays où l'armée, la police, et les services de renseignements sont dirigés par les officiers blancs de l'ancienne puissance coloniale. Ceux-ci veillent à empêcher toute tentative de coup d'Etat parce qu'ils savent que le régime fantoche et néo-colonialiste qu'ils servent est l'instrument du pouvoir néo-colonialiste dont ils défendent les intérêts.

D'autre part, l'escalade militaire et politico-économique de la collaboration des pays formant le «Triangle Blanc» (Portugal, Rhodésie, Afrique du Sud) s'est intensifiée au cours de ces dernières années, qui ont vu aussi une résurgence des activités socialistes révolutionnaires, en Afrique. On le voit dans la résistance de plus en plus grande des masses paysannes et ouvrières aux régimes réactionnaires de même qu'à la multiplication des mouvements de résistance

DATES	PAYS
13 janvier 1963	Togo
12-15 août 1963	Congo-Brazzaville
19-28 octobre	Dahomey
18 février 1964	Gabon
1er janvier 1965	République Centrafricaine
4 janvier 1965	Haute-Volta
18 juin 1965	Algérie
25 novembre 1965	Congo-Kinshasa
22 décembre 1965	Dahomey
15 janvier 1966	Nigeria
24 février 1966	Ghana
29 juillet 1966	Nigéria
29 novembre 1966	Burundi
13 janvier 1967	Togo
24 mars 1967	Sierra-Leone
17 décembre 1967	Dahomey
18 avril 1968	Sierra-Leone
3 août 1968	Congo-Brazzaville
4 septembre 1968	Congo-Brazzaville
19 novembre 1968	Mali
25 mai 1969	Soudan
1er septembre 1969	Libye
15-19 octobre 1969	Somalie
10 décembre 1969	Dahomey
30 janvier 1970	Lesotho



Seul le socialisme scientifique réalisera la libération et l'unité de l'Afrique



clandestins, sur tout le continent africain. En l'espace de six ans, de janvier 1963 à décembre 1969, vingt-six coups d'Etat ont eu lieu en Afrique.

Il y a eu aussi de nombreuses tentatives de coups d'Etat et autant d'assassinats. En janvier 1964, des mutineries éclatèrent au sein des armées tanzaniennes, ougandaises et kényennes. Les troupes britanniques aidèrent à les réprimer, tandis que des complots et des tentatives de coups d'Etat ont été déjoués dans d'autres Etats.

La nature même des relations politico-économiques, existant entre le néo-colonialisme et les régimes fantoches d'une Afrique balkanisée, démontre bien que tant que le continent africain n'achèvera pas son unification politique, il y aura encore des coups d'Etat.

Tous ces coups d'Etat sont les conséquences d'une même situation: il existe d'une part les puissances néo-colonialistes qui manoeuvrent les Etats néo-colonialistes en donnant leur appui aux élites réactionnaires bourgeoises dans leur lutte pour le pouvoir; et d'autre part, des masses africaines dont la prise de conscience accrue révèle la poussée de plus en plus forte de la Révolution socialiste africaine. Au moment de l'indépendance, les masses ne pouvaient discerner la présence du néo-colonialisme soigneusement caché derrière les nouveaux gouvernements. Mais leur prise de con-

science croissant d'année en année se révèle une menace pour la bourgeoisie indigène et ses maîtres néo-colonialistes, alarmés devant la croissance des activités révolutionnaires, à travers tout le continent africain.

Il n'existe pas, aujourd'hui, en Afrique, un seul pays où la prise de conscience du prolétariat ait abouti à l'instauration d'un régime socialiste. Dans tous les Etats indépendants, on trouve, d'une part le gouvernement et son parti, d'autre part la bourgeoisie nationaliste et le prolétariat. Très souvent, la bourgeoisie nationaliste est liée – de façon apparente ou non – au parti, donc au gouvernement. Lorsque le parti de la bourgeoisie nationaliste n'est pas représenté au gouvernement, la bourgeoisie nationaliste organise la subversion et tente un coup d'Etat.

Bien qu'ayant participé aux luttes de libération, avant l'indépendance, le prolétariat africain n'est pas une classe dominante. Dans presque tous les Etats -indépendants ou non – les mouvements de libération contre les régimes colonialistes et néo-colonialistes sont formés. D'autres mouvements, sous la direction de membres de la bourgeoisie nationale, visant à libérer les territoires de la domination étrangère, et non à instaurer des régimes socialistes, constituent une menace pour la Révolution africaine; car seul le socialisme scientifique réalisera la libération et l'unité totale de l'Afrique.

Les mouvements de libération

les plus connus sont les suivants:

Afrique du Sud

P.A.C.: Congrès Panafricaniste

A.N.C.: Congrès National Africain

A.P.D.U.S.A.: Union Démocratique des Peuples Noirs de l'Afrique du Sud

Zimbabwe (Rhodésie)

Z.A.N.U.: Union Nationale Africaine du Zimbabwe

Z.A.P.U.: Union Populaire Africaine du Zimbabwe

Afrique du Sud-Ouest

S.W.A.P.O.: Organisation Populaire de l'Afrique du Sud-Ouest

S.W.A.N.U.: Union Nationale de l'Afrique du Sud-Ouest

Angola

M.P.L.A.: Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola

G.R.A.E.: Gouvernement Révolutionnaire Angolais en Exil

U.N.I.T.A.: Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola

Mozambique

F.R.E.L.I.M.O.: Front de Libération du Mozambique

C.O.R.E.M.O.: Comité Révolutionnaire du Mozambique

Guinée Portugaise

P.A.I.G.C.: Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et des îles du Cap Vert

Tchad

F.R.O.L.I.N.A.T.: Front de Libération Nationale

Congo-Kinshasa

C.N.L.: Mouvement Congolais de Libération Nationale

Erythrée

E.L.F.: Front de Libération de l'Erythrée

Tant que les moyens de production ne seront pas détenus par les masses, les mouvements de guérilla continueront leurs activités dans les Etats africains. Les dirigeants africains ne feront que retarder les processus révolutionnaires tant qu'ils ne se dévoueront pas à la cause du socialisme scientifique. Actuellement, le vent

de la guérilla souffle sur le Gabon, l'Ethiopie, le Malawi, le Soudan, l'Erythrée, le Kenya, le Cameroun, le Niger, la Côte-d'Ivoire, et tous les Etats qui ne sont pas unis dans le socialisme.

Des gouvernements réactionnaires tentent de contenir l'éveil politique des masses soit par de prétendues politiques socialistes, soit par la répression, soit enfin en permettant des coups d'Etat militaires. Quelle que soit leur méthode, ils affirment servir les intérêts du peuple, en se débarrassant de politiciens corrompus et incompetents, et en redressant l'économie. En réalité, ils ne font que sauvegarder les intérêts capitalistes ainsi que leurs propres intérêts bourgeois, et ceux des monopoles capitalistes internationaux.

L'explosion de coups d'Etat militaires en Afrique révèle le manque d'organisation socialiste révolutionnaire, le besoin pressant d'un parti prolétarien d'avant-garde, ainsi que la nécessité de créer une armée panafricaine. Qu'elle soit politique, économique, ou militaire, la lutte révolutionnaire socialiste ne sera effective que lorsqu'elle sera organisée et prendra ses racines dans la lutte des ouvriers et paysans.

9 La bourgeoisie

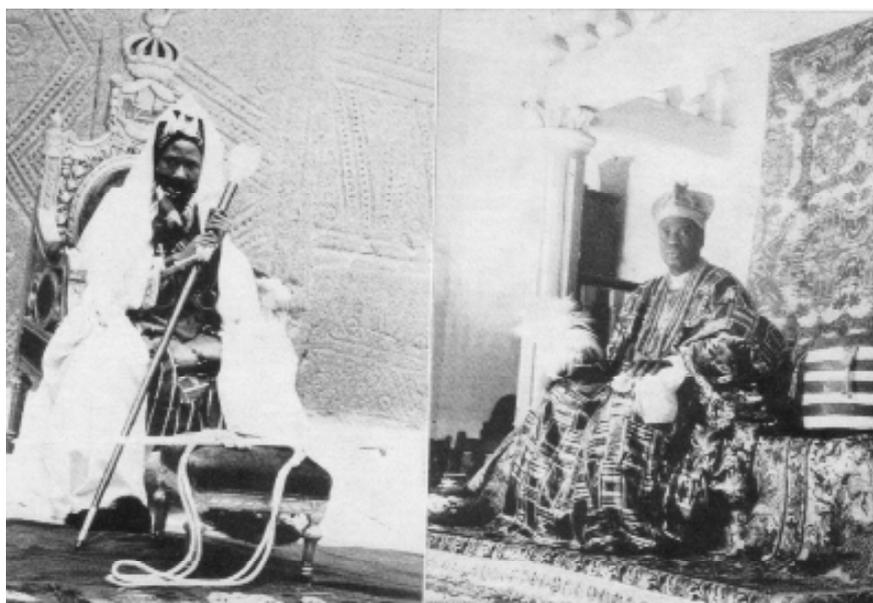
Le colonialisme, l'impérialisme et le néo-colonialisme sont les expressions du capitalisme et des aspirations économiques et politiques de la bourgeoisie. En Afrique, le développement capitaliste a causé le déclin du féodalisme et l'émergence d'une nouvelle superstructure sociale.

Avant la colonisation, le pouvoir des chefs traditionnels – qui n'étaient pas propriétaires terriens – était soumis à un contrôle strict. C'était la fonction du chef, et non le chef lui-même, qui était sacrée. Un conseil d'anciens exerçait le contrôle. Le colonialisme renforça le pouvoir des chefs par le système de «l'Administration indirecte». En plus de leurs nouveaux pouvoirs, ils étaient parfois rémunérés, devenant ainsi, pour la plupart, les agents locaux du colonialisme. Dans certaines colonies, l'administration coloniale désignait les nouveaux chefs, qui furent alors connus sous le nom de «chefs de cantons».

Les impérialistes se servirent de la noblesse féodale et tribale pour assurer leur exploitation, ce qui accrut encore les contradictions sociales puisque le féodalisme maintenait les masses paysannes sous sa rude emprise, empêchant toute possibilité d'organisations révolutionnaires.

Il subsiste encore, dans beaucoup de régions d'Afrique, des restes de féodalisme. Ainsi, dans le Nigéria septentrional, de même que dans les régions septentrionale et occidentale du Cameroun, les chefs de tribus vivent de l'exploitation de paysans qui doivent, non seulement payer taxes et tribus, mais aussi faire des travaux forcés.

Mais malgré ce restant de féodalisme, le colonialisme a introduit des structures capitalistes dans la société africaine. Cela se caractérisa par l'émergence d'une petite bourgeoisie et d'une petite (mais influente) bourgeoisie nationale, composée principalement d'intellectuels, de fonctionnaires, de représentants des professions libérales, et des cadres de la police et de l'armée. Les capitalistes bourgeois brillaient par leur absence: le pouvoir colonial avait découragé toute tentative locale



Il y a encore, dans beaucoup de régions d'Afrique, des restes du féodalisme. Photo : Adele II, roi de Lagos au Nigéria. (1960)

d'entreprise privée. En conséquence, quiconque désirait faire fortune et acquérir un statut social n'avait pas d'autres choix que d'entrer dans l'administration, dans l'armée, ou devenir membre d'une profession libérale. Les industries minières, les entreprises industrielles, les banques, le commerce en gros et les grandes exploitations agricoles étaient aux mains des étrangers. En général, la bourgeoisie africaine est plutôt une petite classe moyenne.

C'est en partie à cause de ces restrictions défavorables au commerce indigène que la bourgeoisie africaine s'opposa à la domination impérialiste. Après la Seconde Guerre mondiale, alors que les mouvements de libération nationale étaient devenus de plus en plus virulents, les impérialistes se virent contraints d'intégrer la bourgeoisie africaine dans des sphères d'où elle était jadis exclue. Il y eut alors un plus grand nombre d'Africains dans l'administration et les compagnies étrangères. Ainsi naquit une nouvelle élite africaine, étroitement liée au capitalisme étranger. En même temps, des mesures répressives frappèrent les partis progressistes et les syndicats; les colonialistes entrèrent en guerre contre les peuples de Madagascar, du Cameroun et de l'Algérie. C'est à cette époque que les fondations du néo-colonialisme furent posées.

Pendant les luttes de libération nationale, la petite bourgeoisie se divisa en trois catégories: - d'abord celle qui était en faveur du colonialisme et d'un développement économique et social de type capitaliste. Les tenants d'une telle attitude étaient généralement les fonction-

naires, les membres des professions libérales, ainsi que les agents des firmes étrangères, - puis, celle des «petits bourgeois révolutionnaires» – les nationalistes – qui voulaient la fin de la domination coloniale, mais ne souhaitaient pas une transformation radicale de la société. Ils constituent une partie de la bourgeoisie nationale, - enfin, «les spectateurs», c'est-à-dire tous ceux qui suivaient passivement les événements.

En général, peu de membres de la bourgeoisie africaine ont amassé un capital assez important pour développer un monde des affaires africain. Elle reste donc une bourgeoisie compradore largement tributaire des intérêts impérialistes en Afrique.

Le colonialisme et le néo-colonialisme n'encourageront jamais son intégration – à titre égalitaire – dans les sphères économiques, car ils ne veulent pas en faire une rivale. La bourgeoisie indigène se doit donc d'être subordonnée au capitalisme étranger. Voilà pourquoi sa force ne réside que dans le soutien qu'elle reçoit, d'une part, des éléments féodaux réactionnaires du pays, d'autre part de l'aide politique, économique et militaire du capitalisme international.

Il arrive que l'impérialisme encourage les mouvements de libération, et cela dans les régions coloniales où l'exploitation capitaliste a atteint un stade où l'influence d'un parti travailliste menace les intérêts du capitalisme international. En donnant leur indépendance aux partis bourgeois, les forces indigènes réactionnaires

sont en position de pouvoir, ne pouvant alors que cimenter leur alliance avec la bourgeoisie internationale. Presque toujours, les luttes de libération connaissent deux tendances: l'une étant authentiquement en faveur, non seulement d'une libération nationale, mais surtout de l'instauration du socialisme; tandis que l'autre – qui a l'appui de l'impérialisme – vise à la préservation de structures capitalistes.

Il existe, dans la majorité des Etats africains, des embryons de bourgeoisie rurale. Les grands fermiers et planteurs de cacao, au Ghana, se rangent dans cette catégorie. Selon le recensement effectué en 1960, le nombre des membres de la bourgeoisie rurale s'élève à 1,4 million, tandis que celui de la bourgeoisie urbaine s'élève à 300.000 membres. Ceci dans une population dont le pourcentage urbain est de 24%. Bien souvent, les bourgeoisies urbaine et rurale n'ont pas de conscience de classes tout en mesurant l'étendue de leur force et de leur puissance, par rapport aux masses dont la résistance croissante constitue une menace à leur situation privilégiée.

Le prolétariat urbain et rural s'allia à la bourgeoisie nationale, dans la lutte pour l'indépendance, visant à l'éviction du pouvoir colonial. Les antagonismes sociaux s'effacèrent momentanément, mais une fois l'indépendance acquise, ils réapparurent dans les politiques économiques et sociales des nouveaux gouvernements.

Il n'est pas impossible que les classes fusionnent après l'indépendance: le gouvernement est alors celui de l'une ou l'autre tendance. Certains théoriciens soutiennent que dans le but de renverser l'ordre bourgeois, le prolétariat et la petite classe moyenne devraient former une coalition, gagnant ainsi la paysannerie à leur cause. Mais ils semblent ignorer ce fait: lorsqu'il s'agit de ses intérêts économiques, la petite classe moyenne se rangera toujours du côté de la bourgeoisie pour défendre les structures capitalistes. Seule l'union du prolétariat et des masses paysannes amènera des structures authentiquement socialistes. Dans les conflits engageant des intérêts politiques et économiques, ces derniers l'emportent toujours.

Tout comme la bourgeoisie internationale, la bourgeoisie africaine est convaincue que les gouvernements doivent protéger la propriété privée et que le succès se mesure à la fortune, à l'acquisition de biens personnels et d'un statut social.

Il existe donc en Afrique des organisations bourgeoises – clubs et associations professionnelles – semblables à celles que l'on trouve



Selon la bourgeoisie, la vie politique doit se limiter aux rivalités des divers groupes possédants

dans les sociétés bourgeoises d'Europe et d'Amérique. Selon la bourgeoisie, la vie politique doit se limiter aux rivalités des divers groupes possédants. Il n'est pas rare d'assister en Afrique, comme en Asie, en Amérique latine, et dans d'autres régions du monde, à une succession de coups d'Etat dans un seul pays. Il s'agit alors d'une lutte pour le pouvoir entre deux groupes capitalistes. Car les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont un même passé d'exploitation impérialiste et colonialiste; et ils sont devenus, après les mouvements d'indépendance, les satellites du néo-colonialisme. Aussi, la majorité d'entre eux ont, à leur tête, des éléments bourgeois qui n'ont d'autre ambition que le pouvoir politique, au détriment les uns des autres. Car quelle que soit la faction au pouvoir, il n'est question que d'acquisition de biens et de statut social. D'autres facteurs tels que le régionalisme et le tribalisme entrent en ligne de compte dans la course au pouvoir qui se joue au sein de la bourgeoisie. Mais il ne faut pas oublier que ces rivalités interviennent au sein des possédants et qu'il ne s'agit pas de lutte de classes.

On avance souvent la question tribale, pour éclipser les forces sociales créées par le colonialisme, dans la société africaine. Dans les nombreuses régions où l'inégalité du développement économique, pendant l'ère coloniale, a créé une différenciation des fonctions économiques, selon des considérations ethniques, cette tendance est exploitée dans l'intérêt du capitalisme international.

Il est nécessaire de distinguer entre tribus et tribalisme. Le clan est l'extension de la cellule familiale, tandis que la tribu est l'extension ethnique

du clan à travers un territoire. Avant la pénétration impérialiste, en Afrique, il y avait des tribus mais pas de tribalisme, au sens moderne du terme. Le tribalisme est un produit du colonialisme, qui se servit de survivances féodales et tribales pour lutter contre la pression des mouvements de libération nationale.

Le retard de la formation des nationalités est le résultat de la conquête coloniale, balkanisant l'Afrique au mépris des frontières géographiques, linguistiques et ethniques. La croissance de l'économie et l'évolution des structures sociales en souffrirent. Des structures patriarcales et féodales furent artificiellement présentées et l'on s'ingénia à freiner par tous les moyens possibles l'émergence d'un prolétariat politisé et conscient.

Or, les modes d'exploitation capitalistes employés dans les régions minières et dans les plantations, comme en Afrique du Sud et de l'Est, et au Congo-Kinshasa, ne pouvaient que provoquer l'émergence d'un prolétariat. Aussi la classe ouvrière fut maintenue au sein de structures traditionnelles, de manière à lui interdire toute prise de conscience.

Après l'indépendance, les puissances coloniales continuèrent à encourager le séparatisme et les antagonismes tribaux, en aidant à la constitution de fédérations.

Le néo-colonialisme, sous toutes ses formes, empêcha l'établissement d'une indépendance réelle.

A l'époque néo-colonialiste, le tribalisme est l'instrument du pouvoir des classes bourgeoises, dans leur effort pour contenir le mécontentement des masses. Beaucoup de ces soi-disant antagonismes



La classe ouvrière fut maintenu au sein de structures traditionnelles, de manière à lui interdire toute prise de conscience. Photo : des "villages industriels" de l'Union Minière en 1928 au Congo

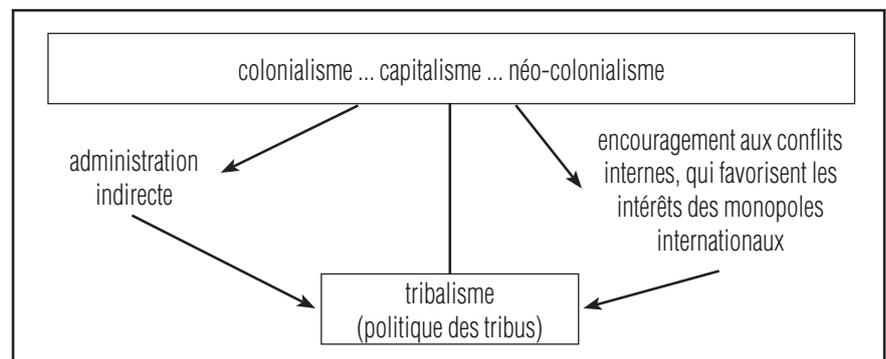
tribaux sont en réalité le résultat des antagonismes sociaux en rapport avec la transition d'une situation coloniale à une situation néo-coloniale. Le tribalisme est la conséquence, et non la cause, du sous-développement. La plupart des conflits «tribaux» sont le fait de l'exploitation bourgeoise ou féodale, en relation étroite avec les intérêts de classe de l'impérialisme et du néo-colonialisme. Les chefs traditionnels se virent délaissés au profit de la nouvelle bourgeoisie urbaine, qui était en meilleure position pour défendre les intérêts du capitalisme international. On parle de conflits tribaux, alors qu'il s'agit d'une lutte de classes.

L'apparition de tribus, dans tous pays, est considérée comme un processus normal, au dire du développement historique. Les tribus, comme les nationalités, peuvent toujours exister, mais le tribalisme (ou politique des tribus) doit être éliminé. Grâce à un gouvernement socialiste panafricain, le tribalisme (et non les tribus) disparaîtra.

Certains éléments de la bourgeoisie africaine et des chefs traditionnels – tels que les intellectuels révolutionnaires – sont capables de se dissocier de leurs milieux d'origine et de l'idéologie propre à ces milieux: ce sont les «transfuges révolutionnaires». Ceux-là peuvent être admis dans les rangs de la révolution socialiste.

Cependant, dans la plupart des pays où le développement capitaliste en est encore à ses débuts, la petite minorité bourgeoise se sent menacée par la poussée du socialisme. En conséquence, les élites bour-

geoises coopèrent étroitement entre elles, ainsi qu'avec les militaires. Des coups d'Etat néo-colonialistes et bourgeois sont perpétrés par des militaires, dans le but d'empêcher toute prise



du pouvoir par le peuple et par les socialistes. Ces coups d'Etat ont l'appui de l'énorme machine néo-colonialiste. Car, dans le but de protéger leurs intérêts, les impérialistes et les néo-colonialistes apportaient leur appui à la classe privilégiée pendant l'époque coloniale. La bourgeoisie indigène et le néo-colonialisme ont des intérêts communs dans le maintien de leur suprématie et des structures de l'Etat colonial. La bourgeoisie bureaucratique, en particulier, est «l'enfant chérie» des gouvernements néo-colonialistes. Nombreux sont les Etats africains qui dépensent des sommes énormes – à tort – pour leur bureaucratie. Le Gabon, par exemple, dont la population est inférieure à 500.000 habitants, possède un Parlement de 65 membres, recevant chacun 165.000 francs par an, alors que le salaire annuel de l'ouvrier

moyen n'est que de 700 francs. Au Dahomey, 60% du revenu annuel sont consacrés aux soldes des fonctionnaires du gouvernement.

Héritière des anciennes classes dominantes, la bourgeoisie bureaucratique est étroitement liée aux firmes étrangères, aux diplomates des pays impérialistes, et aux classes exploitantes africaines. Tout en n'ayant pas une grande force de cohésion, c'est une élite acquise au mode capitaliste de développement, et l'un des agents les plus dévoués du néo-colonialisme.

Après l'indépendance, la position des bureaucrates fut renforcée par les politiques d'africanisation des nouveaux gouvernements, ainsi que par le surcroît de travail amené par les larges transformations économiques et sociales projetées par ces mêmes gouvernements. Car les bureaucrates ont la compétence administrative et technique requise pour ce travail. En outre, ils sont en mesure de sélectionner et d'organiser les informations nécessaires aux ministres pour la formulation des politiques. En ce sens, ils jouent un grand rôle dans les prises de décisions politiques. Mais beaucoup de bureaucrates assument des fonctions pour

lesquelles ils n'ont pas été préparés. Ces bureaucrates ont tendance à se montrer arrogants et à s'isoler de la classe inférieure des fonctionnaires et employés de bureau, et à se montrer serviles envers les bureaucrates étrangers néo-colonialistes. Quelle que soit leur influence en politique, elle se fait toujours sur des considérations sociales. Leur éducation et leur position sociale les séparent des masses et en font les acolytes des capitalistes locaux, des intellectuels de mauvaise foi, des cadres ambitieux de l'armée et de la police, et des néo-colonialistes. Bien que toujours soumis au contrôle des autorités politique et militaire, ils occupent une position extrêmement importante dans les rouages de l'Etat néocolonialiste, et exercent leur influence avec la bénédiction des classes dominantes. Dans certains cas, et notamment

en cas de dictature militaire, ils exercent en fait des fonctions d'agents politiques, sans avoir été plébiscités. Cela est particulièrement évident lorsqu'ils agissent de concert avec des bureaucrates étrangers.

Lorsqu'un coup d'Etat militaire réactionnaire survient, qu'elle y ait ou non participé, la bureaucratie accorde immédiatement son soutien aux nouveaux tenants du régime, en continuant la routine administrative et en aidant à l'élaboration des nouvelles lois. Les grands bureaucrates siègent dans tous les conseils et commissions qui prolifèrent après un coup d'Etat. Car l'établissement d'un régime arbitraire, militaire et policier, renforce leur position puisque les nouveaux dirigeants dépendent entièrement d'eux. Contrairement aux gouvernements civils, les régimes militaires sont en mesure d'imposer une politique sans avoir eu l'accord du Parlement, ce qui donne aux bureaucrates une plus grande liberté d'action.

Dans beaucoup de pays, les grands fonctionnaires participent à l'élaboration des politiques. Aux Etats-Unis, chaque gouvernement a sa propre administration, qui est partie intégrante de l'élite au pouvoir. En Grande-Bretagne, au contraire, les bureaucrates doivent se montrer apolitiques et servir le gouvernement au pouvoir, quel qu'il soit.

Mais en Afrique, la bourgeoisie est associée à

l'impérialisme, au colonialisme et au néo-colonialisme. Tout en n'étant qu'un secteur minoritaire de la population, elle représente un danger pour les masses africaines en raison de la force que lui donne sa dépendance au capitalisme étranger bourgeois, lequel vise à maintenir les masses paysannes et ouvrières dans un état perpétuel de sujétion.

En fait, il est impossible de dissocier les intérêts de la bourgeoisie africaine de ceux du capitalisme monopoliste international. Le déclin de l'une amènera le déclin de l'autre.

L'alliance de la bourgeoisie indigène et du capitalisme monopoliste international est renforcée par la tendance grandissante des gouvernements à former des associations, ou des organisations économiques régionales, avec des corporations géantes, multinationales et impérialistes. Certains des gouvernements africains se disant en faveur d'un développement de type socialiste, et «nationalisant» les industries-clés, sont en fait les alliés de ces corporations géantes. Ils s'associent à l'impérialisme collectif dans la continuation de l'exploitation du prolétariat rural et urbain. Ils brisent la résistance des ouvriers, en interdisant ou en empêchant les grèves. Pendant ce temps, les corporations raffermissent leur emprise sur l'économie africaine, sachant qu'elles ont l'appui des gouvernements. En fait, les gouvernements africains sont devenus

les gardiens des corporations multinationales impérialistes, constituant ainsi un obstacle à l'avance socialiste.

C'est avec l'accord de la bourgeoisie que les monopoles internationaux continuent à dépouiller l'Afrique et à déjouer les plans de la Révolution africaine. Par conséquent, il s'agit de dénoncer et de mettre un terme à l'action de la bourgeoisie africaine. C'est le but de la lutte du prolétariat, tendant à la libération totale et à la socialisation du continent africain, faisant ainsi progresser la cause de la révolution socialiste mondiale.

10^{Le} prolétariat

Il existe un prolétariat moderne, en Afrique, bien qu'encore peu important. Il constitue le noyau essentiel de l'édification du socialisme, et doit se placer dans le contexte de la lutte ouvrière internationale, de laquelle il tient beaucoup de ses forces.

L'émergence de la classe ouvrière, en Afrique, est liée à l'implantation colonialiste et capitaliste. Dans la plupart des pays africains, le prolétariat s'est peu développé en raison du peu d'industrialisation. Cependant, dans les pays plus développés économiquement, tels que l'Égypte et l'Afrique du Sud, il existe une puissante classe ouvrière. C'est dans ces pays qu'apparurent, pendant les années 20 de ce siècle, les premiers partis communistes africains, qui étaient composés de travailleurs, de paysans et d'intellectuels. A la même époque naquirent les partis communistes algériens, marocains et tunisiens, liés au Parti communiste français.

Dans la première moitié des années 50, l'Afrique comptait déjà plus de 10 millions de salariés, dont environ 50% étaient employés dans le secteur agricole, 40% dans l'industrie et les transports et 10% dans la fonction publique et le secteur commercial. En 1962, on évaluait à 15 millions le nombre de travailleurs africains – soit 6 ou 7% de la population totale. Si ce pourcentage paraît faible en comparaison de celui des travailleurs asiatiques, dont le nombre s'élève à 100 millions, il faut tenir compte de ce qu'il représente, de ses potentialités et de sa solidarité aux mouvements prolétaires du monde entier.

Les travailleurs africains ont joué un grand rôle dans les luttes de libération nationale. Par une succession de grèves, ils réussirent à troubler la vie économique et l'administration. Dans les années précédant l'indépendance, il y eut des grèves générales au Kenya, au Nigeria, au Ghana et en Guinée. L'Afrique coloniale connut un nombre incalculable de grèves qui affectèrent certains secteurs de l'économie; la grève des mineurs du Rand, en 1946, et les grèves affectant l'industrie du sisal, de 1957 à 1959, au Tanganyika, en sont des exemples classiques. Grâce



Une plantation de café au Congo : l'appel du matin et la distribution des tâches

à toutes ces grèves, et d'autres encore plus efficaces, les ouvriers acquièrent une conscience de masses, qui devint, en quelque sorte, une conscience de classes.

C'est en Afrique du Sud que se trouve le taux d'urbanisation le plus élevé de l'Afrique. On estime qu'en 1966, le prolétariat urbain représentait approximativement une population de 7 millions. C'est ce qui a poussé certains théoriciens à dire qu'il est possible, en Afrique du Sud, de dépasser le stade de la démocratie, pour accéder immédiatement au socialisme. A ce sujet, prenons l'exemple de la Chine, où le pourcentage de la population ouvrière industrielle n'était, avant la Révolution communiste, que de 1%. La force des armées de la libération venait surtout de l'appui qu'elles recevaient des masses paysannes dont elles étaient issues. Actuellement, la classe ouvrière industrielle chinoise représente 3% de la population.

Il appartient au prolétariat urbain d'Afrique de gagner les masses paysannes à la cause de la Révolution, en apportant la révolution au monde rural. Car, en général, les masses paysannes sont encore désorganisées, non révolutionnaires et illettrées. Mais l'alliance du prolétariat urbain et des masses paysannes, dans la lutte pour le socialisme, consacra la Révolution africaine. La bourgeoisie africaine et ses maîtres impérialistes et néo-colonialistes ne pourront venir à bout de leur alliance.

Dans beaucoup d'États africains, l'absence d'industrie, à grande échelle, l'absence de qualification professionnelle et le faible niveau d'éducation des travailleurs en retardent la prise

de conscience. Ils sont souvent non-révolutionnaires et ont une mentalité de petits bourgeois. Au Sénégal où la classe ouvrière est supérieure à celle de beaucoup d'autres États africains, où la population mâle (ouvrière) comprend 95% d'illettrés et la population féminine 99%, il existe un puissant mouvement ouvrier.

Sous la domination coloniale, la lutte des ouvriers visait essentiellement l'exploiteur étranger. En ce sens, c'était plus une lutte anti-coloniale qu'une lutte de classes. Et l'on en notera la nuance raciale. L'aspect socio-racial de la lutte des travailleurs africains existe toujours à l'époque néo-colonialiste, tendant à négliger l'existence de l'exploitation bourgeoise indigène. En attaquant les Européens, Libanais, Indiens et autres, les ouvriers tendent à oublier l'exploiteur indigène réactionnaire.

Une telle situation se retrouve dans les États colonialistes où réside un prolétariat immigrant, et où le chômage sévit. Devant le mécontentement des ouvriers, le gouvernement fait en sorte que l'on tienne la présence de ces ouvriers «étrangers» pour responsable de la situation générale plutôt que sa propre politique réactionnaire. Ceux-ci subissent alors les vexations, non seulement des travailleurs nationaux, mais aussi du gouvernement, qui prend alors des mesures tendant à la restriction de l'immigration, à la limitation des chances d'embauche, et même à l'expulsion de certaines catégories.

Ainsi le gouvernement fait croire aux travailleurs nationaux que la présence des travailleurs immigrants est la cause principale du chômage et des mauvaises conditions de vie.

C'est cela qui crée une atmosphère de tension générale, réveillant ainsi de vieilles querelles ethniques et nationales. Voilà comment, au lieu de se liguier aux immigrants pour faire pression sur le gouvernement, le prolétariat national prend le parti du gouvernement. Et c'est ainsi que la bourgeoisie profite de leur manque de conscience de classes pour les diviser.

Quelles que soient leurs nationalités, races, tribus, religions – qui n'entrent pas en ligne de compte dans la lutte pour le socialisme – tous les ouvriers sont les mêmes.

La révolution socialiste africaine rejette l'argument selon lequel le prolétariat non-africain est un obstacle au progrès économique; elle s'oppose également aux vexations et aux

mesures d'expulsion que subissent les immigrants d'un territoire à l'autre. En Afrique, on ne devrait jamais utiliser le terme d'«étrangers», car ils sont tous Africains. Ce ne sont pas les travailleurs immigrants qu'il s'agit de combattre, mais la balkanisation née des frontières artificiellement dressées par l'impérialisme.

Le prolétariat immigrant des villes peut devenir un élément déterminant de la progression socialiste. En effet, ces hommes travaillant dans les villes et dans différents Etats africains, pour s'en retourner chez eux après un certain temps, sont un lien entre les mouvements révolutionnaires prolétariens et ceux du monde rural et des autres Etats. Ils sont donc un élément essentiel du processus révolutionnaire, soulignant

ainsi l'importance de la mobilité permanente de la main-d'oeuvre africaine, qu'il est nécessaire d'organiser.

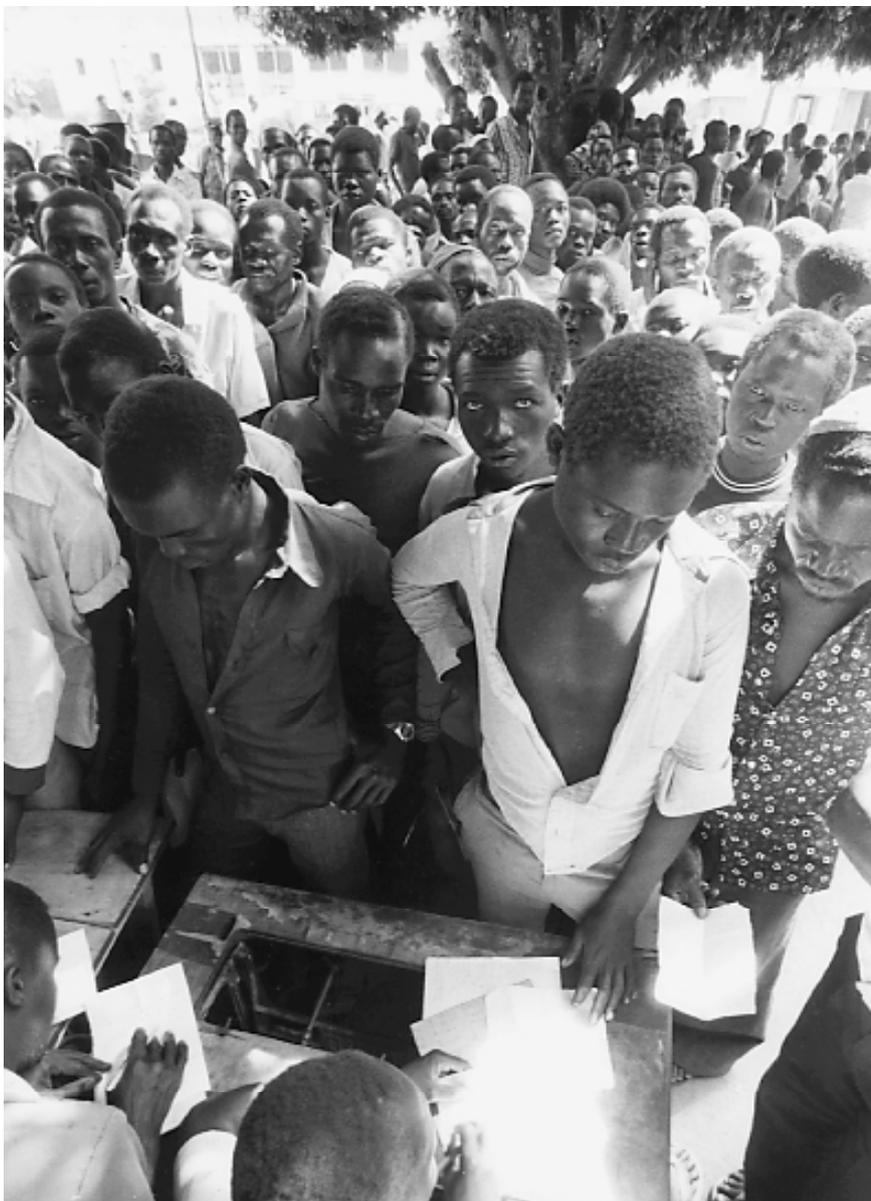
Les grandes migrations sont une des caractéristiques de l'Afrique. Il y a d'une part l'exode rural, d'autre part l'immigration. Les villes sont en grande partie le produit de forces externes; elles sont le résultat de l'économie de marché introduite par le colonialisme européen. L'une des causes de l'exode rural est la recherche de l'emploi. Viennent ensuite le désir d'acquérir les produits manufacturés, l'éducation des enfants, et la tentation des avantages de la vie citadine.

Les concentrations urbaines, en Afrique, se sont considérablement développées au cours de ces dernières années. Prenons l'exemple de trois villes du Ghana qui ont vu leur taux de croissance s'accélérer:

	Années	Populations (chiffres approximatifs)
Accra	1936	38.000 habitants
	1960	338.000 habitants
Kumasi	1921	24.000 habitants
	1966	190.000 habitants
Tamale	1921	4.000 habitants
	1960	40.000 habitants

On pourrait diviser la structure sociale des villes africaines en trois grands groupes: 1° la bourgeoisie regroupant les professions libérales, les intellectuels, la bureaucratie, l'armée, le monde des affaires, les élites politiques et directoriales, les instituteurs, le clergé, les commerçants, les chefs des services ministériels, et les boutiquiers; 2° la classe ouvrière qui comprend l'ensemble des petits commerçants, des ouvriers, des femmes de marché, et des travailleurs immigrants; 3° le groupe dit «déclassé» rassemblant les mendiants, les prostituées, et tout ce qui constitue le lumpen-prolétariat; on regroupera dans cette dernière catégorie, tous les jeunes, qui, de familles petites bourgeoises, ont quitté leur monde rural pour venir en ville, non pas en quête d'un emploi, mais pour vivre aux dépens de leur famille. Ceux-là sont un élément important de la lutte de libération, car ils ont des attaches à la fois rurales et urbaines, leur permettant de devenir des cadres révolutionnaires efficaces.

Les membres des élites bourgeoises se



Il ne faut pas combattre les immigrants, mais la balkanisation née des frontières artificiellement dressées par l'impérialisme. Photo : des réfugiés Ugandais s'incrivent dans un camps au Sudan en 1982

rencontrent dans ces clubs et associations qui mettent l'accent sur le statut social, plutôt que sur la question raciale. L'existence d'une conscience de classes se manifeste dans le désir de ces élites à adhérer à ces associations, qui renforcent leurs statuts. Plus le degré d'éducation est élevé, plus le niveau du statut social et professionnel est important. Quiconque a étudié à l'étranger est d'autant plus favorisé.

Les travailleurs immigrants apportent leurs propres structures sociales, leurs idéologies, leur religion et leurs coutumes. A part quelques-uns d'entre eux qui s'intègrent complètement à la population locale, leur séjour est temporaire: ils travaillent dans le but de retourner dans leurs pays d'origine après quelques années. Selon le recensement effectué au Ghana en 1960, seulement 25% de la population de Takoradi était d'origine locale, 37% à Kumasi et 40% à Sekondi. En 1948, plus de 50% de la population de Takoradi et 36% de celle d'Accra, avaient séjourné moins de cinq ans dans ces villes. Le pourcentage des travailleurs immigrants au Ghana est d'environ 40%.

Bien que le pourcentage d'immigrants parmi les populations urbaines d'Afrique varie selon les pays, la présence du prolétariat immigrant en Afrique constitue une vaste force mobile qui pourrait devenir un facteur vital de la révolution socialiste africaine, pouvant, en effet, aider à l'intégration des travailleurs dans la lutte révolutionnaire et à l'infiltration dans chaque secteur de l'économie néo-colonialiste et bourgeoise. Sous une domination colonialiste, le prolétariat immigrant tend à retarder le développement d'une conscience de classes et à freiner le développement des organisations ouvrières. En effet, les travailleurs immigrants forment leurs propres associations tribales qui sont surtout des sociétés de secours mutuel.

Cependant, il y eut après la Seconde Guerre mondiale, un essor du syndicalisme africain. Dans beaucoup de pays africains, les syndicats participèrent activement à la lutte de libération nationale, en organisant des grèves, des boycottages et d'autres formes d'activisme. Les puissances coloniales s'opposèrent vigoureusement à l'action des syndicats, en essayant – parfois avec succès – de faire vaciller le pouvoir des dirigeants syndicaux par l'introduction de politiques réformistes et l'infiltration d'un socialisme de droite.

En mai 1961, sur l'initiative des syndicats ghanéens, maliens, la Conférence syndicale panafricaine se réunit à Casablanca. 45 organisations syndicales et 38



Les grandes migrations sont une des caractéristiques de l'Afrique. Photo : camps de réfugiés en Ethiopie en 1985

pays furent représentés. Les bases de l'Union Syndicale Panafricaine (U.S.P.) y furent jetées selon les principes de la solidarité prolétarienne et de l'internationalisme. Une organisation syndicale, la Centrale Syndicale Panafricaine (C.S.P.) fut fondée en janvier 1962, à la suite d'une conférence tenue à Dakar, où étaient présents les délégués des organisations africaines affiliées à la Confédération internationale des Syndicats libres, et 8 organisations syndicales indépendantes. Aucune allusion ne fut faite dans la Charte de la Confédération des Syn-

dicats africains aux monopoles étrangers ou à l'internationalisme prolétarien.

Le mouvement syndical, en Afrique, doit être organisé à l'échelle du panafricanisme, avoir une orientation socialiste, et se développer dans le contexte de la lutte des travailleurs africains. C'est pourquoi la création d'une Union Syndicale Panafricaine doit tendre au développement de l'action syndicale sur tout le continent africain. Tout en étant différente des autres unions syndicales dans d'autres pays, elle travaillera avec elles sur le plan international.



L'urbanisation est à la base des transformations sociales. Photo : quartier populaire à Matadi en 1960

L'urbanisation est à la base des transformations sociales. Par conséquent, l'industrialisation, qui est la cause principale de l'urbanisation, détermine les structures sociales. La croissance de l'industrialisation détermine donc la croissance du prolétariat africain, qui acquerra une plus grande conscience de classes. Actuellement, l'industrie africaine est l'une des moins développées du monde. Si elle produit un septième des matières brutes du monde, elle ne produit que le cinquantième des produits manufacturés. La part de l'industrie, dans le revenu total des pays africains est inférieure à 14%. Cette situation est l'héritage de l'impérialisme et du colonialisme, et de l'exploitation de l'Afrique par les monopoles capitalistes étrangers. C'est aussi le résultat de la continuation de l'exploitation impérialiste et capitaliste de l'Afrique par le néo-colonialisme.

Les monopoles occidentaux contrôlent encore près de 80% du volume commercial en Afrique. Le rapide développement de l'implantation américaine, en est un exemple frappant:

De 1951 à 1955, les investissements directs américains, en Afrique, ont augmenté de plus du double, passant de 313 millions à 793 millions de dollars. Et cela, tout particulièrement en Afrique du Sud, en Rhodésie et au Congo-Kinshasa.

Le néo-colonialisme procède des façons sui-

vantes: contrôle économique grâce au système «d'aide» et de prêts et grâce aux échanges commerciaux et financiers; mainmise sur les économies locales par le vaste dispositif des corporations internationales; contrôle politique des gouvernements fantoches; pénétration sociale par la bourgeoisie indigène; imposition d'accords de «défense» et implantation de bases militaires et aériennes; infiltration idéologique, nettement anti-communiste, par les

	1950	1960	1964
	en millions de dollars	en millions de dollars	en millions de dollars
Investissements	287	925	1.700
Exportations (Etats-Unis-Afrique)	494		916
Importations (d'Afrique)	362		1.211

moyens de communications modernes (presse, radio, télévision), et impérialisme collectif, notamment en ce qui concerne la coopération politico-économique et militaire entre la Rhodésie, l'Afrique du Sud et le Portugal.

Le néo-colonialisme ne peut, de par sa nature, venir à bout de ses problèmes et de ses

contradictions. Si l'impérialisme n'est que le capitalisme agonisant, le néo-colonialisme est le colonialisme agonisant, et l'intensité de leurs contradictions internes les conduit à leur destruction. Le néo-colonialisme ne peut apporter son soutien aux gouvernements «néo-bourgeois» et favoriser un développement économique stable, alors que l'enjeu réel est la sauvegarde de ses investissements. Par conséquent, la bourgeoisie locale ne pourra jamais être sûre de son pouvoir et a de plus en plus fréquemment recours à des interventions téléguidées de l'extérieur ou à la répression à l'intérieur, état de chose qui accélère le développement d'une lutte de classes authentiquement révolutionnaire.

«L'aide économique» accordée par les pays capitalistes est l'une des manières les plus insidieuses employées par le néo-colonialisme pour freiner le développement des pays du Tiers-Monde, retardant ainsi l'industrialisation et la croissance d'un prolétariat important. Seulement 10% de l'aide américaine aux pays africains sont employés au développement de l'industrie, et cela dans les pays considérés comme acquis au capitalisme. Par contre 70% de l'aide des pays socialistes vont à l'industrialisation et à l'organisation de la production profitable. Les taux d'intérêts sur les prêts des pays capitalistes varient entre 6,5 et 8%, tandis que ceux des pays socialistes ne sont que de 2,5%.

L'aide socialiste est surtout employée à la planification, tandis que l'aide occidentale vise le secteur privé.

L'aide française à ses ex-colonies africaines se chiffre à près de deux milliards de francs. Grâce à ces deux milliards, la France maintient des liens culturels, politiques et économiques, qui font de ces pays de grands marchés pour les exportations françaises. Pour les gouvernements français, il s'agit «d'un bon investissement».

Une très grande partie des sommes dépensées par l'Ouest pour «l'aide bilatérale», ne sortent pas du pays donataire car elles sont données sous forme d'articles de consommation; ou

alors, ces sommes reviennent aux pays donataires en remboursements, à échéance relativement courte, d'autres exportations.

Il y a encore bien d'autres façons pour les pays donataires de récupérer les sommes qu'ils dépensent pour «l'aide». Sur 100



Bureau de voyages

Et alors nous avons encore notre formule «17 dictatures en deux semaines».

Le néo-colonialisme est le colonialisme agonisant.

livres que la Grande-Bretagne a dépensées au titre de «l'aide bilatérale» pendant l'exercice 1964-66, 72,5 livres étaient destinées à l'envoi d'articles de consommation, ou à l'achat de biens et de services britanniques.

«L'aide multilatérale» permet également aux pays donataires d'affermir leur position économique. On estime que les exportations britanniques ont donné un chiffre d'affaires supérieur à 116 livres pour chaque 100 livres de l'aide multilatérale; cela vient, en grande partie, des opérations de l'Agence Internationale de Développement (A.I.D.). Ainsi, il a été récemment mené, à Whitehall, une enquête tendant à démontrer que pour chaque 100 livres versées à l'A.I.D., par la Grande-Bretagne, pendant l'exercice 1964-66, l'A.I.D. a dépensé 150 livres en marchandises britanniques. En fait, beaucoup de projets «d'aide» sont destinés à équilibrer la balance de paiements des pays donataires plutôt qu'à favoriser le développement

économique du pays bénéficiaire. Celui-ci doit non seulement assumer le remboursement d'une lourde dette, mais aussi accepter une dépendance politique et économique, qui freine son développement et retarde sa croissance économique.

Les crédits accordés par les pays capitalistes aux pays africains, asiatiques, latino-américains pour mettre en place une infrastructure, sont destinés à favoriser l'exploitation par les monopoles privés. L'objectif est politique aussi bien qu'économique. Il s'agit de bloquer l'avance socialiste en donnant à la bourgeoisie indigène une part des intérêts capitalistes, tout en étendant l'emprise monopoliste internationale sur les économies des pays en voie de développement.

Le prolétariat rural qui se compose des petits agriculteurs et des ouvriers des plantations de coton, sisal, cacao, café, gomme, fruits citriques, etc. — qui les placent dans l'orbite du commerce et de l'industrie internationaux

— sont des maillons stratégiques de la chaîne des prolétaires africains en lutte. Cependant, l'impérialisme, dans sa phase néo-colonialiste, tire le gros de ses profits de sa mainmise sur les secteurs avancés de la production, tels que les mines, la fabrication, le commerce, en détail et en gros, la pêche et les transports. Environ 90% des investissements capitalistes en Afrique concernent les entreprises en rapport avec ces secteurs, et c'est dans ces secteurs clés que le prolétariat industriel — force de travail indispensable à la continuité du néo-colonialisme — est en mesure d'encadrer la révolution socialiste.

On a tenté de nier l'existence d'une classe ouvrière en Afrique. Là où il est indispensable de la nier, comme dans les régions minières d'Afrique du Sud, du Congo-Kinshasa et de Zambie, on s'est efforcé de l'intégrer au système capitaliste et néo-colonialiste d'exploitation en mettant, à la tête des syndicats, des dirigeants réformistes, et en accordant des primes. Dans certains pays africains, et particulièrement dans ceux où l'industrie minière est très développée, les politiques d'africanisation sont utilisées pour apaiser le mécontentement des ouvriers et élever les salaires à un échelon extra-national. Cela a permis, dans certains cas, de rendre les ouvriers moins désireux de poursuivre des activités révolutionnaires.

La tendance caractérisant la période de transition séparant le capitalisme du socialisme est l'embourgeoisement. La vision socialiste des prolétaires peut être voilée par la corruption de «l'état du bien-être»; ils peuvent alors devenir des philistins bien nourris, en faveur de la réaction et du conservatisme. La révolution socialiste perd alors son importance.

Tant sur le plan économique que sur le plan industriel, l'Europe et les Etats-Unis sont mûrs pour le socialisme. Ils ont les éléments de base nécessaires à l'instauration immédiate d'un régime socialiste. Aux Etats-Unis où le développement de l'énergie nucléaire a atteint son plus haut degré, grâce à l'automation et à la cybernétique, les forces de production sont arrivées à un point où l'établissement d'une société sans classes, telle que l'a prédite Marx, peut se faire seulement par le communisme. Mais, tout en étant la société la plus riche et la plus industrialisée, la société américaine est aussi la plus rétrograde socialement et politiquement.

Une partie de la classe ouvrière, en Europe et aux Etats-Unis, se réclame du capitalisme: certains ouvriers, s'étant embourgeoisés, ont diminué les forces du prolétariat tendant à la

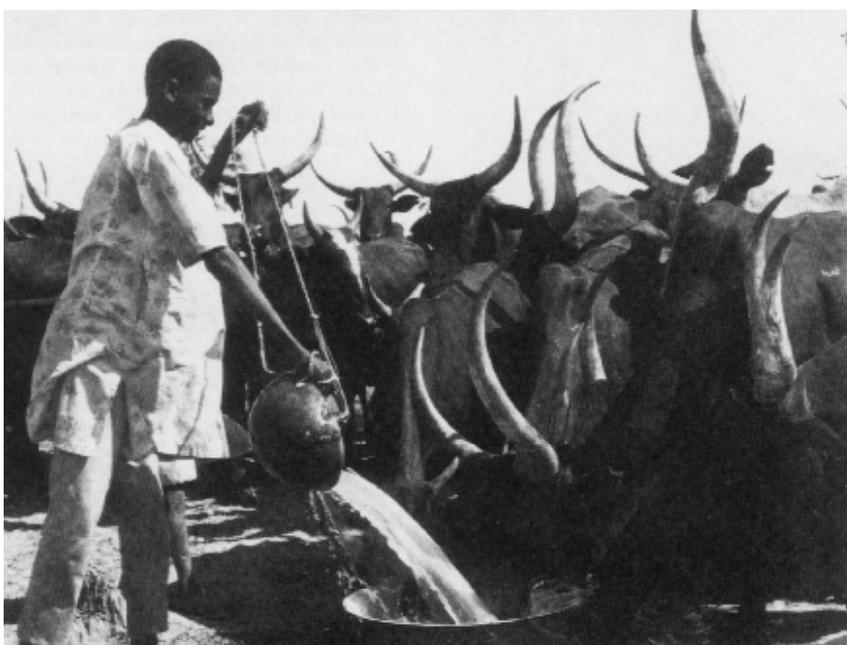
révolution socialiste. En 1968, quelque 10 millions d'ouvriers français se sont mis en grève, paralysant pratiquement l'action du gouvernement; ils n'ont pourtant pas été capables d'apporter un bouleversement révolutionnaire. La révolte des étudiants du monde entier est devenue une des caractéristiques fondamentales de notre époque. Mais les étudiants souffrent d'une double aliénation; d'une part, ils sont aliénés par l'«Establishment», et souvent dans leur propre famille d'autre part, ils sont étrangers à la classe ouvrière qui pourrait utiliser leurs efforts dans la lutte révolutionnaire. Le Parti Conservateur, en Grande-Bretagne, dérive une grande partie de sa force du soutien électoral des ouvriers anglais qui lui accordent leurs votes. Aspirant à la richesse et à la promotion sociales, un grand nombre d'ouvriers se réclament de la classe moyenne. Dans l'«état du bien-être», beaucoup d'ouvriers vivent comme la basse classe moyenne. La satisfaction économique donnant l'illusion d'appartenir à la classe moyenne assure des votes au Parti Conservateur. Ainsi, l'extension du droit de vote pour les

masses n'a pas réduit le pouvoir des classes dirigeantes. Cela a plutôt amené le déclin du radicalisme des classes ouvrières. La tendance, dans les sociétés capitalistes, des mouvements ouvriers à se limiter à une action syndicale est un danger pour la poussée socialiste. Devant un tel embourgeoisement des classes ouvrières dans les pays capitalistes, il revient aux peuples opprimés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine la tâche d'autant plus grande de promouvoir la révolution socialiste mondiale. En ce sens le rôle du prolétariat africain, dans l'avance révolutionnaire africaine, est vital et stratégique.



On tente d'intégrer la classe ouvrière en mettant à la tête des syndicats, des dirigeants réformistes. Photo : dirigeants de la Confédération des syndicats chrétiens du Congo en 1960

11 Les masses paysannes



Après la petite bourgeoisie rurale viennent les paysans

H En Afrique, les masses paysannes constituent, de loin, le contingent le plus fort de la classe ouvrière, et potentiellement l'élément fondamental de la révolution socialiste. Mais elles sont dispersées, désorganisées, et généralement non-révolutionnaires. Il est donc indispensable qu'elles prennent conscience, et qu'elles

soient encadrées par leurs alliés naturels: le prolétariat et l'intelligentsia révolutionnaire.

Au sommet de la hiérarchie sociale dans les zones rurales se trouvent les propriétaires terriens féodaux traditionnels, qui vivent de l'exploitation des paysans, et les propriétaires capitalistes pour la plupart absents, qui vivent de l'exploitation d'une main-d'œuvre

salariée. Parmi les propriétaires capitalistes – qui forment la bourgeoisie rurale – se range le clergé des diverses sectes et religions, vivant de l'exploitation féodale et capitaliste des paysans. La bourgeoisie rurale possède des fermes relativement grandes, d'un capital, de la main-d'œuvre qu'elle exploite; elle se spécialise dans la culture d'exportation. Les petits agriculteurs, que l'on pourrait ranger dans la catégorie de la petite bourgeoisie rurale, possèdent un petit capital et cultivent la terre qui leur appartient ou qu'ils louent. Ils emploient des membres de leur famille ou une main-d'œuvre salariée. En général, lorsque la terre est louée, le petit agriculteur garde environ les deux tiers des recettes de la ferme, et en donne un tiers au propriétaire. Après la petite bourgeoisie rurale, viennent, dans la hiérarchie rurale, les paysans qui cultivent de petites portions de terre et sont souvent forcés de vendre leurs services comme journaliers. Au bas de l'échelle sociale, les ouvriers agricoles forment le prolétariat rural et ne possèdent rien d'autre que leur travail.

Ainsi la société rurale se compose donc de deux grands groupes, les exploiters et les exploités, que l'on pourrait subdiviser en plusieurs petits groupes:

1 Les exploiters:

1° les propriétaires de plantations;

2° les propriétaires absents;

3° les fermiers agriculteurs (possédant des fermes relativement grandes)

4° les petits agriculteurs.

- 11 Les exploités:
 1° les paysans;
 2° le prolétariat rural.

Pour la plupart, les propriétaires de plantations sont des étrangers (comme au Nigeria, au Cameroun, au Congo-Kinshasa, en Afrique du Sud et en Rhodésie). Ces plantations sont les extensions des monopoles en Afrique. Le système des plantations est conforme aux principes de base du capitalisme: les ouvriers agricoles y sont exploités. Cette exploitation est rendue possible par le niveau de vie peu élevé des travailleurs; ce qui permet aux monopoles de leur payer des salaires nominaux dérisoires. Mais en raison du coût toujours croissant des biens de consommation, les salaires réels de ces ouvriers ne cessent de décliner. Le résultat en est la gravité toujours plus grande du conflit opposant prolétariat et capitalisme. Les monopoles étrangers appartiennent aux propriétaires absentéistes étrangers. Mais il existe aussi des absentéistes locaux.

Les absentéistes locaux sont généralement des propriétaires terriens africains qui vivent, en ville, dans le luxe, tout en contrôlant, grâce à leurs capitaux, de vastes étendues de terre, dans les régions rurales. Ils vivent de l'exploitation

d'ouvriers agricoles. L'exploitation réside dans le type de paiement: l'ouvrier agricole ne reçoit pas de salaire fixe et vit «au jour le jour». Le conflit opposant le capital au travail y est aussi intense que dans les plantations. Très souvent, le propriétaire absentéiste exploite aussi en ville, en louant à des prix exorbitants des logements aux ouvriers.

Une autre catégorie d'exploiteurs est celle des grands agriculteurs fermiers, qui sont normalement des propriétaires indigènes, parfois plus riches que les propriétaires absentéistes. A la différence de ces derniers, ils vivent sur leurs terres. Ils sont prospères parce que leurs terres sont fertiles, et qu'ils ont les moyens techniques de l'entretenir, ainsi que de louer les services d'une main-d'oeuvre. Ils sont en général considérés comme d'importants notables dans leur région, et ont aussi de grandes familles. Leurs méthodes de production sont semi-féodales, et ils pratiquent parfois la méthode du paiement en espèces. Ils doivent souvent allégeance aux chefs ou anciens d'un village plus important. Leur grand souci est la culture d'exportation.

Après les petits agriculteurs, viennent, dans l'échelle sociale, les petits fermiers. Ce sont de petits propriétaires qui possèdent aussi leur matériel et leur bétail. Ils sont, selon la psychologie révolutionnaire marxiste, instables et

hésitants. Ils emploient les membres de leur famille et louent les services de journaliers à l'époque de la moisson et des labours. Ils aspirent à devenir prospères: ce qui leur permettrait d'avoir une main-d'oeuvre régulière et d'avoir une grande propriété. Ils se préoccupent surtout de production locale pour la consommation immédiate.

A côté du petit fermier se trouve le paysan, qui est le plus petit propriétaire terrien. Sa vie est l'insécurité même. Il travaille un petit lopin de terre, avec ou sans bétail. Il dépend des conditions atmosphériques et de la nature elle-même. Car sa récolte sera bonne si le temps est beau, mais le mauvais temps peut le ruiner et il se voit contraint à louer ses services dans les plantations et les grandes fermes. En raison du coût de la vie toujours croissant, et de la cherté des produits manufacturés, par exemple, les difficultés du paysan sont chaque jour plus grandes. D'autant plus qu'il produit tout ce dont il a besoin à la maison, sans rien en retirer en échange. Le paysan peut devenir un élément révolutionnaire à condition d'être encadré par le prolétariat rural et urbain.

Le prolétariat rural est constitué de travailleurs au sens marxiste du terme. Ils sont partie intégrante de la classe ouvrière et la couche sociale la plus révolutionnaire du monde rural africain.



Il s'agit de développer le potentiel révolutionnaire de cette couche rurale des paysans et ouvriers agricoles, car ils constituent la force principale de la révolution. Il revient aux cadres révolutionnaires la tâche primordiale de les amener à prendre conscience des réalités de leur potentiel économique, et de les gagner, eux et les petits fermiers, à une méthode socialiste de production et de distribution agricoles. Cela doit se faire par le développement de divers types de coopératives agricoles: elles sont essentielles, si une transition d'un mode d'agriculture privée, basée sur la petite production, à une agriculture moderne, mécanisée, socialiste, doit se faire. Des coopératives de marché existent déjà dans plusieurs pays africains, et y connaissent un grand succès, bien que les coopératives de crédit soient moins générales en raison du manque de fonds. Mais la plus importante forme de coopération agricole est la coopérative de production, qui gère la production et le mécanisme de production agricole. Ce type de coopérative en est encore à ses débuts en raison du manque de personnel qualifié pour son fonctionnement, et de la rareté du matériel agricole. Seul un gouvernement progressiste saurait l'utiliser. Car, déjà dans les pays néo-colonialistes, les coopératives ne servent que les intérêts de la bourgeoisie rurale et des monopoles capitalistes. Les élites néo-colonialistes exploitent l'isolement relatif et le retard culturel des masses paysannes, les amenant ainsi à accepter leur domination politique. C'est surtout dans le monde rural que subsistent des vestiges du féodalisme. Le plus souvent, les conditions de vie des paysans n'ont pas changé depuis les époques pré-coloniales et coloniales: ils doivent toujours payer de lourdes taxes et faire des travaux forcés. Lorsqu'ils émigrent en ville, ils sont généralement les victimes des exploiters coloniaux et néo-coloniaux.

Tout comme les paysans d'Asie et d'Amérique latine, les paysans africains ont longtemps souffert du féodalisme et de l'exploitation impérialiste-capitaliste. Du Caire au cap de Bonne-Espérance, et des îles du Cap-Vert au Kenya et Zanzibar, la situation et les problèmes des paysans africains sont pratiquement identiques. Voilà pourquoi ils doivent se libérer de leurs liens semi-féodaux et capitalistes. L'agriculture doit passer d'une petite production à une agriculture moderne, basée sur l'utilisation des coopératives, des instruments et des techniques les plus modernes.

Actuellement, les paysans africains se basent sur la petite propriété et la petite propriété privée des moyens de production, sauf dans les régions où existe une agriculture de subsistance, et un système de propriété foncière communal. Le problème de la petite production domine en Afrique occidentale. Au Ghana, 97% des fermes ont une superficie de moins de quatre hectares; et 60% d'entre elles ont moins de deux hectares. La petite exploitation agricole est un obstacle à l'extension des idées socialistes, car elle amène le conservatisme, la cupidité et une mentalité bourgeoise.

Sous la domination coloniale, ainsi que dans les Etats néo-colonialistes, le gouvernement a recruté beaucoup parmi les masses paysannes pour son armée et sa police, car on les dit plus «loyales». En fait le gouvernement ne fit qu'exploiter l'ignorance, et l'esprit de soumission et de conservatisme, caractéristiques des masses paysannes illettrées dans le monde.

Pendant les luttes de libération nationale, les paysans se battirent pour l'indépendance et contre le féodalisme, dans les mouvements politiques créés par les dirigeants syndicalistes, les ouvriers et les intellectuels révolutionnaires. Car, il est indispensable que les masses paysannes reçoivent l'appui de leurs alliés naturels, dans la lutte révolutionnaire socialiste. Dans les pays où les luttes révolutionnaires socialistes ont amené le renversement de gouvernements bourgeois – comme en Chine, à Cuba, au Vietnam, en Corée – les masses paysannes ont été les alliées d'autres forces sociales, encadrées par des partis marxistes. Les liens étroits qui unissent le prolétariat et les masses paysannes sont les mêmes que ceux qui unissent les mouvements de guérilla urbains et ruraux. Ils sont tous partie intégrante de la lutte révolutionnaire socialiste, et l'un ne peut pas parvenir à la victoire finale sans l'autre.

La lutte révolutionnaire socialiste en Afrique, doit reposer sur les masses paysannes et le prolétariat rural, car ils forment la grande majorité de la population, et leur avenir est dans le socialisme. Les combattants de la Liberté, qui sont parmi ces masses, dépendent d'elles quant au recrutement et au ravitaillement.

Le monde rural est le bastion de la révolution. C'est le champ de bataille sur lequel les masses paysannes, avec leurs alliés naturels – le prolétariat et l'intelligentsia révolutionnaire – seront la force motrice de la transformation socialiste.

12 La révolution socialiste



La violence révolutionnaire est un principe fondamental des luttes révolutionnaires. Photo : les troupes de Mugabe fêtent une victoire contre les militaires en Rhodésie (Zimbabwe)

L'action politique est à son paroxysme lorsque le prolétariat tout entier, sous la direction d'un parti d'avant-garde guidé par les seuls principes du socialisme scientifique, parvient à renverser le système de classes: la révolution est alors complète.

Les bases d'une révolution sont jetées, lorsque les structures organiques et l'état d'une société donnée ont amené les masses à souhaiter ardemment un bouleversement total des structures de cette société. Alors qu'il n'existe pas de dogmes fermement établis quant à la révolution socialiste, du fait que les situations historiques ne se répètent pas, l'expérience a prouvé que, lorsqu'il y a lutte des classes, la révolution socialiste ne peut être réalisée sans le recours à la force. La violence révolutionnaire est un principe fondamental des luttes révolutionnaires. Car, à moins de s'y voir contraintes, les élites privilégiées ne céderont pas le pouvoir; même si elles acceptent d'effectuer des réformes, elles ne céderont jamais, si elles savent leur position menacée. Seule l'action révolutionnaire les y contraindra. Il n'est pas de grand évé-

ment historique qui n'ait été accompli au prix d'efforts violents et de vies humaines. Quiconque est convaincu que le passage d'un mode de production capitaliste à un mode de production socialiste se fera sans le recours à la violence doit s'attendre à une grande désillusion. Car le changement qualitatif inhérent à la révolution socialiste est beaucoup plus profond que celui que provoqua le passage d'un mode féodal à un mode capitaliste. Les révolutionnaires socialistes veulent une transformation totale de la société et l'abolition du système de classes. Au contraire le déclin du féodalisme n'a fait qu'introduire de nouvelles structures sociales, par lesquelles l'argent, et non plus les titres et la propriété terrienne, devint la condition fondamentale du pouvoir et du privilège. La révolution socialiste s'oppose aux concepts élitistes, et tend à l'abolition du système de classes ainsi qu'à l'élimination du racisme. Les révolutionnaires socialistes se battent pour l'instauration d'un Etat qui se fasse garant des aspirations des masses, et leur assure une participation à tous les échelons du gouvernement.

Dans une société capitaliste, la liberté est le droit de faire ce que la loi permet, dans l'intérêt de la classe bourgeoise au pouvoir. Or, plus il se développe, plus le capitalisme est anarchique. La révolution socialiste en est donc l'aboutissement logique et inévitable.

Dans les pays où le développement capitaliste et industriel en est à ses débuts, et où la bourgeoisie ne représente qu'une petite minorité de la population, le prolétariat est en mesure, par une prise de pouvoir révolutionnaire, d'instaurer un régime socialiste. Sous la direction des révolutionnaires socialistes, l'Afrique peut passer d'un stade de propriété bourgeoise-capitaliste à un stade où les moyens de production sont distribués selon un mode de propriété socialiste-communiste. Mais la lutte révolutionnaire ne saurait compter sur la participation de la bourgeoisie et de la petite classe moyenne; car malgré leur participation aux luttes de libération nationale, elles tenteront toujours, pour sauvegarder leurs «gains», de bloquer la création d'un Etat socialiste. Elles sont dévouées au capitalisme et leur survie dépend de l'appui qu'elles reçoivent de l'impérialisme et du néo-colonialisme. Ce n'est qu'avec le renversement de la suprématie bourgeoise dans les Etats néo-colonialistes, par la révolution socialiste, qu'une transformation totale de la société sera accomplie.

Il existe certains facteurs qui font progresser la révolution socialiste: le plus important est le développement capitaliste et l'industrialisation qui, en accroissant la population ouvrière, favorise l'apparition des futurs dirigeants de la révolution prolétarienne. Parmi les autres facteurs, on notera: l'abandon des classes dirigeantes par les intellectuels, les gouvernements inefficaces et l'incompétence politique de la classe bourgeoise au pouvoir. L'exemple et l'assistance des autres révolutions socialistes ont été également favorables à l'avance socialiste. Il y a enfin l'influence des conflits sociaux-raciaux et des antagonismes de classes. Au XX^{me} siècle, c'est dans les pays faiblement industrialisés – à savoir les pays ayant un passé d'exploitation impérialiste, colonialiste, et néo-colonialiste – que les prises de pouvoir les plus violentes ont eu lieu. Ces bouleversements violents ne peuvent être considérés comme des luttes pour le pouvoir opposant divers groupes élitistes; ils représentent l'action de plusieurs classes. Dans le cas de la révolution socialiste, il s'agit d'une prise de pouvoir du

prolétariat. Mais, dans le cas des coups d'Etat réactionnaires, c'est le renversement par la bourgeoisie, d'un gouvernement de tendance socialiste, ou d'une lutte pour le pouvoir entre diverses factions bourgeoises.

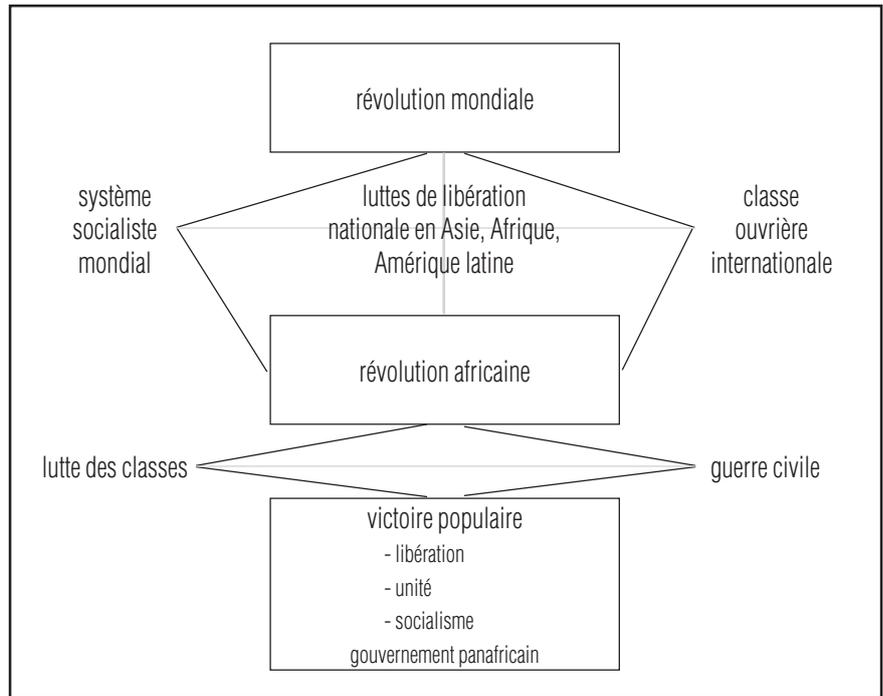
En Afrique, en Asie, et en Amérique latine, l'ébullition économique, politique et sociale, doit être expliquée dans le contexte de la révolution socialiste. Car, aujourd'hui, le processus révolutionnaire réunit trois courants: le système socialiste mondial, les mouvements de libération des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, et les mouvements ouvriers des pays industrialisés capitalistes.

Les peuples des pays les moins industrialisés ont un rôle stratégique dans la progression révolutionnaire socialiste, en raison de leur expérience de l'impérialisme, du colonialisme et du néo-colonialisme.

Ils voient les problèmes d'autant plus clairement que les processus de production et de distribution n'ont pas subi l'empreinte fallacieuse de «l'état de bien-être» et de la corruption capitaliste.

La cause de la révolution prolétaire internationale est partie intégrante des luttes de libération du monde en voie de développement, car c'est le centre des antagonismes de classes de l'époque contemporaine. Les pays du Tiers-Monde sont devenus «les points chauds» de la révolution mondiale, lançant des coups directs et mortels à l'impérialisme.

L'embourgeoisement de certaines sections de la classe ouvrière internationale et l'économisme



de certains dirigeants prolétaires socialistes donnent une importance d'autant plus grande aux luttes révolutionnaires socialistes des pays en voie de développement; ainsi, à certains égards, la lutte révolutionnaire socialiste a développé un élément socio-racial. Or, s'il n'est pas dangereux de reconnaître l'émergence d'un tel facteur dans la lutte révolutionnaire, il s'agit de ne pas perdre de vue l'objectif fondamental de la révolution socialiste: la lutte des classes.

Le monde en voie de développement n'est pas

un bloc homogène opposé à l'impérialisme. Le concept de «Tiers monde» est illusoire. Car, pour une large part, il demeure sous domination impérialiste. La lutte contre l'impérialisme a lieu à l'intérieur comme à l'extérieur du monde impérialiste: il s'agit d'une lutte entre le socialisme et le capitalisme, et non entre un soi-disant «Tiers monde» et l'impérialisme. Le rôle de la lutte des classes y est fondamental. En outre, il est impossible d'édifier le socialisme dans le monde en voie de développement, en se tenant à l'écart du système socialiste mondial.



Les pays du Tiers-Monde sont devenus «les points chauds» de la révolution mondiale

C ONCLUSION

Tout en se concentrant sur la destruction de l'impérialisme, du colonialisme et du néo-colonialisme, la Révolution africaine tend à une transformation complète de la société. Il ne s'agit plus pour les Etats africains de choisir un mode capitaliste ou non-capitaliste de développement, car le choix a déjà été fait par les travailleurs et les paysans d'Afrique: la libération et l'unité du continent, que seule la lutte armée dans le socialisme réalisera. Car l'unité politique de l'Afrique et socialisme vont de pair. L'un ne peut être réalisé sans l'autre.

«Capitalisme populaire», «capitalisme éclairé», «paix des classes», «harmonie sociale», tout cela représente des tentatives bourgeoises et fallacieuses d'endoctrinement des masses. Certains suggèrent une voie «non-capitaliste» suivie par une «union de forces progressistes»; or un tel système ne peut convenir à l'Afrique des temps modernes. Car les Etats africains ne peuvent choisir que l'une ou l'autre de ces deux possibilités: ou revenir à une domination impérialiste par le capitalisme et le néo-colonialisme, ou adopter les principes du socialisme scientifique. Il serait faux de prétendre que l'instauration d'un régime socialiste n'est pas possible dans les pays faiblement industrialisés où un puissant prolétariat est encore peu nombreux. L'Histoire a prouvé qu'un prolétariat relativement peu nombreux, bien organisé et dirigé, peut amener les masses paysannes à prendre conscience et à déclencher une révolution. Dans une situation néo-colonialiste, il ne peut y avoir de compromis; seul le socialisme peut mettre fin à l'exploitation capitaliste-impérialiste.

Le socialisme ne peut être réalisé que dans la lutte des classes. En Afrique, l'ennemi interne, qui est la bourgeoisie réactionnaire, doit être démasqué: il s'agit d'une classe d'exploiteurs, de parasites et de collaborateurs des impérialistes et néo-colonialistes, desquels dépend le maintien de leurs positions puissantes et privilégiées. La bourgeoisie africaine est essentielle à la continuité de la domination et de l'exploitation impérialistes et néo-colonialistes. Devant la nécessité de son élimination, un Parti révolutionnaire socialiste d'avant-garde



Les travailleurs et les paysans d'Afrique choisissent la libération et l'unité du continent. Photo : Kwame Nkrumah à une réunion du Pan African Congres à Accra.

organisera et encadrera la solidarité ouvrière-paysanne. Grâce à la défaite de la bourgeoisie indigène, de l'impérialisme, du néo-colonialisme et des ennemis extérieurs de la Révolution africaine, les aspirations du peuple africain seront réalisées.

Comme dans les autres régions du monde où le sort de la révolution socialiste repose, en grande partie, sur la participation des masses paysannes, une tâche gigantesque attend les cadres de la Révolution africaine: ils doivent provoquer l'éveil des masses urbaine et rurale, et amener la révolution dans les campagnes; c'est alors que les combattants de la Liberté – de qui dépend en grande partie la révolution en sa phase armée – pourront étendre leurs opérations. En même temps, il faut politiser les piliers du pouvoir bourgeois – la bureaucratie, la police et l'armée.

La victoire des forces révolutionnaires dépend de l'habileté du Parti révolutionnaire socialiste à fixer l'importance des classes sociales et à distinguer les alliés et les ennemis de la révolution. Le Parti doit aussi être en mesure de mobiliser et de diriger l'ensemble des forces pour la révolution socialiste déjà en existence et d'éveiller et de stimuler l'immense potentiel révolutionnaire encore inexploité.

Tant que la violence sera utilisée contre les peuples africains, le Parti n'arrivera pas à ses

fins sans utiliser toutes les formes de la lutte politique, y compris la lutte armée. Si la lutte armée doit être engagée de façon efficace, elle doit – comme l'est le Parti – être centralisée. Un haut état-major panafricain, encadré par un Parti ouvrier panafricain, devrait pouvoir planifier une stratégie et une tactique unifiée, portant des coups mortels à l'impérialisme, au colonialisme et au néo-colonialisme, ainsi qu'aux régimes minoritaires européens en Afrique.

La résistance armée n'est pas un phénomène nouveau, pour l'Afrique: pendant des siècles, les Africains ont lutté contre l'intrusion colonialiste, bien que ces combats héroïques aient été passés sous silence par les historiens étrangers bourgeois. En fait, les Africains n'ont jamais cessé de résister à la pénétration et à la domination impérialistes; même si cette résistance devint non-violente à mesure que l'oppression et l'exploitation impérialistes s'accroissaient. Alors que la colonisation était à son apogée, la résistance africaine parut – momentanément – finalement vaincue, et il semblait que la domination politique et économique du continent par les puissances étrangères était définitivement achevée. Ce n'était qu'illusion: la résistance africaine reparut après la Seconde Guerre mondiale, sous forme de luttes de libération nationale. Si certaines de ces luttes de libération s'achevèrent avec succès, sans le recours

aux armes, d'autres ne s'achevèrent qu'après des années de combat acharné.

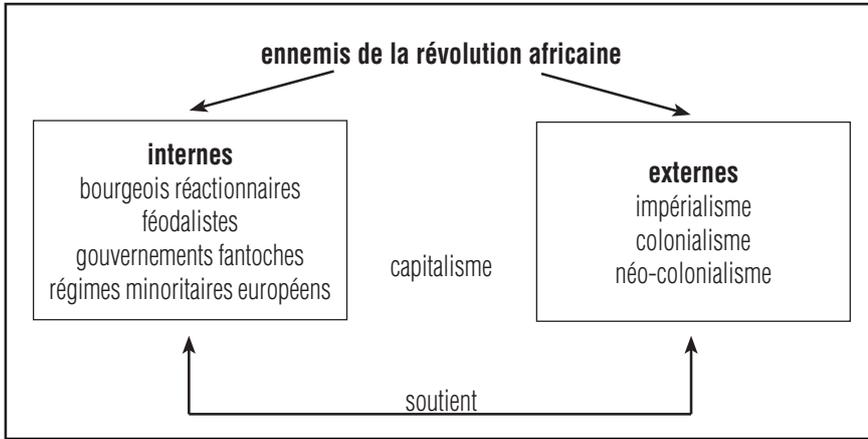
L'indépendance politique n'a pu amener ni la fin de l'oppression et de l'exploitation économique, ni celle des ingérences étrangères dans la vie politique. La période néo-colonialiste commença lorsque les monopoles capitalistes

libération sont engagées. Car dans ces régions du monde, où l'Homme Noir est colonisé, il souffre à la fois d'une discrimination de classe et de race.

L'Afrique est le centre de la Révolution du Monde Noir; tant qu'elle ne sera pas unie sous un gouvernement socialiste unifié, les Hommes

nation, de même qu'un territoire commun et une culture commune. Parfois même, un seul de ces éléments suffit. Un Etat peut exister sur des bases multinationales. La communauté économique est l'une des caractéristiques majeures d'une nation; car c'est l'économie qui réunit des individus sur un même territoire. C'est sur cette base que les nouveaux Africains se reconnaîtront pour former potentiellement une nation, dont le dominion est l'Afrique tout entière.

L'objectif principal des révolutionnaires du Monde Noir doit être la libération et l'unification totales de l'Afrique sous un gouvernement panafricain socialiste. La réalisation d'un tel objectif ne pourra que satisfaire les aspirations des peuples africains du monde entier. Tout en faisant triompher la révolution socialiste internationale, cela fera progresser le monde vers le communisme auquel tendent toutes sociétés, selon le principe: de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.



internationaux donnèrent leur appui, durant l'époque coloniale, à la bourgeoisie indigène, dans le but d'assurer leur mainmise sur la vie économique du continent.

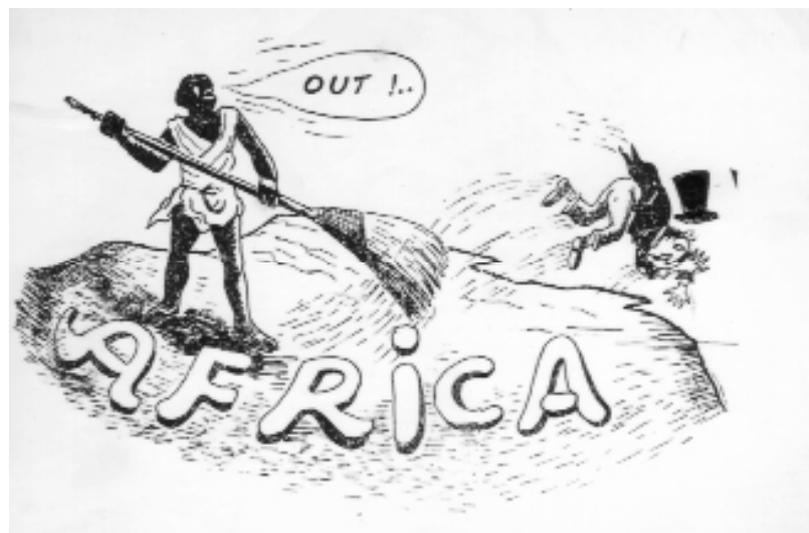
Le néo-colonialisme usa d'une nouvelle arme de violence à l'encontre des peuples africains, sous diverses formes de domination politique indirecte, par la bourgeoisie indigène et les gouvernements fantoches téléguidés par le néo-colonialisme; exploitation économique directe par une extension des opérations de puissantes corporations: contrôle des moyens de communications, infiltration idéologique. Et bien d'autres manières insidieuses d'implantation.

Noirs du monde entier n'auront pas de foyer national. C'est autour de la lutte des peuples africains pour la libération et l'unité du Continent qu'une authentique culture négro-africaine prendra sa forme. L'Afrique est un Continent, un Peuple, une Nation. La théorie selon laquelle une nation n'a pas de raison d'être si elle n'a pas un territoire commun, une langue commune, et une culture commune a échoué au test chronologique, qui définit scientifiquement la réalité objective. Car, en fait, si de tels éléments peuvent constituer une nation, la présence de ces trois éléments n'est pas nécessaire à son existence. Un territoire commun et une langue commune peuvent suffire à la formation d'une

* Tous les peuples à descendance africaine, qu'ils vivent au nord ou au sud de l'Amérique, aux Antilles, ou dans quelques autres parties du monde, sont des Africains et appartiennent à la nation africaine.

Dans ces circonstances, on comprend l'importance de la lutte armée. Car la libération et l'unification de l'Afrique ne peut dépendre d'un consentement, de préceptes moraux, ou d'une conquête morale. Ce n'est qu'avec le recours aux armes que l'Afrique se débarrassera des derniers vestiges de colonialisme, d'impérialisme et de néo-colonialisme et sera libérée et unie dans le socialisme. En cela les masses africaines ont le soutien et l'assistance du monde socialiste.

La lutte révolutionnaire africaine n'est pas isolée: elle n'est pas seulement partie intégrante de la révolution socialiste mondiale, mais aussi de la Révolution du Monde Noir. Partout où les descendants africains sont opprimés – comme aux Etats-Unis et aux Antilles* – des luttes de



Pendant des siècles, les Africains ont lutté contre l'intrusion colonialiste